

2012

RAPPORT FINANCIER

Association reconnue d'utilité publique





SOMMAIRE

- 1 RAPPORT DU TRÉSORIER
ET RAPPORT DE GESTION
- 2 ETATS FINANCIERS COMBINES
AU 31 DECEMBRE 2012
- 3 PRÉSENTATION DE MSF
- 4 LES MISSIONS DE
L'ASSOCIATION MSF

Charte de MSF

Les Médecins Sans Frontières apportent leur secours aux populations en détresse, aux victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, de situation de belligérance, sans aucune discrimination de race, religion, philosophique ou politique.

Œuvrant dans la neutralité et en toute impartialité, les Médecins Sans Frontières revendiquent, au nom de l'éthique médicale universelle et du droit à l'assistance humanitaire, la liberté pleine et entière de l'exercice de leur fonction.

Ils s'engagent à respecter les principes déontologiques de leur profession et à maintenir une totale indépendance à l'égard de tout pouvoir, ainsi que de toute force politique, économique ou religieuse.

Volontaires, ils mesurent les risques et périls des missions qu'ils accomplissent et ne réclameront pour eux ou leurs ayants droit aucune compensation, autre que celle que l'organisation sera en mesure de leur fournir.

CHAPITRE 1

RAPPORT DU TRESORIER ET RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DU TRESORIER 3

RAPPORT DE GESTION 9

RAPPORT DU TRESORIER

L'ACTIVITE DE L'ANNEE 2012

L'année 2012 fait suite à deux années bien spécifiques pour lesquelles, consécutivement, le volume d'activité avait atteint son plus haut niveau depuis la création de MSF et ce, de manière très rapide. Pour mémoire, les dépenses d'opérations en 2009 étaient de 100 M€, et deux ans plus tard en 2011 de 138,4 M€ soit près de 40% de plus.

Par ailleurs, si l'exercice de 2011 s'était soldé par un déficit assumé de plus de 9 M€, nous

savions qu'il allait nous falloir faire des choix entre certaines interventions d'aujourd'hui et celles de demain tout en préservant notre capacité de réponse aux urgences. C'est dans ce contexte particulier et délicat que se situe l'année 2012, avec des urgences qui tout en étant en deçà de 2011 restent importantes, de nouveaux projets ou le développement d'autres, mais aussi des fermetures ou des réorientations d'activités.

URGENCES

Si les dépenses d'interventions initiées en urgences sont inférieures à celles de l'année précédente, c'est principalement sur les réponses aux épidémies et les catastrophes naturelles que se fait la différence. Ces types d'activités ont été peu représentés en 2012, l'épidémie de choléra en Haïti, bien que

toujours présente étant moins aigue. Sur les contextes de conflits, le volume dédié est globalement resté le même. Les interventions principales ont été celles menées au Soudan du Sud (5,9 M€), en Syrie (3,1 M€), et au Mali ou dans les pays limitrophes (1,8 M€).

ACTIVITES PROGRAMMEES

Les deux principales missions de notre centre opérationnel, d'un point de vue financier, restent Haïti avec 10,3 M€, toujours suivie de la République Démocratique du Congo (8,4 M€). Les autres missions importantes ont été la

Jordanie et le Nigéria (8,1 M€ chacun), le Yémen (7,1 M€), le Kenya, la République Centrafricaine et le Soudan du Sud (5,8 M€ chacun), le Malawi (4,2 M€) et le Mali (4,0 M€).

LA PRESENTATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

Les comptes ci-après intègrent ceux des associations MSF France, Epicentre, MSF Logistique, MSF Assistance, de la Fondation MSF, des SCI MSF et Sabin et de la SARL Etat

d'Urgence Production. Ils sont intitulés comptes combinés. Le compte d'emploi des ressources (CER) est établi selon le cadre suivant :

Compte d'Emploi des Ressources combiné simplifié au 31 décembre 2012 (En millions d'euros)

	2011	2012	Variation	dont ressources issues de la générosité publique (GP) en 2012	
				Collectées	Affectées
Ressources privées issues de la recherche de fonds	164,0	181,2	10%	158,7	
Ressources institutionnelles	4,9	8,3	69%		
Autres ressources	51,7	47,4	-8%		
Total ressources	220,6	236,9	7%	158,7	
Reprises de provisions	0,6	1,7			
Total produits	221,2	238,6			
Dépenses de missions sociales	206,1	205,4	0%		128,9
<i>dont dépenses de missions</i>	143,4	143,1	0%		
Frais de recherche de fonds	10,5	12,6	20%		11,5
Frais du fonctionnement	12,5	13,2	6%		10,4
Total emplois	229,1	231,2	1%		150,9
Dotations aux provisions	0,9	1,8			
Total charges	230,0	233,0			
Engagements sur ressources affectées	-0,5	0,5		0,5	
Investissements de l'année					5,1
Excédent/ déficit	-9,3	6,0		3,2	
Réserves disponibles	93,3	95,4	2%		
<i>dont ressources de GP non utilisées</i>	68,6	71,8	5%		
Réserves disponibles en mois d'activité	4,9	4,9	1%		
Fonds dédiés non utilisés	0,6	0,1			

LES EMPLOIS

Les emplois de l'exercice sont globalement stables par rapport à 2011, ainsi que la part des emplois dédiée aux missions sociales qui s'élève à 205,4 M€. Les missions sociales représentent 88,8 % du total des emplois de

l'année mais perdent 1 point de pourcentage par rapport à l'année dernière (88,8% contre 89,9%). Cette diminution s'explique par une part plus importante des dépenses consacrées à la recherche de fonds (+20%).

Depuis 2007, nous avons maintenu nos dépenses de collecte de fonds à un niveau annuel de 10 M€. Mais dans un contexte général de crise économique en France et aussi à l'étranger, les enjeux financiers deviennent cruciaux, que ce soit pour le maintien de nos actions d'urgence sur des terrains de conflits comme la Syrie et ou pour nos engagements à long terme comme la lutte contre la tuberculose, la malnutrition ou le VIH/sida. Le soutien de nos donateurs n'est hélas plus

Les dépenses de fonctionnement, quant à elles, augmentent de 6% par rapport à 2011. Cette hausse est principalement centrée sur les satellites Epicentre et MSF-Logistique, en lien

LES RESSOURCES

Les ressources combinées augmentent de 16,3 M€ par rapport à 2011, principalement portées par les ressources privées issues de la recherche de fonds (+17 M€ soit +10%) qui s'élèvent à 181,2 M€. La majorité de ces dernières (109,8 M€ soit 61%) est apportée par d'autres sections du mouvement et principalement par les sections partenaires du groupe opérationnel de Paris (Australie, Etats-Unis et Japon). Les 39% restant (71,4 M€) sont collectés par la section française et le bureau des Emirats-Arabes-Unis pour un coût global de 12,6 M€, comme mentionné ci-dessus. Ces ressources privées sont composées à hauteur de 88% (soit 158,7 M€) de ressources collectées auprès du public et de 12% (soit 22,5 M€) d'autres ressources privées (dons et partenariats d'entreprises, subventions reçues

Les ressources d'origine institutionnelle (gouvernements ou institutions inter-gouvernementales) représentent 4,4% du total des ressources combinées. Elles se montent à 8,3 M€ et sont, conformément aux objectifs fixés, en hausse par rapport à 2011 de près de 70%. Les autres ressources (47,4 M€) sont

suffisant et de nouveaux moyens ont du être mis en place pour encourager d'autres donateurs à nous rejoindre. L'action la plus visible a sans aucun doute été la campagne d'appel aux dons intitulée « Sans vos dons, nous ne pouvons être Médecins sans Frontières » lancée à l'automne dernier. Le coût de la recherche de fonds représente ainsi 5,5% des emplois soit 1 point de pourcentage de plus que l'année dernière (5,5% contre 4,6%).

avec l'évolution de leurs activités. Ces frais représentent 5,7% du total des emplois en 2012 contre 5,5% l'année précédente.

d'organisations diverses, etc.).

L'augmentation ainsi constatée est due à trois facteurs principaux :

- ✓ Une évolution favorable des taux de change permettant de constater une hausse des contributions des sections partenaires du groupe (1,7 M€) alors que les montants en devise d'origine sont en sensible baisse ;
- ✓ La constatation de 4 M€ reçus des sections américaine et suisse pour le financement de l'extension de la plateforme logistique de Mérignac ;
- ✓ Une augmentation des libéralités de 10,7 M€ suite à l'acceptation d'une succession d'une ampleur inhabituelle.

principalement composées des marchandises et prestations facturées par MSF Logistique et Epicentre aux autres sections MSF et organisations. Leur évolution (-4,3 M€ soit -8%) suit l'activité des autres sections opérationnelles.

LE RESULTAT ET L'UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

En résumé, les emplois du groupe MSF France sont stables et s'établissent à 231,2 M€ hors dotations aux provisions. Les ressources ont, quant à elles, augmenté de 16 M€ soit 7%, engendrant un excédent de 6 M€. Cependant, il serait trompeur d'analyser cet excédent comme un phénomène structurel. Comme expliqué ci-dessus, hors legs exceptionnel et financements destinés à l'extension de MSF-

Logistique, le résultat de l'exercice se révèle plus proche d'un déficit de 8 M€. Les ressources collectées auprès du public ont été utilisées à hauteur de 98% et 2% ont été mises en réserves. La part utilisée est ainsi répartie à hauteur de 83% sur les missions sociales (128,9 M€), de 7% sur la recherche de fonds (11,5 M€), de 7% sur le fonctionnement (11,4 M€) et 3% sur les investissements (5,1 M€).

LES RESERVES DISPONIBLES

Après affectation de l'excédent, les réserves disponibles de MSF à fin 2012 sont de 95,4 M€ soit 4,9 mois d'activité contre 93,3 M€ (4,9 mois) à fin 2011. Elles sont constituées de 71,8 M€ de réserves issues de la générosité publique, et ont pour objectif de maintenir la trésorerie à un niveau qui garantit la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés aux activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées

financières), et de financer la croissance et les investissements. Le niveau moyen de la trésorerie au siège s'élevait sur l'année 2012 à 59,5 M€, soit 3,1 mois d'activité. Elle est répartie sur quatre banques principales, et les placements sont effectués sur des produits peu risqués tels que fonds communs de placement monétaires, livrets d'épargne, bons de caisse ou bons à moyen terme négociables garantis en capital.

LES PERSPECTIVES ET ENJEUX

L'année 2012 est marquée par un retour à l'équilibre (+ 6M€) après une année déficitaire en 2011 (-9,3 M€). Pour autant la situation reste

fragile ou tout au moins doit faire l'objet d'une vigilance certaine dans les années à venir.

En termes de ressources, si notre marge de manœuvre, bien que plus faible qu'autrefois, demeure importante, il nous faut veiller à renforcer nos capacités de collecte. Ainsi, nous nous employons à préserver la fidélité de nos donateurs, à encourager de nouveaux donateurs à nous soutenir, tout en veillant à contenir les coûts de nos actions de recherche de fonds. Pour les institutions privées, nous sommes en phase d'élaboration d'un nouveau

cadre de collecte à destination des entreprises et des fondations. Nous devons pour cela définir les conditions des nouveaux partenariats et en mesurer les conséquences sur nos actions de secours et notre identité. Enfin s'agissant des bailleurs institutionnels, nous sommes encore en deçà de ce qui est possible et souhaitable. L'objectif de 10% du volume opérationnel en 2013 doit rester une priorité.

En termes de dépenses, nous devons poursuivre notre réflexion sur les priorités opérationnelles afin d'être en mesure de répondre de façon pertinente aux attentes des populations exclues tout en maintenant un niveau de croissance raisonnable. Plusieurs évolutions notables devraient ainsi être perceptibles à partir de 2013. Bien qu'en augmentation par rapport à 2012, le volume opérationnel devrait rester en deçà des prévisions de notre plan stratégique. Cependant, nous continuerons à adapter nos opérations en fonction de circonstances particulières (comme Haïti en 2010).

Aujourd'hui, le groupe de Paris (OCP) s'inscrit dans le cadre plus large du Mouvement international au sein duquel 5 centres opérationnels sont interdépendants et liés par des principes de solidarité et de mutualisation. Ainsi, OCP met en œuvre directement ses propres opérations (148 M€ pour 2013) tout en finançant les activités opérationnelles des autres centres grâce aux collectes américaine, australienne et japonaise (90 M€ pour 2013). L'importance des collectes levées par ses quatre sections fait du groupe de Paris le principal contributeur aux opérations du

Deux éléments devraient permettre de stabiliser les coûts du siège et de mieux accompagner la croissance de nos opérations :

- ✓ des synergies entre les 4 sections du Centre Opérationnel de Paris (OCP) réunissant les associations américaine, australienne, française et japonaise ;
- ✓ la réorganisation des sièges, rendue nécessaire par le développement rapide de la structure suite au fort accroissement d'activité des deux dernières années (2010-2011).

Mouvement. Les enjeux financiers de l'OCP évoqués précédemment (collectes, sièges, opérations) sont partagés par l'ensemble du Mouvement. Dès lors c'est de manière collective que les meilleures approches devront être définies pour les années à venir, et notamment en termes de rendu de compte. A cet égard, nous avons une responsabilité commune de mieux mesurer le coût de nos interventions et leur efficacité auprès des populations pour pouvoir prendre des décisions opérationnelles pertinentes.

Denis Gouzerh

Trésorier de Médecins Sans Frontières France
Membre du Conseil d'Administration

RAPPORT DE GESTION

I. LES OPERATIONS DANS LEURS CONTEXTES :

Malgré les efforts de nos collègues de Barcelone et de tous ceux qui dans le mouvement MSF leur apportent leur soutien, Mone et Bianca, nos deux collègues enlevées dans le camp de réfugiés de Dadab au Kenya le 13 octobre 2011, sont depuis près de 600 jours toujours retenues en Somalie. Ces presque dix-neuf mois de captivité sont pour elles, leurs proches et MSF une épreuve aux conséquences dont nous pouvons d'ores et déjà dire qu'elles seront majeures. L'issue de cet enlèvement, que nous espérons le plus proche et dans les meilleures conditions possibles, va inévitablement nous conduire à reconsidérer la nature, le bien-fondé et les modalités de nos interventions en Somalie. Les opérations que nous menons dans le pays ont été profondément marquées par les deux événements tragiques de la fin de l'année 2011,

Les considérations de sécurité, très prégnantes en Somalie, ne le sont pas moins dans de nombreux pays ou régions d'intervention de l'association, d'autant plus que ces dernières années le centre opérationnel s'est très fortement impliqué dans les zones de conflits, bien souvent en premier lieu en réponse à une situation d'urgence, qui ensuite débouche sur des opérations de moyen terme dans des situations d'extrême volatilité. Au Soudan et en Syrie, nous avons développé et réussi à maintenir des projets transfrontaliers dans une semi-clandestinité, ne pouvant obtenir l'accord

le kidnapping de Mone et Bianca en octobre et l'assassinat à Mogadiscio de Philippe et Kace en décembre. Les discussions et débats sont parfois vifs dans le mouvement MSF, non seulement sur les conditions et l'avenir de notre présence en Somalie, étant entendu que rien ne peut être décidé avant la résolution de l'enlèvement de Mone et Bianca, mais aussi sur la stratégie à privilégier pour y parvenir. La présence importante de MSF dans le pays, son indéniable utilité pour la population, ne s'envisagent que dans la perspective de cette libération, ce qui rend les décisions opérationnelles extrêmement difficiles à prendre, car toutes doivent se peser au regard des risques encourus par les équipes, mais aussi à l'aune des conséquences que cela pourrait avoir sur la résolution du kidnapping.

des gouvernements concernés (lesquels cependant ont été informés de l'existence de ces programmes) et malgré l'instabilité de la situation politique et militaire. Dans ces deux cas, tout comme au Mali où nous sommes restés présents à l'hôpital de Tombouctou tant pendant la période où le nord du Mali était sous contrôle d'Ansar Eddine et du Mujao que depuis le début de la guerre lancée par la France pour reconquérir le Nord du pays, nous avons dans des conditions difficiles assuré une présence permanente. La capacité des équipes à négocier les modalités et conditions de

travail avec les parties aux conflits (acteurs militaires, politiques, sociaux et économiques) ainsi que la compréhension des besoins et des attentes ont rendu possible ces opérations et leur constance. Parmi les compromis que nous avons été amenés à faire, il s'en trouve un qui ne manque pas de faire débat : l'adaptation du « profil » du personnel international au contexte particulier du Nord du Mali et dans une moindre mesure à d'autres pays. Il nous a en effet été impossible d'envoyer à Tombouctou des expatriés occidentaux ; non pas tant du fait du refus formel des autorités, mais parce que le contrôle que ces dernières exerçaient sur la ville et la région ne permettait pas d'obtenir des garanties minimales de sécurité. Ces restrictions, pour acceptables qu'elles soient du point de vue du

Les efforts faits en matière de gestion de sécurité, que ce soit au travers de l'entretien de relations et contacts réguliers et consistants avec les différents acteurs, de formations ou encore de la mise en place d'outils de suivi, se sont poursuivis. Toutefois l'hétérogénéité et la complexité des contextes d'intervention et des pratiques au sein de l'association nous ont

La priorité donnée ces dernières années à la réponse aux situations d'urgences, l'autonomie et les moyens du desk des urgences, nous ont permis cette année de mener nombre d'interventions et pour beaucoup dans des situations de conflits. L'intervention emblématique de l'année – tant sur le plan opérationnel que sur ceux du positionnement et de la communication de l'association – est celle que nous menons dans des conditions difficiles en faveur de la population syrienne, dans le pays lui-même ou en Jordanie. La situation en Syrie ne nous permet toujours pas d'avoir accès à l'ensemble du territoire, et en particulier pas dans les zones gouvernementales ; de ce fait, nos opérations et les missions d'évaluation conduites par

pragmatisme opérationnel, posent des problèmes concrets de capacité de réponse de la part des départements des Ressources humaines dont les stratégies de recrutement et de placement ne se fondent évidemment pas sur l'origine mais sur les profils professionnels. La question déjà posée ces dernières années sur le risque de dérive utilitariste de la gestion des ressources humaines que font courir ces restrictions n'a bien évidemment pas de réponse de principe, néanmoins nous avons réaffirmé notre volonté de garantir des interventions directes par des équipes mixtes (en ce qu'elles mêlent des personnels nationaux et internationaux), toute exception devant être dûment argumentée au cas par cas et limitée dans l'espace et dans le temps.

conduits à renforcer nos moyens de gestion de la sécurité en créant au sein de la direction des opérations un poste de référent sécurité (poste pourvu début 2013) dont la mission est d'appuyer les équipes tant dans les sièges que sur le terrain, de structurer nos approches, moyens et outils.

l'équipe des urgences se sont concentrées dans le nord du pays. Malgré nos efforts pour accroître notre réponse et les relations que nous entretenons avec les autorités locales et les associations syriennes d'assistance et de secours (qui ne sont pas si aisées), les projets que nous avons développés dans le pays sont loin de répondre à l'ampleur des besoins. La dangerosité et les difficultés nous ont amenés à mener des projets de petite taille, très flexibles, soit gérés en direct, soit s'appuyant sur des réseaux plus ou moins organisés de médecins syriens à qui nous apportons un soutien matériel. En Jordanie, l'hôpital d'Amman a vu le nombre de patients syriens augmenter tout au long de l'année, représentant aujourd'hui près de la moitié des admissions. Et ce n'est

que tardivement, début 2013, que nous avons décidé d'intervenir dans un camp de réfugiés au nord de la Jordanie. Tout comme nous allons explorer les pistes opérationnelles en Irak.

La durée et la violence du conflit en Syrie ont non seulement provoqué un exode massif de réfugiés vers les pays voisins, mais aussi un effondrement quasi général du système de

Après une prise de position sur le ciblage des professionnels et des structures de santé par le gouvernement de Damas, ainsi que l'utilisation du système de soins dans l'arsenal répressif par ce même régime en début et mi-année 2012, MSF a, au début de l'année 2013, dénoncé le déséquilibre de l'aide en Syrie. L'aide humanitaire, apportée principalement par les agences des Nations unies et par le Comité International de la Croix-Rouge, soumise au bon vouloir du gouvernement syrien, ne parvient que trop peu à la population vivant dans les zones contrôlées par l'opposition. La stratégie choisie, ou subie, par ces organisations est d'intervenir en passant les lignes de fronts avec l'accord de Damas. Les Etats et organisations bailleurs de

L'engagement de long terme du centre opérationnel de Paris s'est confirmé avec la validation par le Group Committee (réunion des représentants des 4 conseils d'administration des sections française, japonaise, australienne et américaine) du projet d'hôpital général dans le quartier de la Renaissance à Port au Prince en Haïti qui devrait à l'horizon 2015 prendre le relais de l'hôpital de Drouillard. Le montage d'un tel projet, au-delà des débats sur son bien-fondé dans la mission sociale de MSF, se heurte tout à la fois à quelques résistances internes (peu nombreuses à vrai dire) mais surtout à la nouveauté de ce type d'approche pour MSF qui oblige l'organisation à intégrer de

soins dans le pays. Les centres opérationnels (OC) de MSF présents dans les pays de la région (Amsterdam, Barcelone, Bruxelles, Genève et Paris) accroissent depuis début 2013 leurs projets en faveurs des réfugiés et déplacés. En Syrie, les programmes évoluent pour couvrir non plus seulement les besoins chirurgicaux des blessés de guerre, mais aussi les besoins plus généraux.

fonds ne finançant quasiment pas (à de rares exceptions près et pour des montants bien modestes) les interventions non autorisées par le gouvernement syrien, les organisations humanitaires ne peuvent déployer des secours suffisants. Ce déséquilibre de l'aide, et l'hypocrisie des Etats qui, tout en reconnaissant la Coalition Nationale Syrienne comme « représentant du peuple syrien », conditionnent leur soutien aux organisations humanitaires à un accord de Damas, ont été dénoncés par MSF. Nous considérons en effet que le seul moyen pour répondre aux besoins est de s'exonérer de l'accord de Damas et de lancer des opérations transfrontalières massives.

nouvelles méthodes de travail et à développer de nouveaux savoirs et savoir-faire, qui à terme seront utiles à bien d'autres projets. Dans la même veine, l'engagement affiché d'un investissement de long terme sur les problématiques pédiatriques, hospitalières ou encore sur celles liées au VIH/SIDA, s'est traduit dans un premier temps par la décision de pérenniser nos projets : chirurgical à Amman en Jordanie, VIH/sida au Malawi et, si les conditions le permettent, le projet pédiatrique à Koutiala au Mali. Ce faisant, une stratégie de long terme est en cours de définition pour chacun de ces projets avec un double objectif : développer et tester de nouveaux outils et stratégies adaptés à ces

contextes contraints, démontrer leur efficacité et leur efficience (au sens du meilleur rapport

Les situations de conflits, de catastrophes naturelles, de déplacements de populations (qu'il s'agisse de réfugiés ou de déplacés internes) ou encore d'urgences épidémiques ont beaucoup alimenté les discussions dans le mouvement, tant sur nos propres interventions et leurs limites que surtout sur les (dys)-fonctionnements du système de l'aide. L'idée généralement admise dans le mouvement est que le système de l'aide est aujourd'hui défaillant, incapable de faire face aux besoins des victimes. Ce débat, pour intéressant qu'il soit, est posé sur de mauvaises bases et fait la part belle à des opinions et présupposés peu ou pas corroborés par les faits et l'analyse. Tout d'abord en réduisant le système de l'aide aux seules ONG, agences des Nations unies et CICR, alors que d'autres acteurs tels que les acteurs internationaux de santé (fondations,

Les limites du système, plutôt que son dysfonctionnement, sont à analyser du point de vue de la performance de chacun des acteurs et des secteurs : du point de vue des lourdeurs bureaucratiques, de la fragilité des financements, des tentations de criminalisation de l'aide, du manque d'évolution et d'adaptation des secours en qualité et facilité d'utilisation (les abris, l'eau et l'assainissement, les soins médicaux, etc.). L'enjeu pour MSF, afin de faire bouger les lignes, est tout à la fois de produire des analyses moins globalisantes et plus spécifiques, mises en perspectives au regard des contextes et des orientations propres à chaque acteur ou secteur. Mais avant tout, MSF, du fait de la place particulière qui est la

qualité / coût) et ainsi influencer les politiques médicales et sanitaires.

partenariats public privé, etc.) et les bailleurs de fonds sont aussi, si ce n'est plus, influents que les acteurs dits traditionnels. Ensuite c'est faire peu de cas de l'accroissement du nombre, de la diversité et de la capacité des acteurs de l'aide, qui permet aujourd'hui de porter secours à un nombre bien plus important de victimes dans des délais plus courts. Haïti, malgré les critiques, en est un exemple flagrant, sans mentionner ici les progrès en matière de sida ou encore de nutrition. Et enfin, s'essayer à une critique générale du système de l'aide sans prendre en compte les spécificités et les limites propres à chaque contexte qui en découlent, c'est s'essayer à une analyse globalisante par trop réductrice car inscrivant l'aide et les secours dans un espace-temps figé, et prêter à l'action humanitaire des pouvoirs qu'elle n'a pas et ne saurait avoir.

sienne dans le domaine de la santé, se doit de s'intéresser à ses propres limites, manquements et insuffisances ; c'est sans aucun doute le meilleur moyen de contribuer à l'amélioration des secours et du système et de démontrer la faisabilité d'approches alternatives innovantes qui pourraient être reprises par d'autres. A partir de notre expérience et de notre lecture critique des contextes, des crises et des moyens d'y répondre, la réflexion doit porter sur les normes et les pratiques des acteurs humanitaires, les nôtres et celles des autres et de la place que l'on veut, ou pas, occuper dans la définition des normes, critères, standards et autres dénominateurs.

II. LE SUPPORT A LA DEFINITION ET AU DEPLOIEMENT DES OPERATIONS :

Le dynamisme opérationnel de ces dernières années, conjugué aux travaux de structuration du Centre Opérationnel de Paris (OCP, qui regroupe les associations américaine, australienne, française et japonaise) et à la réforme de la gouvernance du mouvement international de MSF avec ses nouvelles instances (l'Assemblée générale internationale, le Conseil d'administration international et le nouveau Comité exécutif), ont laissé peu de place et de temps à la conduite de la révision de l'organisation interne du siège de Paris. Les initiatives de quelques départements pour tout à la fois répondre aux demandes fortes des opérations et à celles tout aussi utiles mais non moins chronophages des projets internationaux, ont permis de produire des opérations de grande qualité, de poursuivre l'amélioration du soutien médical au terrain

Le chantier visant à restructurer le centre opérationnel a finalement été lancé à l'automne 2012 et devrait aboutir en 2013 au choix d'une nouvelle organisation. La participation importante à ces travaux montre, si besoin en était encore, la nécessité non seulement de permettre à chacun de comprendre cette organisation et d'y trouver sa place, mais aussi et surtout de la rendre plus souple et efficace en la faisant coller à la complexité de nos opérations, au besoin de délégation plus importante vers le terrain, à la réalité qu'est devenu OCP et à la nouvelle gouvernance du mouvement MSF. Ce vaste chantier s'inscrit évidemment dans la

avec la création d'une unité du département médical à New York et le renforcement de celle de Sydney, de finaliser les politiques logistiques (qui doivent être validées en 2013), de faire avancer les dossiers aussi importants que la refonte des grilles de fonctions et de rémunérations internationales, de refondre une partie des formations, de lancer le chantier de redéfinition de notre système d'information médical (HIS, délégué à New York) , de créer aux Emirats-Arabes-Unis un hub de communication et de traduction arabophone au service de l'ensemble du mouvement, ou encore de finaliser la nouvelle édition du Dictionnaire pratique du droit humanitaire, pour ne citer que ceux là. Mais tout cela s'est fait au prix de tensions et sous une pression importante.

mise en place progressive des nouveaux organes de décisions tant au niveau du Centre opérationnel (OCP) que du mouvement. L'évolution de OCP vers une intégration forte des quatre associations qui le composent (Australie, Etats-Unis, France et Japon), et celle de MSF vers un mouvement fédérant non plus seulement vingt-trois associations nationales mais cinq centres opérationnels (OC), nous obligent à reconsidérer les structures de décisions, de validation et de contrôle à tous les niveaux de l'organisation. C'est à ces enjeux que le projet de redéfinition de notre structure et de notre organisation doit répondre.

III. PRESENTATION DES COMPTES DE L'ANNEE 2012 :

L'analyse des comptes vient en complément du rapport du trésorier sur la situation financière de l'année.

Depuis 1997, l'analyse des comptes annuels du groupe Médecins Sans Frontières se fait sur la base du compte d'emploi des ressources et du bilan combinés. Cette opération comptable, qui combine l'ensemble des comptes des entités rattachées à l'association MSF, après avoir neutralisé les transferts inter-entités, est l'un des éléments majeurs de la transparence de la gestion de Médecins Sans Frontières, en termes d'activité, de résultat, de patrimoine ou d'effectif. Le périmètre de combinaison intègre les satellites que l'association a créés

A noter que les dépenses combinées des opérations de terrain sont inférieures à celles de l'association. En effet, les satellites (comme la centrale d'achats MSF Logistique, par exemple) intègrent une marge au prix de vente de leurs prestations et produits à MSF afin de

Le compte d'emploi des ressources permet aux donateurs de mieux apprécier l'emploi des dons qu'ils ont confiés à l'association, et de manière plus générale, la façon dont elle utilise

Côté emplois, les dépenses sont présentées en fonction de leur destination (missions sociales de l'ensemble des entités contrôlées par Médecins Sans Frontières, recherche de fonds, fonctionnement). Les ressources sont présentées en fonction de quatre sources principales (ressources collectées auprès du public, autres fonds privés, fonds institutionnels publics, autres produits).

pour accroître son efficacité, et dont elle contrôle les conseils d'administration ou les gérances. Il s'agit de MSF Logistique, Epicentre, la Fondation MSF, Etat d'Urgence Production (EUP), MSF Assistance, la SCI MSF et la SCI Saint Sabin, ainsi que le bureau des Emirats Arabes Unis. En revanche, MSF Australie, MSF Japon et MSF USA ne font pas partie de ce périmètre, en raison de l'absence, dans leur Conseil d'Administration, d'une majorité d'administrateurs de MSF France.

couvrir leurs frais de siège. Le processus de combinaison a pour effet d'éliminer cette marge, pour ne laisser en dépenses d'opérations que le coût des achats du groupe (MSF et satellites).

les ressources dont elle bénéficie. Les principes et méthodes d'élaboration du compte d'emploi des ressources sont décrits dans l'annexe aux comptes combinés.

Par ailleurs, le compte d'emploi des ressources porte l'accent sur le suivi des ressources collectées auprès du public. Il permet d'appréhender l'utilisation des ressources de la générosité publique ainsi que la part des réserves provenant de ces ressources.

1. LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2012

(En millions d'euros)

	2012	2011
Ressources privées issues de la recherche de fonds	181,2	164,0
Ressources institutionnelles	8,3	4,9
Autres ressources	47,4	51,7
Total ressources	236,9	220,6
Reprises de provisions	1,7	0,6
Total produits	238,6	221,2
Dépenses de missions sociales	205,4	206,1
<i>dont dépenses de missions</i>	143,1	143,4
Frais de recherche de fonds	12,6	10,5
Frais du fonctionnement	13,2	12,5
Total emplois	231,2	229,1
Dotations aux provisions	1,8	0,9
Total charges	233,1	230,0
Engagements sur ressources affectées	0,5	-0,5
Excédent / déficit	6,0	-9,3

Les charges s'élèvent en 2012 à 233,1 millions d'euros (M€). Elles se montaient à 230,0 M€ l'année précédente, et constatent ainsi une faible augmentation de 3,1 M€ (+1%). Celle-ci traduit un investissement conséquent en collecte de fonds de (+2,1 M€ soit +20%) et une hausse des dépenses de fonctionnement et dotations aux provisions de 1,7 M€, les dépenses relevant des missions sociales étant un peu en deçà de l'année précédente (-0,7 M€ soit -0,4%). Quant aux produits, ils sont passés

de 221,2 M€ à 238,6 M€, soit une augmentation de 17,4 M€ (+8%). Cette évolution est principalement portée par la hausse des ressources privées issues de la recherche de fonds (+17,2 M€), celle des ressources institutionnelles (+3,4 M€) étant partiellement compensée par la diminution des autres ressources et reprises de provisions (-3,2 M€).

Le résultat de l'exercice 2012 est ainsi excédentaire de 6,0 M€.

1.1. LES CHARGES COMBINEES : 233,1 M€

1.1.1. LES DEPENSES DES MISSIONS SOCIALES : 205,4 M€

En 2012, les dépenses liées aux missions sociales représentent 88,8% du total des emplois combinés contre 89,9% l'année précédente, soit une diminution de 1,1 point. Elles sont constituées des dépenses liées aux opérations menées en France et à l'étranger, au

support dédié à ces opérations, à l'information et à la sensibilisation du public, à d'autres activités à vocation humanitaire et à des versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours.

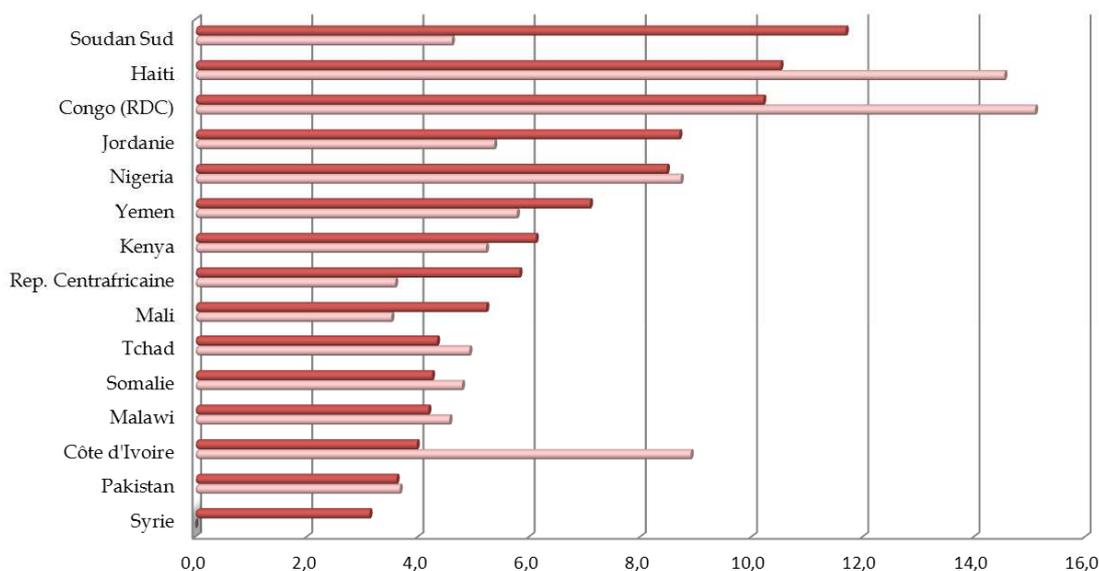
Les dépenses des opérations en France et à l'étranger représentent 143,1 M€. Elles sont composées des coûts engagés pour la réalisation des missions de l'association sur le

terrain, de versements à d'autres organismes liés à des actions de secours, et de dépenses opérationnelles engagées pour le compte d'autres sections MSF.

La quasi-totalité des projets de terrain a été menée par l'association Médecins Sans Frontières. Toutefois, quelques projets de recherche sont menés par Epicentre en Ouganda et au Niger. Nous présentons ici une analyse des dépenses combinées des missions. Nous présentons plus loin une analyse plus détaillée des dépenses de missions menées par l'association Médecins Sans Frontières, avant éliminations et retraitements liés à la combinaison des comptes. Les dépenses

d'opérations menées par MSF France s'établissent à 136,5 M€ et sont relativement stables par rapport à 2011 (-0,4% de variation seulement). Si les interventions d'urgence sur des contextes de conflit restent dans les mêmes proportions (10,5 M€), celles menées en réponse à des épidémies sont cette année bien moindres (-8,9 M€) mais sont compensées par l'augmentation de nos autres activités en Jordanie, en République Centrafricaine, au Soudan du Sud et au Yémen.

les 15 premières missions



	Syrie	Pakistan	Côte d'Ivoire	Malawi	Somalie	Tchad	Mali	Rep. Centrafricaine	Kenya	Yemen	Nigeria	Jordanie	Congo (RDC)	Haiti	Soudan Sud
■ Dépenses 2012 en Mio€	3,1	3,6	4,0	4,2	4,3	4,3	5,2	5,8	6,1	7,1	8,5	8,7	10,2	10,5	11,7
■ Dépenses 2011 en Mio€	0,0	3,7	8,9	4,6	4,8	4,9	3,5	3,6	5,2	5,8	8,7	5,4	15,1	14,6	4,6

Les principales missions sur le plan du volume financier (dépassant les 4 M€) sont les missions au Soudan du Sud (11,7 M€), en Haïti (10,5 M€), en République Démocratique du Congo (10,2 M€), en Jordanie (8,7 M€), au Nigéria (8,5 M€), au Yémen (7,1 M€), au Kenya (6,1 M€), en

République Centrafricaine (5,8 M€), au Mali (5,2 M€), au Tchad (4,3 M€), au Malawi et en Somalie (4,2 M€ chacun). Elles représentent 60% du total des dépenses des opérations conduites par l'association.

Les versements à d'autres organismes liés à des actions de secours s'élèvent à 1,7 M€, en hausse de 0,3 M€ par rapport à l'année dernière. Ces versements comprennent :

- ✓ une subvention versée à l'ONG nigérienne ForSaNi dans le cadre d'une intervention en partenariat en réponse à la situation nutritionnelle au Niger (1,3 M€),
- ✓ la participation de la section française au fonds international mis en place au niveau du mouvement MSF afin de promouvoir des stratégies opérationnelles innovantes (0,3 M€),
- ✓ une subvention versée au Comité Médical pour les Exilés (Comede) pour le financement de l'activité de son centre de santé afin d'aider cette association à faire face à la diminution des subventions publiques (0,08 M€),
- ✓ la rétrocession à la section hollandaise d'un don reçu pour le financement de ses activités en Somalie.

Les dépenses engagées par l'association pour le compte des opérations d'autres sections MSF restent stables à 4,9 M€. Elles concernent principalement des charges de personnel

expatrié sous contrat français travaillant pour le compte de ces sections et sont remboursées par celles-ci.

Le support aux missions s'établit à 20,1 M€ sur l'année 2012. Les dépenses se composent, autour de la coordination opérationnelle, des services d'appui médical, logistique et juridique, des ressources humaines terrain et de contrôle de gestion. Le support aux missions fait partie intégrante de la conduite

des projets. Il a pour rôle d'élaborer le projet opérationnel de chaque pays, de garantir l'application des politiques générale, opérationnelle et médicale de l'association et d'assister les équipes sur le terrain dans la mise en œuvre des projets.

Les sections non opérationnelles, partenaires de MSF France (MSF Australie, MSF Japon et MSF USA), participent activement à l'élaboration du projet opérationnel de la section française et s'impliquent dans son suivi. Ainsi, deux desks¹ décentralisés, à New York et à Tokyo, sous la responsabilité de la direction des opérations de MSF France, sont

chargés de la conduite des projets de certains pays. Les dépenses des projets suivis par les desks décentralisés sont enregistrées dans les comptes de la section française, celle-ci en gardant la responsabilité opérationnelle. Les dépenses de support liées à ces desks et engagées par les sections partenaires sont refacturées à MSF France.

¹ Desk : structure de support et coordination des opérations menées sur le terrain. Chaque desk, résidant au siège de l'association ou de ses sections partenaires, est composé d'un responsable de programmes et d'un adjoint (pour les desks décentralisés uniquement), d'un médecin, d'un chargé de ressources humaines, d'un superviseur logistique, d'un contrôleur de gestion et de son adjoint et d'un chargé de communication.

Les dépenses de support aux missions s'élèvent à 20,1 M€, contre 17,9 M€ en 2011 (+2,2 M€, soit +12%). Cette hausse s'explique pour moitié par deux événements conjoncturels (une augmentation des pertes de change et un renouvellement du parc informatique des terrains), et pour moitié par deux éléments de nature plus structurelle : un effort additionnel conséquent en formation, suivi et recrutement des ressources humaines

Les dépenses **d'information et de sensibilisation du public** restent stables à **2,6 M€**. Elles regroupent notamment les salaires des directeurs d'études du centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires

de terrain, et la création d'un desk décentralisé à Dubaï au sein de notre bureau des Emirats-Arabes-Unis, plus proche des pays d'interventions dont il a la charge.

Ainsi en 2012, le support aux missions représente 14,0% des dépenses d'opérations en France et à l'étranger pour une moyenne de 12% sur les cinq dernières années et 12,4% en 2011.

(CRASH) de la Fondation MSF et la mise à disposition de moyens de communication (chargés de communication, investissements technologiques) par l'association MSF, pour des activités d'information du public.

Les dépenses des **autres activités liées aux missions sociales** s'élèvent à **38,6 M€** et sont en retrait de 2,9 M€ par rapport à 2011 (-7%). Cette rubrique regroupe plusieurs activités :

- ✓ d'une part, les dépenses liées aux activités de vente des satellites MSF Logistique et Epicentre à des clients autres que MSF France, en très grande majorité d'autres sections MSF, mais aussi d'autres organisations. C'est cette activité (38,1 M€) qui constate la quasi-totalité de la baisse mentionnée ci-dessus. Cette diminution fait suite au moindre volume d'interventions d'urgences réalisées par le mouvement MSF comparativement à une année 2011 particulièrement haute sur ce type d'activités.
- ✓ d'autre part, les dépenses engagées par le groupe MSF France pour le compte de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels ou de la DNDi – et refacturées aux entités concernées.

Les **versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours** représentent **0,9 M€**. Cette catégorie regroupe essentiellement la participation de MSF France au financement

de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (0,3 M€) et de la DNDi (0,7 M€).

1.1.2. LE COUT DE LA RECHERCHE DE FONDS : 12,6 M€

Ces dépenses correspondent au coût de la recherche de fonds en France et aux Emirats-Arabes-Unis. Elles sont à mettre en regard des seules ressources collectées dans ces deux pays et non de la totalité des ressources privées dont

MSF bénéficie. Celle-ci intègre en effet des contributions reçues d'autres sections du mouvement MSF pour lesquelles aucune dépense n'est engagée par la section française.

Médecins Sans Frontières a pour objectif permanent de rentabiliser au mieux ses dépenses de collecte de fonds, mais également de garantir la stabilité de ses ressources privées, condition essentielle à la pérennité de son action sur le terrain et à son indépendance. MSF a donc porté ses efforts d'investissement

en collecte de fonds sur la mise en place de prélèvements mensuels auprès de ses donateurs. Ces prélèvements, dont le coût de traitement est moindre, permettent également de disposer de ressources immédiatement mobilisables, indépendamment de l'importance de la médiatisation des crises.

Cette année, afin de faire face à un contexte économique difficile et à des besoins toujours plus importants sur les terrains d'intervention, MSF a accentué ses dépenses de prospection (0,5 M€) et conduit une campagne de communication à l'échelle nationale (1,1 M€).

Compte-tenu de ces investissements, le coût de la recherche de fonds augmente ainsi de 2,1M€ (soit +20%) et représente 5,5% du total des emplois contre 4,6% en 2011.

Pour l'essentiel :

- ✓ Les frais de collecte en France et aux Emirats s'élèvent à 9,7 M€ et absorbe la quasi-totalité de l'augmentation mentionnée ci-dessus.
- ✓ Les frais de gestion (traitement des dons) restent stables à 1,8 M€, en lien avec l'évolution du nombre de donateurs.
- ✓ Le coût de la gestion des legs, de la recherche d'autres sources de fonds privés ou institutionnels se montent à 1,1 M€ et reste stable.

Pour 100 euros issus de la générosité publique en France, l'investissement consacré à la récolte de fonds et à sa gestion se monte ainsi à 17 euros en 2012 contre 17,2 euros en 2011.

1.1.3. LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET LES DOTATIONS AUX PROVISIONS: 15,0 M€

Les frais de fonctionnement représentent **13,2 M€** sur l'année 2012. Ils regroupent les coûts de l'ensemble des services de fonctionnement de toutes les entités ainsi que la contribution

de fonctionnement versée par MSF-France au Bureau International, une part des pertes de change et diverses charges exceptionnelles.

Ils sont en augmentation de 0,7 M€ (+6%) par rapport à l'année dernière, principalement portés par l'adaptation des structures de gestion d'Epicentre, dont le volume d'activité

augmente de 23% par rapport à l'année dernière, et de MSF-Logistique. Les frais de fonctionnement représentent 5,7% du total des emplois en 2012 contre 5,5% en 2011.

Les dotations aux provisions de l'exercice s'établissent à **1,8 M€**. Elles sont isolées dans le compte d'emploi des ressources afin de permettre une meilleure lecture des ratios financiers (un même évènement ne pouvant impacter ces ratios qu'une seule fois : au

moment de sa réalisation). Elles couvrent sur cette année la dépréciation des stocks de MSF-Logistique (0,7 M€), des fermetures de projets en cours (0,4 M€) ainsi que d'autres litiges (0,7 M€).

1.2. LES PRODUITS COMBINES : 238,6 M€

Ils sont passés de 221,2 M€ à 238,6 M€ en 2012 et sont composés de ressources privées issues de la recherche de fonds à hauteur de 181,2

M€, de financements institutionnels pour 8,3 M€, d'autres produits pour 47,4 M€ et de reprises de provisions à hauteur de 1,7 M€.

1.2.1. LES RESSOURCES PRIVEES ISSUES DE LA RECHERCHE DE FONDS : 181,2 M€

Les ressources privées issues de la recherche de fonds s'établissent à 181,2 M€ en 2012, soit une augmentation de 17,2 M€ (+10%). L'ensemble des ressources privées est composé de 71,4 M€ de fonds collectés en France et aux

Emirats-Arabes-Unis, de 107,7 M€ de contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel, et de 2,1 M€ provenant des autres sections du mouvement.

En France, environ 520.000 donateurs ont soutenu MSF pendant l'année, parmi lesquels plus de 358.000 ont choisi de faire leur don par prélèvement mensuel. Le montant des dons reçus des particuliers s'élève ainsi à 54,8 M€, soit une augmentation de 1,9 M€ (+4%). Les legs enregistrent une très forte hausse (+10,7 M€) suite à la réalisation d'une succession exceptionnelle par son ampleur et

s'établissent à 14,2 M€. Quant aux autres fonds privés (financements d'entreprises et autres organismes privés, activités annexes...), ils restent stables à 2,0 M€. Les dons et autres fonds privés collectés par le bureau des Emirats Arabes Unis représentent 0,6 M€. Sur l'ensemble des fonds collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis, 69,3 M€ ont été collectés auprès du public.

Les contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel et des autres sections du mouvement augmentent également de 4,6 M€ (+4%). Cette croissance est principalement due à la reconnaissance en produits des contributions des sections américaine et suisse au financement de l'extension de la plateforme logistique de

Mérignac (4 M€). En dehors de ces financements spécifiques, les contributions des sections partenaires du projet opérationnel s'élèvent à 104,7 M€ constatant une augmentation de 1,7 M€ grâce à une évolution favorable du cours des dollars américains et australiens et du yen japonais. Ainsi, la contribution de MSF Australie s'élève à 25,3

M€ mais constate un recul de 2% en devise d'origine, celle de MSF Japon se monte à 21,5 M€ mais avec un recul de 3% en yen, et celle de MSF USA reste stable à 57,9 M€ mais avec

un recul de 7% en dollar. Les autres financements reçus des sections du mouvement s'élevèrent à 1,1 M€ (2,1 M€ en 2011).

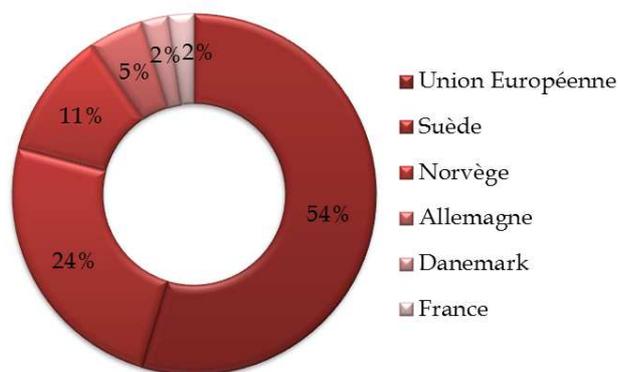
A noter que l'évolution du cours des devises en 2012 a au global un impact positif d'environ 7 M€ sur l'évolution du montant total de ces ressources. Ainsi sur 181,2 M€ de ressources

privées issues de la recherche de fonds, 158,7 M€ ont été collectés auprès du public (soit 88%), dont 44% en France et aux Emirats.

1.2.2. LES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES (OU SUBVENTIONS PUBLIQUES) : 8,3 M€

Dans la poursuite d'une politique d'augmentation progressive de ce type de ressources, les financements institutionnels publics s'élevèrent à 8,3 M€ contre 4,9 M€ en 2011. Ils représentent ainsi 4,4% du total des ressources privées et institutionnelles et 6% des dépenses d'opérations et proviennent majoritairement des institutions européennes (54%). Sur le total des financements institutionnels publics, 8,2 M€ ont été contractés par l'association et sont principalement affectés aux missions.

ORIGINE DES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES COMBINEES



Les principaux pays financés ont été :

- ✓ le Soudan du Sud pour 2,4 M€ (Union Européenne / ECHO, gouvernements allemand, danois, norvégien et suédois) sur le projet d'Aweil et sur l'intervention d'urgence de Yida en assistance aux réfugiés du Kordofan du Sud,
- ✓ le Mali pour 0,9 M€ (Union Européenne / ECHO) sur le projet de Koutiala,
- ✓ le Niger pour 0,7 M€ sur le projet nutritionnel réalisé avec l'ONG nigérienne ForSani (Union Européenne / ECHO),
- ✓ le Nigéria pour 0,7 M€ (Union Européenne / EuropeAid) sur le projet de Jahun,
- ✓ le Tchad pour 0,7 M€ sur les interventions d'urgence de l'année (vaccination, inondations et malnutrition) par l'Union Européenne / ECHO et le gouvernement suédois,
- ✓ le Burkina Faso pour 0,7 M€ (Union Européenne / ECHO) sur le projet de Titao,
- ✓ la République Centrafricaine pour 0,6 M€ sur le projet de Paoua (gouvernement suédois).

1.2.3. LES AUTRES PRODUITS ET REPRISES DE PROVISIONS: 49,1 M€

Les autres produits regroupent des revenus issus d'activités liées aux missions sociales ainsi que d'autres ressources. Ils observent une

Les ressources issues des missions sociales représentent **42,4 M€**. Elles regroupent les recettes issues du remboursement des dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF et le produit des ventes des satellites MSF Logistique (médicaments, matériels médical et logistique) et Epicentre

Les autres ressources sont également en baisse de 0,3 M€ et s'élèvent à **5,0 M€**. Elles comprennent des activités marchandes diverses (films et activités externes de EUP ...), les produits financiers et gains de change, les

Les reprises de provisions sont, à l'identique des dotations, présentées de manière isolée dans le compte d'emploi des ressources. Elles s'élèvent à **1,7 M€** sur l'exercice 2012 et correspondent pour moitié à la levée de

diminution de 4,3 M€ (soit -8%) par rapport à l'année précédente.

(consultations, recherches et formations épidémiologiques) aux autres sections et organisations. Elles connaissent une diminution de 4,0 M€ par rapport à 2011 et suivent l'évolution des volumes opérationnels d'urgence des autres sections après une année très forte.

produits exceptionnels et les autres produits d'exploitation (facturations diverses par MSF, MSF Logistique et Epicentre aux autres sections, remboursements d'assurance...).

risques fiscaux au Kenya et en Palestine, et pour moitié à des reprises de provisions récurrentes (dépréciation des stocks de MSF-Logistique, couverture des pertes de changes latentes).

1.2.4. LE REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES: 0,5 M€

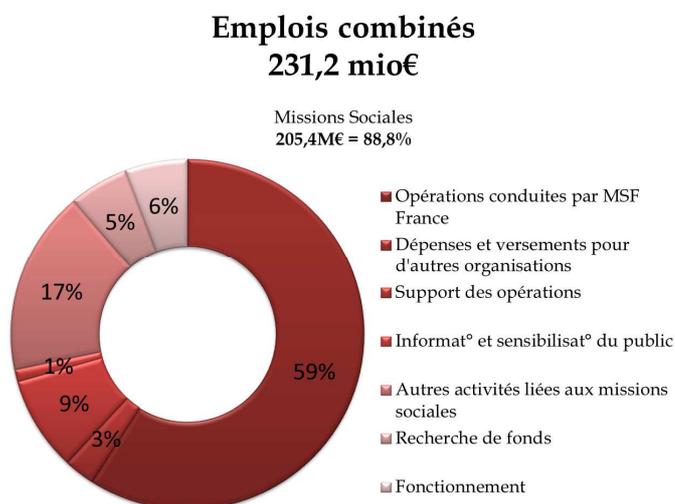
Le report des ressources affectées non utilisées traduit l'utilisation sur l'année de dons reçus sur les années antérieures affectés à des interventions particulières et qui n'avaient pu être dépensés. Ils sont décrémentés du passif du bilan, témoignant de leur utilisation conformément au souhait des donateurs.

Le solde des dons reçus en 2011 pour venir en aide aux populations somaliennes a ainsi été utilisé cette année pour le financement de la poursuite de ces interventions.

En conclusion, les comptes du groupe Médecins Sans Frontières présentent **un excédent de 6,0 M€**.

Ainsi, de manière synthétique :

- ✓ Sur 100 euros de ressources constatées en 2012, 97 euros ont été utilisés dans l'année et 3 euros ont été mis en réserves.
- ✓ Sur 100 euros employés en 2012, 88,8 euros l'ont été pour les missions sociales, 5,5 euros pour la recherche de fonds et 5,7 euros pour le fonctionnement de la structure.



Cet excédent nécessite toutefois une analyse plus poussée dans la mesure où il comporte deux éléments non récurrents, à savoir :

- ✓ la comptabilisation de 4 M€ en provenance d'autres sections du mouvement pour le financement de l'extension de la plateforme logistique de Mérignac en cours de réalisation, extension qui est par essence activée au bilan et pour laquelle aucune charge significative n'est présente sur cette année ;
- ✓ et la réalisation d'une succession exceptionnelle de plus de 10 M€ sur l'exercice (pour mémoire, la totalité des legs réalisés représentait 3,5 M€ en 2011 et 7,1 M€ en 2010).

Cette mise en perspective illustre les choix d'investissements additionnels en collecte de fonds faits par Médecins Sans Frontières et démontre, si cela était nécessaire, que le

soutien des donateurs est primordial pour la réalisation des actions de terrain, et en particulier sur des contextes d'intervention tels que le Mali, la Syrie ou le Yémen.

2. ANALYSE DES DEPENSES DE MISSIONS DE L'ASSOCIATION MEDECINS SANS FRONTIERES

Les dépenses des opérations en France et à l'étranger sont engagées par l'association (il ne s'agit donc pas ici des dépenses combinées), soit sous sa seule responsabilité, soit pour des projets menés conjointement avec d'autres

acteurs et sections MSF (en faible proportion). Les dépenses d'opérations de l'association sont composées de dépenses de projets pour 102,5 M€, de dépenses de capitales et autres supports pour 27,0 M€, de dépenses engagées

pour le compte d'autres sections pour 5,9 M€, de consultations et recherches épidémiologiques menées par Epicentre et En 2011, l'association avait connu une forte mobilisation sur les projets initiés en situation d'urgence. Sur cette année, cette mobilisation s'est maintenue sur des contextes de conflits notamment suite aux interventions en Syrie, au Soudan du Sud et en soutien aux populations maliennes, mais les réponses aux épidémies et aux catastrophes naturelles ont été beaucoup moins nombreuses (-10,7 M€). Ceci s'explique

Comme les années précédentes, nous utilisons pour l'analyse des dépenses de projets la typologie de présentation des opérations de Médecins Sans Frontières. Celle-ci cherche à traduire les motifs principaux qui nous ont conduits à l'ouverture des projets et donc les événements principaux qui affectent les populations auprès desquelles nous intervenons. Elle fait également le lien entre le contexte général dans lequel se trouvent ces populations (victimes de conflits armés, d'épidémies/endémies, de catastrophes naturelles, de violence sociale ou d'exclusion)

Aujourd'hui, suivant cette même définition, 70% de nos dépenses de projets se concentrent sur des populations victimes de conflits armés ou d'épidémies/endémies et 29% sur des contextes de violence sociale ou d'exclusion des soins. Les capitales, qui regroupent les équipes de coordination de chaque pays, sont isolées dans une catégorie distincte. Alors que dans un pays donné, plusieurs types de projets peuvent être menés conjointement, les

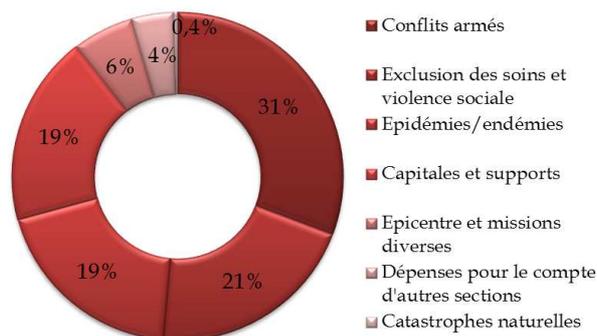
En 2012, plus de 90 projets ont été menés (hors capitales et divers), pour un montant total de 102,5 M€.

diverses dépenses opérationnelles pour 8,6 M€. Elles passent ainsi de 145,3 M€ à 144,1 M€ en 2012 soit une diminution de 1%.

en partie par un impact bien moins important de l'épidémie de choléra en Haïti. Cette diminution a été compensée par une hausse de nos autres activités au Yémen, en Jordanie suite à l'intensification du conflit en Syrie, au Soudan du Sud et en République Centrafricaine (+8,9 M€), ainsi que par une part plus importante des recherches et consultations d'Epicentre (+1,2 M€).

et les événements principaux évoqués ci-dessus, mais elle n'illustre pas la nature des activités. Ainsi, la typologie Réponses aux épidémies-endémies/SIDA, ne regroupe pas tous les projets dans lesquels MSF soigne des patients atteints du SIDA, mais inclut les projets qui ont été ouverts avec le traitement de cette maladie pour intention opérationnelle principale. On retrouve, par ailleurs, des activités de traitement du SIDA dans d'autres projets et d'autres activités médicales peuvent être conduites dans ces programmes.

dépenses des capitales ne sont pas ventilées entre chacun de ces projets. En effet, les équipes de coordination travaillent de manière globale, dans chaque pays, à l'analyse des contextes et de l'environnement des secours, à l'évaluation des besoins, à la négociation avec les différents acteurs en présence et à la définition et à la coordination de l'ensemble des projets.



2.1. INTERVENTIONS AUPRES DES VICTIMES DE CONFLITS ARMES : 44,3 M€

Ces interventions ont représenté 42% de nos projets et 43% des dépenses de projets en 2012.

Parmi ces interventions, les réponses aux violences directes subies par les populations ont représenté 46% de ces projets et 68% de leurs dépenses. Celles-ci sont passées de 24,5 M€ en 2011 à 30,0 M€ en 2012, soit une augmentation de 5,5 M€ (+22%). Cette variation s'explique par plusieurs éléments : le développement des interventions menées au Moyen-Orient en Syrie, en Jordanie et au Yémen (+9,6 M€) et dans une moindre mesure

au nord du Mali et au sud du Soudan (+1,2 M€ chacun), la reclassification des projets de Rutshuru et Nyanzale en République Démocratique du Congo dans cette catégorie suite à l'évolution du contexte dans la région du Nord Kivu (+4,4 M€), ces impacts étant partiellement compensés par les fermetures de projets (Iran) ou réductions d'activités liées aux urgences de l'année dernière en Côte d'Ivoire, Lybie ou Somalie (-10,6 M€).

Ces interventions comprennent notamment les projets menés :

- ✓ *en Jordanie à l'hôpital d'Amman (7,1 M€)*, plateforme chirurgicale dédiée aux victimes de conflit dans la région (Irak, Syrie et Yémen) nécessitant de la reconstruction orthopédique, maxillo-faciale ou plastique, qui a vu son activité augmenter de 40% sur l'année suite à l'évolution de la situation à l'intérieur de ces pays, avec 580 nouvelles admissions et 1.160 interventions chirurgicales.
- ✓ *en Syrie (3,1 M€)* où, depuis la Turquie dans un premier temps, MSF a approvisionné en médicaments et équipements des médecins opérant dans des structures clandestines et assuré des formations à la prise en charge des urgences. Un support direct à un hôpital clandestin a également été réalisé. Environ 2.100 victimes de violences ont été soignées dans ces structures, et 450 patients opérés. Et depuis fin juin en Syrie même, une unité d'urgences chirurgicales traumatologiques a été mise en place. Elle a reçu près de 2.200 admissions en salle d'urgences, et procédé à 665 interventions chirurgicales.
- ✓ *au sud du Yémen dans le gouvernorat d'Aden* où, depuis mars dernier, MSF a ouvert un centre chirurgical d'urgence de 3^{ème} niveau à l'hôpital d'Al Wehdah et a apporté un support ponctuel à des structures de santé pour faire face à l'afflux de déplacés dans la région d'Abyan (3,8 M€). Sur ce projet, 1.200 interventions chirurgicales ont été réalisées ainsi que 27.000 consultations et 747 hospitalisations. Au nord, dans le *gouvernorat d'Amran*, avant la suspension des activités en septembre dernier pour des raisons de sécurité, les hôpitaux de Khameer et de Huth (1,9 M€) ont dispensé 14.500 consultations et réalisé près 3.600 hospitalisations, 1.500 interventions chirurgicales, et 1.600 accouchements.
- ✓ *en République Démocratique du Congo dans la région du Nord Kivu à Rutshuru (3,7M€)*, dans un hôpital général de référence de près de 260 lits où, après reprise par le ministère de la santé des services de médecine interne, kinésithérapie, maternité et pédiatrie, MSF lui vient en appui mais continue à gérer directement la chirurgie (6.600 interventions), les soins intensifs (900 admissions), les urgences (14.000 admissions), les grands brûlés et prend également en charge les victimes de violences sexuelles (650 sur l'année). Les activités menées à *Nyanzale*,

Kabizo et Kibirzi (0,6 M€) ont été arrêtées en mai, les conditions sécuritaires nécessaires à leur maintien n'étant plus assurées.

Les interventions auprès des réfugiés et déplacés ont représenté 27% des dépenses des «projets conflits» (14 projets pour 12,0 M€). Leurs dépenses ont augmenté de 4,7 M€ soit 63% en lien avec la prise en charge des réfugiés dans les pays limitrophes du Mali et, au Soudan du Sud, des populations fuyant le conflit du Kordofan du Sud. Ainsi, MSF prend en charge des réfugiés maliens *depuis avril dans la province d'Oudalan au Burkina Faso (0,5 M€)*, dispensant près de 21.000 consultations et prenant en charge 330 hospitalisations et 6.600 cas de paludisme, et *depuis mai à Abala, village du nord du Niger (0,6 M€)*, dispensant 29.600

Les interventions menées en réponse à la déstructuration des systèmes de soins représentent 5% des dépenses des «projets conflits» (6 projets pour 2,3 M€), soit une diminution de 13,9 M€ par rapport à 2011. Cette diminution est à la fois la conséquence des fermetures de projets initiées l'année dernière (-4,0 M€) en Palestine, Somalie, Sri

Sur l'ensemble de ces interventions, 34% des dépenses (15,1 M€) ont été engagées dans des situations d'urgence. Par ailleurs, 62% de ces projets possédaient un ancrage opérationnel hospitalier. Certains d'entre eux intégraient bien évidemment d'autres activités non

consultations générales et prénatales, prenant en charge 8.600 cas de paludisme, et 11.000 vaccinations contre la rougeole. *Au Soudan du Sud dans la région d'Yida, (2,8 M€) au nord de l'état d'Unité*, MSF a porté assistance aux réfugiés fuyant les conflits du Kordofan du Sud (Soudan) réalisant 72.000 consultations, 2.500 hospitalisations, et 2.400 admissions dans le programme nutritionnel. *Dans l'état du Nil Supérieur à Renk (0,9M€)*, près de 5.800 consultations, 300 cas de paludisme et 300 hospitalisations ont également été pris en charge en cinq mois.

Lanka et au Yémen, mais également celle de la reclassification des projets de Rutshuru et Nyanzale en République Démocratique du Congo et d'Aweil au Soudan du Sud dans d'autres catégories d'interventions suite à l'évolution des contextes de ces différents pays.

hospitalières. En 2012 ces types de projets ont représenté 85% des dépenses d'interventions auprès des populations victimes de conflits armés, et les projets intégrant des activités de chirurgie poussée environ 55%.

2.2. INTERVENTIONS EN REPONSE AUX EPIDEMIES/ENDEMIES : 27,9 M€

Les interventions menées en réponse aux épidémies/endémies ont représenté 33% des projets et 27% des dépenses de projets en 2012.

Le traitement du SIDA et de la co-infection SIDA/tuberculose ont représenté 12,5 M€, soit 45% des dépenses de cette catégorie et 19 % des projets (6 projets). Il s'agit principalement

de Chiradzulu (3,4 M€) au Malawi, de Homa Bay et Mathare au Kenya (4,9 M€), d'Arua (2,2 M€) en Ouganda et de Carnot en République Centrafricaine (2,1 M€). Au total sur ces projets,

la cohorte des patients suivis par MSF représente environ 56.500 personnes, dont 42.000 sont traitées avec des antirétroviraux de première ligne et 1.260 avec des antirétroviraux de seconde ligne. La montée en puissance des capacités des ministères de la Santé au Kenya, au Malawi et en Ouganda, nous permet de réorienter nos objectifs en les assistant dans la mise en place des recommandations de l'OMS, dans le traitement de la co-infection par la tuberculose, dans le changement des premières lignes de traitement ou dans le développement d'outils diagnostics plus adaptés. A ce titre, le mouvement MSF s'est vu accordé par UNITAID fin 2012 un financement pluriannuel de 25 millions de dollars pour un projet de recherche dont

l'objectif est de démontrer la faisabilité d'un déploiement au niveau des centres de santé d'outils de mesure adaptés au diagnostic du taux de cellules CD4, de la charge virale ou au diagnostic précoce de l'enfant. Ce projet sera déployé sur plusieurs pays et la section française y participera au Malawi et en Ouganda par l'expérimentation d'un outil diagnostic de la charge virale (développé par l'université de Cambridge) adapté à des contextes à ressources et technicité limitées. Les dépenses de ces projets augmentent de près de 12% (+1,3 M€), principalement du fait de l'élargissement de l'offre de soins du projet de Carnot, en République Centrafricaine, suite aux taux de mortalité extrêmement alarmants relevés sur la région.

Les réponses aux épidémies de malnutrition ont concerné 26% des projets et 27% des dépenses dans cette catégorie. Par rapport à 2011, les dépenses consacrées à ces projets

diminuent de 4%, conséquence principalement de la fermeture des projets de Yako et Titao au Burkina Faso et de Kazaure au Nigéria.

Nos interventions les plus représentatives sont localisées :

- ✓ *au Mali dans les districts de Koutiala et de Kongséguela (2,7 M€), où plus de 80.000 consultations et 13.000 hospitalisations ont été réalisées sur des projets pédiatriques. 6.600 enfants malnutris ont ainsi été admis et près de 30.000 rations distribuées, et 32.700 cas de paludisme ont été pris en charge ;*
- ✓ *au Niger (2,2 M€) dans le district de Madaroumfa. En partenariat avec l'ONG nigérienne Forum Santé Niger (ForSaNi), MSF prend en charge la malnutrition (16.000 enfants malnutris sévères sur l'année), mais assure également sur trois aires de santé des consultations (67.300 dont 44.300 cas de paludisme), de la vaccination contre la rougeole (11.000), des distributions de moustiquaires (9.500) et d'aliments de supplément prêt à l'emploi (316.000 enfants).*

Les opérations concernant le traitement de la tuberculose et plus particulièrement de la tuberculose multi-résistante ont représenté 19% des projets de cette catégorie (6 projets) et 13% des dépenses. Il s'agit notamment de nos programmes *en Arménie à Erevan et dans les provinces du nord (1,3 M€), en Géorgie dans la région de l'Abkhazie (0,4 M€), au Cambodge à*

Kompong Cham (1,2 M€), et en Colombie à Buenaventura (0,6 M€). Sur ces projets, 1.500 patients atteints de tuberculose, dont 290 sous des formes multi-résistantes, sont sous traitement. Les dépenses de ces projets sont globalement stables par rapport à l'année dernière.

En 2011, les réponses à des épidémies de choléra ou de rougeole représentaient à elles seules 10,4 M€ et étaient principalement composées des interventions en Haïti (choléra) et en République Démocratique du Congo (rougeole). En 2012, l'épidémie de choléra n'a

pas eu l'acuité de l'année précédente et aucune intervention spécifique de prise en charge d'une épidémie de rougeole n'a été menée. Les réponses à ces pathologies se sont ainsi élevées à 1,1 M€.

Nos autres projets ont concerné des interventions de prise en charge d'autres pathologies telles que la méningite, le

paludisme ou le pian. Leurs dépenses s'élèvent à 3,2 M€.

Sur l'ensemble des interventions menées en réponse aux épidémies et endémies, 9% des dépenses (soit 2,4 M€) ont été engagées dans des situations d'urgence.

2.3. INTERVENTIONS EN REPOSE AUX CATASTROPHES NATURELLES : 0,6 M€

Ces opérations ont concerné 7 projets ou actions ponctuelles en 2012 et n'ont engagé que 1% de nos dépenses de projets. Ces interventions, qui représentent 0,5 M€, ont principalement concerné des réponses à des inondations, ouragans et typhons au Nigéria,

au Tchad, et aux Philippines mais aussi à New-York suite aux dégâts occasionnés par Sandy à l'automne dernier.

La totalité de ces interventions a été menée dans des situations d'urgence.

2.4. INTERVENTIONS AUPRES DES VICTIMES D'EXCLUSION DES SOINS OU DE VIOLENCE SOCIALE: 29,7 M€

Ces projets, au nombre de 14 pour l'année 2012 (soit 15% des projets), ont engagé 29% de nos dépenses.

Les réponses aux violences directes subies par les populations ou à une déstructuration des systèmes de soins représentent 84% des dépenses et 64% des projets de cette catégorie. Parmi celles-ci, on retrouve les interventions :

- ✓ *En Haïti à Port au Prince (8,3 M€), dans l'hôpital modulaire préfabriqué de 190 lits construit suite au tremblement de terre de l'année 2010. Ce projet a accueilli sur l'année 5.300 admissions en urgences médicales, 14.400 admissions en urgences chirurgicales, 4.400 hospitalisations, et 8.000 actes chirurgicaux ont été effectués ;*

- ✓ *au Nigéria à Port-Harcourt sur l'hôpital de Teme (4,5 M€), où ont été réalisées près de 1.900 hospitalisations, 8.800 admissions en salle d'urgence, et 2.400 interventions chirurgicales, et où ont été prises en charge 540 victimes de violences sexuelles. Ce projet est en cours de fermeture suite à une stabilisation du contexte de la région ;*
- ✓ *à Aweil au Soudan du Sud (4,0 M€), où au sein d'un hôpital de 250 lits, MSF gère les services de pédiatrie et de maternité, et mène également des activités de nutrition et de prise en charge du paludisme. Sur l'année, la maternité a accueilli près de 6.300 admissions, la pédiatrie près de 5.400, les activités de nutrition environ 2.600 admissions et 2.000 cas de paludisme ont été traités.*

Les programmes s'adressant à des populations n'ayant pas accès aux soins représentent 36% des projets de cette catégorie et 16% de leurs dépenses. Parmi ceux-ci, le programme de *Jahun au Nigéria (2,3 M€)* prend en charge les urgences obstétricales ainsi que la réparation des fistules vésico-vaginales, avec sur l'année près de 5.000 accouchements réalisés, et 330 nouvelles admissions dans le service dédié aux patientes souffrant de fistules. Les dépenses de ces projets sont en hausse de 8,8 M€

comparativement à l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par le « reclassement » des projets de Buenaventura en Colombie, d'Aweil au Soudan du Sud, et de Paoua en République Centrafricaine dans cette catégorie suite à l'évolution du contexte de ces interventions (+8,0 M€), mais aussi par le développement des projets initiés l'année dernière en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Iran (+0,8 M€).

Aucune de ces interventions n'a été réalisée en situation d'urgence. Par ailleurs, 79% de ces projets possédaient un ancrage hospitalier. Ils ont représenté environ 95% des dépenses d'intervention auprès des victimes d'exclusion des soins ou de violence sociale, et les projets intégrant des activités de chirurgie poussée environ 82%.

2.5. CONSULTATIONS ET RECHERCHES EPIDEMIOLOGIQUES EPICENTRE - POSTES OPERATIONNELS REGIONAUX - MISSIONS DIVERSES : 8,6 M€

Dans cette catégorie figurent notamment les dépenses de recherche et consultations épidémiologiques faites par Epicentre pour le compte des missions de Médecins Sans Frontières (6,7 M€). Elle regroupe également des postes opérationnels régionaux (formations locales, support médical pour 0,5 M€), les rapatriements médicaux (0,3 M€), des missions exploratoires et petites réponses aux urgences (0,5 M€), ainsi que la participation de la section française au fonds international d'innovation mis en place au niveau du

mouvement MSF (0,3 M€) et la subvention versée au Comede précédemment mentionnée (0,1 M€). Par rapport à 2011, 1,2 M€ supplémentaires ont été investis sur les recherches et consultations pour lesquelles Epicentre a été missionnée par MSF. Parmi celles-ci, les deux plus significatives sont les études menées à Ndhiwa au Kenya (étude de prévalence HIV pour 0,4 M€) et au Niger sur l'efficacité de l'utilisation systématique d'antibiotiques dans les cas d'une malnutrition sévère non compliquée (0,7 M€).

2.6. *CAPITALES ET AUTRES SUPPORTS : 27,0 M€*

Les dépenses de capitales et bases arrière représentent 20% du total des dépenses de missions hors dépenses engagées pour le compte des autres sections, soit 2 points de plus que l'année précédente. Elles ne sont pas réparties sur les différents projets menés par l'association, mais sont clairement relatives à leur conduite et coordination.

Elles augmentent de 2,2 M€ (soit +9%), principalement au Soudan du Sud en raison des interventions d'urgences (dimensionnement à la hausse et transport aérien) et en Jordanie suite au fort accroissement d'activité lié à la prise en charge de patients syriens.

2.7. *DEPENSES POUR LE COMPTE D'AUTRES SECTIONS : 5,9 M€*

Ces dépenses regroupent les dépenses de projets effectuées pour le compte d'autres sections ou de satellites et sont principalement constituées de médicaments, de carburant et de salaires de personnel national et d'expatriés.

Elles augmentent de 0,5 M€ (soit 10%) par rapport à 2011 et suivent l'activité d'Epicentre et des autres sections opérationnelles de Médecins Sans Frontières.

3. LE BILAN COMBINE

BILAN COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2012

(En millions d'euros)

ACTIF	2012	2011	PASSIF (avant affectation du résultat)	2012	2011
Bâtiments et terrain	11,5	7,3	Fonds disponibles	93,3	102,6
Autres immobilisations	6,6	6,1	Subventions et réserves d'investissements	1,3	1,1
Actif Immobilisé	18,1	13,4	Résultat combiné	6,0	-9,3
Stocks	17,6	16,5	Fonds propres	100,6	94,4
Dons et financements à recevoir	5,9	8,9	Fonds dédiés et affectés	0,1	0,6
Créances diverses	9,3	9,2	Provisions risques et charges	1,2	1,3
Trésorerie	75,9	76,0	Dettes fournisseurs	11,8	9,8
Comptes de régularisation	2,5	2,7	Autres dettes	15,4	18,2
Actif Circulant	111,2	113,2	Comptes de régularisation	0,2	2,3
			Passif exigible	27,4	30,3
TOTAL	129,3	126,6	TOTAL	129,3	126,6

3.1. L'ACTIF (UTILISATION DES FONDS)

L'actif immobilisé s'élève à **18,1 M€**, net d'amortissements et de provisions pour dépréciation. Il est composé d'actifs immobiliers (11,5 M€), d'actifs incorporels (0,4 M€), d'actifs financiers (0,7 M€), d'autres actifs corporels (3,6 M€) et d'immobilisations en cours (2,0 M€). Les bâtiments et terrains regroupent les actifs immobiliers du groupe, à savoir : l'immeuble et le terrain du siège de l'association, 8 rue Saint Sabin à Paris 11ème, et l'immeuble du 4 rue Saint Sabin à Paris (annexe du siège social de l'association), ainsi que les bureaux, entrepôt et terrain de MSF Logistique à Mérignac. L'évolution de l'actif

immobilisé au cours de l'année 2012 est principalement liée à la poursuite du programme d'extension de la plateforme logistique de Bordeaux réalisée à près de 80%. Cette extension, rendue nécessaire sur ces dernières années par l'accroissement de notre volume d'activités et la limite de nos capacités de stockage, a été initiée en 2008 et son achèvement est prévu pour l'année 2013. Elle se traduit dans les comptes de la Fondation par une augmentation des immobilisations de 4,9 M€ sur l'exercice. Ce programme d'extension est présenté sur le site internet de MSF-Logistique (www.msflogistique.org).

Les stocks représentent à la fin de l'année 2012 un montant de **17,6 M€**. Ils se composent

principalement des items gérés par la centrale MSF Logistique à Bordeaux (17,2 M€). Ils sont

constitués d'articles médicaux pour 10,1 M€ et d'articles logistiques pour 7,1 M€. L'augmentation du volume stocké est

Les autres actifs circulants hors trésorerie s'élèvent à **17,7 M€** et sont principalement composés des dons et financements à recevoir et d'autres créances diverses. Les dons et financements à recevoir s'élèvent à 5,9 M€. Ils regroupent les sommes dues par les autres sections MSF au titre du financement des projets opérationnels (2,0 M€), par les bailleurs de fonds institutionnels publics (1,6 M€), ainsi que les dons reçus des particuliers, des

représentative d'une activité plus faible qu'initialement anticipée.

légataires et des entreprises au titre de 2012 mais encaissés en 2013 (2,3 M€). Les créances diverses s'élèvent à 9,3 M€. Elles comprennent principalement les sommes dues par les autres sections du mouvement (7,4 M€) et les avances et acomptes versés aux fournisseurs. La diminution de ce poste de 2,8 M€ s'explique principalement par l'encaissement sur l'année 2012 de la quasi-totalité des financements de la section australienne.

3.2. LE PASSIF (ORIGINE DES FONDS)

Les fonds propres de l'ensemble combiné représentent **100,6 M€** à la fin de l'année 2012. Les réserves disponibles, définies comme étant les fonds propres hors réserves et subventions d'investissement, s'élevaient au début de l'exercice à 93,3 M€. Elles comprenaient 68,6 M€ de ressources disponibles collectées auprès du public. Sur l'année 2012, l'excédent combiné de 6,0 M€ porte le niveau de réserves disponibles à 99,3 M€, dont 71,8 M€ de ressources collectées auprès du public. Ces réserves, qui représentent 4,9 mois d'activités (4,9 en 2011) ou 4,8 mois des ressources de l'année, ont pour objectif de maintenir la trésorerie de MSF à un niveau qui lui permette

de garantir la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés à ses activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer sa croissance et ses investissements. Les subventions et réserves d'investissement qui se montent à 1,3 M€ à la fin de l'année 2012, correspondent aux subventions accordées par l'Union européenne, des collectivités locales, des entreprises privées et des sections MSF pour les travaux d'agrandissement passés de 2002 et 2003 de l'entrepôt de stockage de MSF Logistique à Mérignac, ainsi que pour l'extension actuellement en cours.

Les fonds dédiés résiduels représentent **0,1 M€**. Les dons reçus en 2011 et dédiés aux conséquences de la crise affectant les

populations somaliennes ont été utilisés sur 2012, expliquant la diminution de ce poste de 0,5 M€.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à **1,2 M€**. Elles sont principalement destinées à couvrir des risques fiscaux et sociaux sur nos activités (0,2 M€), des litiges en

cours (0,6 M€), ainsi que les coûts salariaux des projets dont les fermetures ont été actées (0,4 M€).

Le passif exigible totalise **27,4 M€**. Il est composé de dettes envers les autres sections MSF (4,8 M€), de dettes courantes auprès des fournisseurs (11,8 M€), de dettes sociales et fiscales (10,4 M€) et d'autres dettes à hauteur de 0,4 M€. La baisse de 2,9 M€ observée sur ce poste s'explique par le décalage de paiement des dettes dues à aux autres sections du

mouvement (-3,1 M€) et l'utilisation des financements reçus de MSF-USA pour l'extension de la plateforme logistique de Bordeaux (-2 M€), diminutions partiellement compensées par l'augmentation des dettes fournisseurs (+2 M€) de MSF-Logistique (décalages de paiement).

4. LA TRESORERIE ET LE SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

4.1. SITUATION DE TRESORERIE DE FIN D'ANNEE

La trésorerie, qui s'élève à 75,9 M€ à la fin de l'année 2012, est constituée des disponibilités du siège et des missions ainsi que de placements sans risque en capital et aisément mobilisables. Elle est principalement composée de 21,0 M€ placés sur des SICAV de trésorerie

en Euros ou en dollars US, de 20 M€ sur des bons de caisse, de 3,0 M€ sur des bons à moyen terme négociables, de 16,8 M€ sur des livrets et de 13,6 M€ sur des comptes bancaires au siège ou dans les pays d'interventions.

La gestion du risque bancaire est assurée, pour les comptes et valeurs mobilières de placement détenus par les sièges de l'association et des satellites (70,1 M€), par une répartition des valeurs sur cinq établissements bancaires différents. Les deux principaux représentent à la fin de l'année respectivement de 54% et 37% du montant total, et les trois autres 9%.

Sur les terrains d'interventions, MSF opère avec plusieurs banques internationales ou locales, la politique consistant à limiter le volume des dépôts bancaires aux besoins opérationnels sur une base mensuelle.

MSF est exposée aux fluctuations des cours de change dans la mesure où 57% des ressources issues de la recherche de fonds sont réalisées en devises étrangères et où 66% des dépenses d'opérations directement menées sont en devises étrangères. Si les devises utilisées pour les opérations dépendent des lieux d'interventions, les ressources en devises étrangères proviennent principalement des

Etats-Unis (53%), du Japon (20%) et de l'Australie (23%). Il n'y a pas de politique active de couverture du risque de change. Toutefois, une part importante de la trésorerie disponible est libellée en dollars américains et directement utilisée pour approvisionner les missions dans cette devise ou en devises locales qui pour la plupart suivent généralement l'évolution du cours du dollar.

4.2. EVOLUTION DE LA TRESORERIE ET DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

En millions d'euros

Variation de la trésorerie	2011	2012	Suivi des ressources collectées auprès du public	2012
1. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs privés	166,0	182,3	1. Ressources collectées auprès du public	158,7
+ Ressources collectées auprès du public et autres fonds privés	164,0	181,2	+ Ressources collectées en France et aux Emirats	69,3
+ Variation des créances et dettes liées aux dons et fonds privés	2,0	1,1	+ Ressources collectées dans les autres sections MSF	89,4
2. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs institutionnels	5,9	8,0	2. Variation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	+0,5
+ Financements institutionnels publics	4,8	8,3	+ Variation des fonds dédiés	+0,5
- Quote-part des subventions d'investissements versées au résultat	0,2	-0,1		
+ Variation des créances et dettes liées aux financements institutionnels	0,9	-0,2		
3. Trésorerie liée aux activités humanitaires et au fonctionnement	-174,6	-184,6	3. Utilisation des ressources sur les activités humanitaires et le fonctionnement	-150,8
+ Autres ressources	52,3	49,1	- Dépenses de missions sociales	-128,9
- Dépenses de missions sociales	-206,1	-204,5	- Dépenses de collecte et de fonctionnement	-21,9
- Dépenses de collecte, de fonctionnement et provisions	-23,9	-28,6		
+ Variation des amortissements et provisions	1,7	1,7		
- Gains / pertes générés par les actifs et pertes financiers	-1,0	-0,4		
+ Variation des stocks, autres créances et dettes	2,4	-2,0		
Variation de la trésorerie liée à l'activité (a)=1+2+3	-2,6	5,6	Variation des ressources liées à l'activité (a)=1+2+3	+8,3
Variation de trésorerie liée aux activités d'investissement (b)	-4,8	-6,1	Variation de ressources non affectées liée aux activités d'investissement (b)	-5,1
Variation de trésorerie liée aux activités de financement (c)	1,0	0,4		
Variation globale de trésorerie (a+b+c)	-6,5	-0,1	Variation des ressources non affectées et non utilisées (a+b)	3,2
Trésorerie en début d'exercice	82,4	75,9	Ressources non affectées et non utilisées en début d'exercice	68,6
Trésorerie en fin d'exercice	75,9	75,8	Ressources non affectées et non utilisées en fin d'exercice	71,8

Entre le début et la fin de l'année 2011, la trésorerie diminue de 6,5 M€. Cette évolution est bien entendu principalement liée au déficit de l'exercice, et s'explique dans le détail de la manière suivante :

- ✓ La trésorerie provenant des donateurs ou financeurs privés s'élève à 182,3 M€ soit 16 M€ de plus que l'année précédente ;

- ✓ La trésorerie provenant des financeurs institutionnels représente 8,0 M€, soit +2,1 M€ par rapport à 2011, reflet d'une sollicitation accrue de ces bailleurs sur 2012 conformément aux objectifs engagés ;
- ✓ Les missions sociales et le fonctionnement ont consommé 184,6 M€, soit 10,0 M€ de plus qu'en 2011. La majorité de cette augmentation vient des effets simultanés de hausse des activités de collecte de fonds et de fonctionnement (3,6 M€) et de diminution des autres ressources (3,2 M€) ;
- ✓ Les investissements de l'année ont utilisé 6,1 M€ de trésorerie, dont 4,9 M€ ont concerné le projet d'extension de la plateforme logistique de Bordeaux ;
- ✓ Les activités de financement ont généré 0,4 M€ soit 0,6 M€ de moins qu'en 2011.

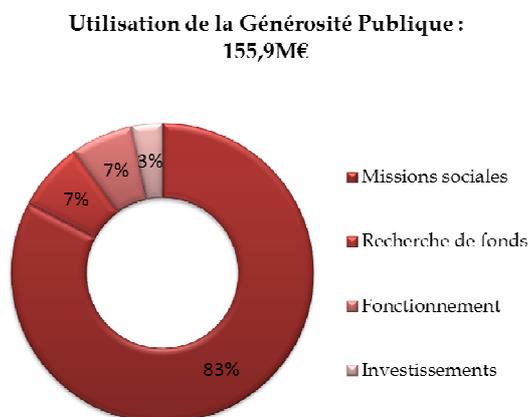
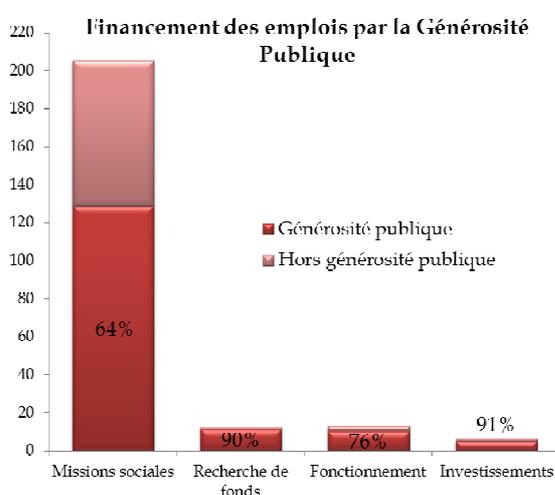
Cette analyse de l'évolution de la trésorerie n'est toutefois pas représentative du niveau moyen de trésorerie sur l'année puisqu'elle compare deux situations de fin d'année sur lesquelles sont concentrés les plus importants volumes de dons reçus. Le niveau moyen de trésorerie au siège et dans les satellites a ainsi été de 59,5 M€ sur l'exercice, soit l'équivalent de 3,1 mois d'activité, contre 68,7 M€ l'année précédente (soit 3,6 mois d'activité). Ce niveau

de trésorerie reste en cohérence avec l'objectif que s'est fixé Médecins Sans Frontières de couvrir les risques liés à son activité (urgences imprévues, baisse des rentrées financières) et de garantir le financement courant et la continuité de ses opérations. A titre d'information, le niveau moyen de trésorerie sur les pays d'intervention a été en 2012 de 5,8 M€ contre 6,1 M€ l'année précédente.

Les réserves issues de la générosité publique (ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées) ont augmenté de 3,2 M€ et s'élèvent à 71,8 M€ à la fin de l'année 2012. Cette évolution est en lien avec l'excédent de l'exercice, et s'explique de manière détaillée comme suit :

- ✓ Les ressources collectées auprès du public se sont élevées sur l'année à 158,7 M€. 44% (soit 69,3 M€) ont été directement reçus par l'association MSF, la Fondation MSF et le bureau des Emirats, 56% (88,3 M€) ont été reçus des sections partenaires du projet opérationnel (MSF-Australie, MSF-Japon et MSF-USA) et 1% (1,2 M€) des autres sections du mouvement MSF ;
- ✓ Les dons affectés aux conséquences de la crise en Somalie reçus sur 2011 ont été utilisés sur l'année, venant augmenter ainsi le total des ressources collectées auprès du public (0,5 M€) ;
- ✓ 98% de l'ensemble de ces ressources a été utilisé pour couvrir les emplois et investissements de l'exercice, les 2% restant venant augmenter les réserves issues de la générosité publique (3,2 M€) ;

- ✓ Les ressources collectées auprès du public sur l'année sont ainsi affectées en 2012 à hauteur de 83% (128,9 M€) aux emplois des missions sociales, de 7% (11,5 M€) aux frais de recherche de fonds, de 7% (11,4 M€) aux frais de fonctionnement et de 3% (5,1 M€) aux investissements de l'exercice.



L'ensemble des comptes de Médecins Sans Frontières (MSF Association et MSF combiné) est arrêté par le trésorier. Nos comptes sont contrôlés puis certifiés par notre commissaire aux comptes Ernst & Young et Autres, membre d'Ernst & Young.

Les comptes combinés ainsi que les comptes annuels de l'association MSF et de ses satellites, leurs annexes et les rapports des

commissaires aux comptes sont disponibles sur notre site internet (www.msf.fr) et sur demande, auprès de notre siège parisien. En outre, comme les années précédentes, nous publierons nos comptes dans la presse nationale, après l'Assemblée Générale.

Filipe Ribeiro

Directeur Général
Jusqu'en Mars 2013

Marie-Noëlle Rodrigue

Directrice des Opérations

Rémi Obert

Directeur Financier

CHAPITRE 2

ETATS FINAN- CIERS COMBINES AU 31 DECEMBRE 2012

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES	39
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT COMBINES AU 31 DECEMBRE 2012	41
ANNEXE AUX COMPTES COMBINES	43
FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	43
PRINCIPES , REGLES ET METHODES COMPTABLES COMBINES	43
DETAIL DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2012	53
AUTRES INFORMATIONS	64
LES REMUNERATIONS	66
LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES	67
LES RESSOURCES EN NATURE	82

Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes combinés de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes combinés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre ensemble combiné, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans les notes 2.2 et 6.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre ensemble combiné constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 2.3.11 et 3.3.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre ensemble combiné pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen de la situation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Paris-La Défense, le 22 mai 2013

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN COMBINE AU 31.12.2012

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Films produits	2 670 529	2 670 529	-	-	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	500 000	-
Concessions / Licences	2 082 022	1 760 170	321 852	547 178		68 647 875	79 826 705
Immobilisations en cours	34 632	-	34 632	16 799		24 655 641	22 759 485
Immobilisations incorporelles	4 787 183	4 430 699	356 484	563 977			
Terrains	5 162 992	-	5 162 992	4 500 891	Fonds disponibles	93 303 516	102 586 190
Constructions	11 826 092	5 541 381	6 284 711	2 811 080			
Installations et divers aménagements	6 208 147	3 287 512	2 920 634	1 246 652		755 641	1 094 039
Matériels, mobilier, informatique	2 224 945	1 756 590	468 356	567 818	Subventions et réserves d'investissement		
Autres immobilisations	1 208 371	1 019 958	188 414	208 225			9 310 040
Immobilisations en cours	2 036 967	-	2 036 967	2 872 798		6 038 472	-
Immobilisations corporelles	28 667 513	11 605 440	17 062 073	12 207 464	TOTAL FONDS PROPRES	100 597 629	94 370 189
Autres titres immobilisés					Fonds dédiés crise somalienne Fonds dédiés Bam / Iran Fonds dédiés Algérie Autres fonds dédiés	-	464 782
Prêts				597 231		58 285	58 285
Dépôts et cautionnements	668 364	-	668 364	597 231		18 580	18 580
Immobilisations financières	668 364	-	668 364	597 231		9 780	9 231
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	34 123 060	16 036 139	18 086 920	13 368 672	TOTAL FONDS DEDES	86 646	550 878
Stock de matières et autres approvisionnements	443 462	-	443 462	639 752			
Stock de marchandises	17 890 014	687 916	17 202 098	15 873 035	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	1 207 054	1 345 840
Financements à recevoir	1 656 153	96 390	1 559 763	1 423 029	Soldes créditeurs de banque Dettes autres sections MSF Dettes fournisseurs Dettes fiscales et sociales Indemnités à payer Autres dettes Dettes	32 245	140 801
Dons à recevoir	2 358 290	-	2 358 290	1 771 363		4 842 550	7 964 431
Créances sur autres sections MSF	9 434 372	-	9 434 372	13 377 852		11 741 561	9 787 894
Clients et comptes rattachés	470 428	2 992	467 435	290 340		9 895 236	9 475 761
Autres créances	1 420 259	3 798	1 416 460	1 209 095		466 010	431 719
Créances brutes	15 339 502	103 181	15 236 322	18 071 679		192 409	210 184
Valeurs mobilières de placement et créances assimilées	44 016 497	44 016 497	44 016 497	38 356 763		27 170 011	28 010 789
Banques et CCP	26 089 273	-	26 089 273	31 553 191	Financements perçus d'avance Ecart de conversion passif Produits constatés d'avance Comptes de régularisation	115 108	2 312 969
Solides trésoreries missions	5 554 541	-	5 554 541	5 905 918		120 349	22 969
Caisses	189 829	-	189 829	174 942		-	1 111
Disponibilités	31 833 642	-	31 833 642	37 634 051	235 457	2 337 049	
Ecart de conversion actif	18 228	-	18 228	295 811		2 312 969	
Charges constatées d'avance	2 459 627	-	2 459 627	2 374 982		22 969	
Comptes de régularisation	2 477 854	-	2 477 854	2 670 793		1 111	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	112 000 972	791 097	111 209 875	113 246 074	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	27 405 467	30 347 838
TOTAL ACTIF	146 124 032	16 827 236	129 296 796	126 614 746	TOTAL PASSIF	129 296 796	126 614 746

Engagements reçus * **9 946 881**

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

Engagements donnés * **5 249 571**

COMPTE DE RESULTAT COMBINE AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Médicaments et matériel médical	28 410 023	31 371 790	Dons privés	55 054 859	53 248 164
Nourriture	2 071 088	6 142 581	Dons organismes privés	111 297 499	106 794 392
Matériel logistique et sanitation	2 885 220	3 836 487	Cotisations	39 142	26 881
Equipement et matériel	2 574 827	3 585 887	Legs	14 201 123	3 498 668
Matières, fournitures et petit matériel	478 432	535 246	Dons privés	180 592 623	163 568 105
Documentation	4 406	4 410	Autres MSF	23 451 707	28 483 454
Transport sur achats	1 097 692	1 193 310	Extérieur	1 094 671	831 549
Achats de marchandises	37 521 688	46 669 710	Ventes de marchandises	24 546 378	29 315 003
Variation de stocks de marchandises	- 1 580 934	- 3 180 051	Autres MSF	10 185 276	9 155 631
Achats de fret	12 916 805	12 396 040	Extérieur	120 871	123 965
Achats stockés de marchandises	48 857 560	55 885 699	Ventes de FRET	10 306 147	9 279 596
Médicaments et matériel médical	12 930 375	11 096 600	Cartes de voeux	536 461	330 840
Nourriture	1 890 149	1 554 397	Livres	1 154	2 281
Matériel logistique et sanitation	4 731 614	6 984 818	Guide-lines	71 065	277 596
Equipement et matériel	2 738 630	3 394 289	Autres	168	251
Matières, fournitures et petit matériel	2 631 888	2 666 506	Partenariats	103 755	120 409
Etudes et prestations incorporées	852 772	835 318	Ventes de produits	712 604	731 376
Achats pour revente	25 656	141 551	Autres MSF	1 399 685	1 874 171
Variation de stocks de matières & autres appros	196 290	444 825	Extérieur	106 623	249 422
Achats de matières & autres appros	25 997 375	26 228 654	Prestations de services	1 506 308	2 123 593
Prestations de services diverses	5 986 938	5 474 056	Financements Union Européenne	4 502 399	2 762 142
Loyers et charges locatives	7 890 917	6 953 755	Autres financements	3 763 017	2 100 008
Location de matériel	161 438	89 314	Subventions institutionnelles	8 265 416	4 862 150
Entretien, maintenance et réparations	1 341 846	1 120 180	Financements et subventions d'exploitation	-	-
Assurances	396 463	356 974	Production immobilisée	39 338	17 306
Documentation	317 374	297 398	Production en cours	16 290	3 948
Honoraires	1 746 144	1 462 129	Produits des activités annexes	42 036	64 562
Information/publications	2 929 870	2 202 996	Autres produits de gestion courante	8 890 270	8 229 094
Transports	4 719 808	6 693 056	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	1 428 141	427 987
Déplacements et frais de mission	12 597 961	12 410 471	Autres produits d'exploitation	10 416 075	8 742 897
Frais de représentation	436 593	466 578			
Frais postaux et de télécommunication	4 315 547	3 977 630			
Frais bancaires et assimilés	480 816	492 711			
Subventions d'exploitation	3 675 620	3 036 709			
Services extérieurs	46 997 336	45 033 957			
Achats et services extérieurs	72 994 711	71 262 611			
Impôts, taxes et versements assimilés	3 443 610	3 256 797			
Salaires	27 512 811	25 614 365			
Indemnités	5 595 188	5 692 078			
Charges sociales et assurances	13 902 085	13 946 539			
Charges de personnel France	47 010 083	45 252 982			
Charges de personnel national	47 721 916	44 224 719			
Salaires et charges refacturées	7 840 724	6 670 703			
Autres charges de personnel	7 840 724	6 670 703			
Charges de personnel	102 572 723	96 148 404			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	3 382 510	1 972 044			
CHARGES D'EXPLOITATION	231 251 114	228 525 556	PRODUITS D'EXPLOITATION	236 345 550	218 622 721
Agios	173	136	Produits des placements	753 450	641 702
Pertes de change	1 169 592	919 375	Intérêts des comptes rémunérés	75 832	72 242
Dotations amorts/prov. - financières	36 176	305 535	Produits de change	752 190	1 182 978
			Escomptes obtenus	275	829
			Reprise s/ amorts et prov. financières	305 536	172 993
CHARGES FINANCIERES	1 205 941	1 225 046	PRODUITS FINANCIERS	1 887 283	2 070 744
Charges exceptionnelles	594 773	291 650	Produits exceptionnels	378 430	497 120
Dotations amorts/prov. exceptionnelles	194	10 841	Reprise s/ amorts & prov. et transf. chges except.	15 000	20 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	594 968	302 491	PRODUITS EXCEPTIONNELS	393 430	517 120
TOTAL CHARGES	233 052 023	230 053 093	TOTAL PRODUITS	238 626 263	221 210 584
Ressources Affectées Non Utilisées de l'exercice	599	467 531	Consommation des Ressources Affectées Non Utilisées des exercices antérieurs	464 832	-
RESULTAT POSITIF	6 038 473	-	RESULTAT NEGATIF	-	9 310 039
TOTAL GENERAL	239 091 096	230 520 624	TOTAL GENERAL	239 091 096	230 520 624

ANNEXE AUX COMPTES COMBINES 2012

(EN EUROS)

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2012, le groupe MSF-France a mis en service 6.229.417 euros d'immobilisations en cours dont 6.134.570

euros d'immobilisations relatives au projet d'extension du site MSF Logistique.

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES COMBINEES

2.1 DEFINITION ET PERIMETRE DE COMBINAISON

Les entités ci-dessous ont été intégrées globalement, pour 100% de leur activité, dans la combinaison des comptes et constituent le "groupe MSF-France" :

✓ Médecins Sans Frontières	(Association) - entité combinante
✓ Médecins Sans Frontières Logistique	(Association)
✓ Épicentre	(Association)
✓ Fondation Médecins Sans Frontières	(Fondation)
✓ Médecins Sans Frontières Assistance	(Association)
✓ SCI "Médecins Sans Frontières"	(SCI)
✓ SCI "Sabin"	(SCI)
✓ État d'Urgence Production	(SARL)

Les comptes combinés sont l'équivalent des comptes consolidés pour un ensemble d'entités dont l'unité et la cohésion proviennent de circonstances autres que celles prévues à l'article 357-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Ainsi,

l'association Médecins Sans Frontières combine les entités commerciales et associatives dans lesquelles elle exerce au sein des instances de gouvernance un contrôle par droit de vote ou de fait.

2.2 PRINCIPES GENERAUX DE COMBINAISON

Les bilans et compte de résultat combinés résultent du cumul des comptes annuels des différentes associations, fondation et sociétés comprises dans le périmètre, éventuellement après retraitements et reclassements (harmonisation des plans de comptes). Les comptes réciproques, actifs et passifs, charges et produits, sont éliminés sans incidence sur le résultat combiné. Les profits et pertes internes, et les éventuelles provisions constatées sur des opérations

internes sont également éliminés. Ces éliminations ont une incidence sur le résultat combiné.

La combinaison des comptes nécessite par ailleurs de construire le compte d'emploi des ressources (CER) selon les règles d'affectation des ressources au financement des emplois qui sont propres à l'ensemble combiné et par conséquent déterminent la variation des fonds propres liée à la générosité publique du bilan combiné.

2.3 METHODES COMPTABLES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif définis par les règlements 99-01, 99-02 (notamment la section VI-Combinaison) et 99-03 du CRC.

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012. Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de

l'exercice. Les principales méthodes utilisées, comprenant les retraitements de combinaison, sont les suivantes :

BILAN

2.3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont généralement amorties sur une

période comprise entre 3 et 5 ans, selon le mode linéaire, à l'exception des coûts de production des films d'État d'Urgence Production (EUP) qui sont amortis dans

l'exercice de leur livraison, au prorata de leurs recettes nettes fiscales, dans la limite de leur coût amortissable. Les frais de constitution (notamment de la SCI MSF) nets de leurs

amortissements sont déduits des fonds propres, diminuant ainsi de du même montant l'actif et le passif combiné.

2.3.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires). Les

immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation prévue de chaque composant.

Terrains	Non amortis
Bâtiment d'activités - Structure	20-60
Bâtiment administratif - Structure	10-40
Bâtiment d'activités - Façade	15-20
Logement - Structure / façade	20-50
Bâtiment administratif - Structure	30
Garage - Construction	20
Bâtiment d'activités - Equipements techniques	15-20
Bâtiment administratif - Equipements techniques	10-30
Bâtiment d'activités - Installations générales	10-20
Bâtiment administratif - Installations générales	10-30
Bâtiment d'activités - Agencements/ Aménagements	20
Bâtiment administratif - Agencements/ Aménagements	5-30
Logement - Equipements techniques	15-20
Logement - Installations générales	10-20
Honoraires sur travaux*	40
Matériels de bureau et informatique	2-15
Matériels de Transport	10
Mobilier	5-25

Les honoraires sur travaux*, considérés comme accessoires à l'actif principal sont enregistrés en immobilisations corporelles. Il a été choisi, compte tenu de leur caractère transversal, de ne pas les ventiler sur les actifs principaux mais de les identifier comme composant à part entière sur la durée moyenne des principaux composants de chaque bâtiment. Cette durée moyenne a été calculée proportionnellement à la valeur des actifs immobilisés.

Les immobilisations corporelles incluent une revalorisation de l'immeuble situé au 4, rue

Saint Sabin pour 1.079.661 euros et qui représente l'écart d'acquisition calculé lors de l'achat de la SCI Sabin par l'association MSF et la SCI MSF en 1995. Cette réévaluation fait l'objet chaque année d'amortissements au regard des durées détaillées ci-dessus.

Sont comptabilisés directement dans les comptes de charge des pays dans lesquels le groupe MSF-France intervient les véhicules et les ordinateurs dans la mesure où ils subissent une usure accélérée, ainsi que les constructions et équipements dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

2.3.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque

celle-ci est supérieure à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.3.4 STOCKS

Les stocks concernent principalement les stocks de médicaments, de livres, de matériels médical, logistique et informatique.

✓ Stocks de matières et autres approvisionnements

Ils sont valorisés en stock pour leur coût d'acquisition correspondant au prix d'achat et selon la méthode du " Premier entré, Premier

sorti ". Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure au coût d'acquisition.

✓ Stocks de marchandises

Ils concernent les marchandises entreposées par MSF Logistique et destinées à être soit utilisées sur les terrains d'intervention du groupe MSF-France, soit vendues aux missions menées par d'autres sections du mouvement MSF ou d'autres ONG. Ils se composent de

stocks de marchandises médicales et logistiques ainsi que de véhicules tout terrain. Ils sont évalués selon la méthode du " prix de revient moyen pondéré " constitué du prix des marchandises et des frais accessoires d'achats.

Les règles de dépréciation des stocks sont les suivantes par catégorie de stock :

- Les articles en stocks ayant une date de péremption sont dépréciés au regard de leur rotation et du temps restant à courir avant leur obsolescence. Les taux de dépréciation sont de 0%, 25%, 50%, 75%, et 100% ;
- Les articles sans péremption, n'ayant pas eu de mouvement en stock au cours des trois dernières années à la date de clôture annuelle sont dépréciés par tranche de taux de 0%, 25%, 50%, 75%, et 100% en fonction de l'antériorité de la rotation de stock ;
- Les articles enregistrés dans le dépôt "destruction" sont dépréciés à 100%.

2.3.5 FINANCEMENTS, DONS ET LEGS A RECEVOIR ET PERÇUS D'AVANCE

✓ Financements institutionnels

Les financements des bailleurs de fonds institutionnels publics et d'autres organismes privés sont comptabilisés dans le compte de résultat, à hauteur des dépenses éligibles engagées dans le cadre des contrats. La part de

financement attribuée, non consommée et non reçue en fin d'exercice est inscrite en hors bilan, pour un montant équivalent, en " engagements reçus " et en " engagements donnés ".

✓ Dons

Les dons constituent la principale ressource de groupe MSF-France, ce qui leur confère un caractère de produit d'exploitation et non exceptionnel. Compte tenu de la forte concentration des versements au terme de l'exercice et des délais de traitement des courriers : les dons versés en chèques datés de

2012 et reçus jusqu'en janvier 2013 inclus, sont rattachés aux recettes de l'exercice 2012 et inscrits en dons à recevoir à la clôture de l'exercice. Parallèlement, les reçus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année fiscale 2012.

✓ Legs

Les biens meubles ou immeubles provenant d'une succession, legs ou donation et destinés à être cédés par le groupe MSF-France suivent les mouvements comptables suivants :

- ✓ Dès acceptation par le Conseil d'administration et avant autorisation par l'autorité administrative et/ou le terme d'opposabilité, les legs sont enregistrés pour leur valeur nette estimée en hors bilan en « engagements reçus - Legs nets acceptés par le Conseil d'administration en cours d'autorisation par l'organisme de tutelle ».
- ✓ Dès la date de l'autorisation administrative, les biens sont enregistrés en hors bilan en "engagements reçus - Legs nets acceptés par le Conseil d'administration autorisés par l'organisme de tutelle", pour leur valeur estimée, nette des charges pouvant les grever. Le fait générateur de l'enregistrement ces legs est la date d'extinction du délai d'opposabilité.
- ✓ Au cours de l'exercice, les produits des biens réalisés sont comptabilisés sur la base des encaissements.
- ✓ En fin d'exercice, les règles de rattachement en produits, pouvant générer des produits à recevoir, sont les suivantes :
 - Valeurs immobilières : date de l'acte authentique de vente.
 - Valeurs mobilières : date de l'acte authentique de vente ou date du chèque émis par le notaire au profit de l'Association ou de la Fondation.
 - Assurances-vie : date de versement au profit de l'Association ou de la Fondation.
 - Loyers : date d'échéance du loyer.

En cas de gestion temporaire d'un bien légué ou donné, les loyers perçus et les charges de fonctionnement correspondantes sont inscrits en résultat d'exploitation. Les biens immeubles correspondants ne peuvent être inscrits en fonds associatifs que s'ils sont destinés à servir

de façon durable l'activité du groupe MSF-France conformément à l'objet social des entités qui le composent. Par ailleurs, les charges exposées au-delà de la valeur de la succession sont inscrites en charges d'exploitation.

2.3.6 CREANCES

Les créances se composent des facturations et refacturations de services aux autres sections du mouvement MSF et à d'autres clients. Elles sont enregistrées à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrabilité. Les

créances en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels au 31 décembre de chaque année. Il en résulte des écarts de conversion qui, en cas de perte latente, impliquent la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

2.3.7 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

En cours d'exercice, la comptabilisation des plus ou moins values réalisées sur les valeurs mobilières de placements s'effectuent selon la méthode " premier entré, premier sorti ". En fin d'exercice, les plus ou moins values sont réalisées lorsque la nature des placements le

permet. Les placements souscrits en devises étrangères sont valorisés aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice. Il en résulte des écarts de conversion qui, en cas de perte latente, impliquent la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

2.3.8 DISPONIBILITES

Les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) sont

valorisés aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice.

2.3.9 FONDS PROPRES

Les fonds propres comprennent:

- ✓ Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par le groupe MSF-France:

Il s'agit des subventions attribuées par des organismes publics pour des investissements :

- nécessaires au fonctionnement pérenne du groupe MSF-France,
- dont le financement du renouvellement sera, à terme, à la charge exclusive du groupe.

Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables une fois inscrites, ne sont pas reprises au compte de résultat. Elles correspondent aux subventions attribuées par le conseil régional d'Aquitaine et le conseil général de la Gironde pour le financement de l'extension du site de MSF Logistique initiée en 2010.

- ✓ Le fonds de générosité publique :

Ce poste détaille la part des fonds propres du groupe MSF-France provenant des ressources collectées auprès du public non encore utilisées. Il représente la réserve de générosité publique du groupe au 31 décembre de l'exercice avant affectation du résultat.

✓ Le fonds de réserve :

Le fonds de réserve représente la part des fonds propres du groupe MSF-France non affectée en fonds de générosité publique ou en réserves d'investissement.

✓ Subventions et réserves d'investissement :

Elles sont constituées :

- des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par le groupe MSF-France :

Elles sont enregistrées dès notification de la décision d'attribution au groupe et en fonction de leur affectation aux biens. Une reprise au compte de résultat est effectuée au rythme de l'amortissement des biens. La reprise de la subvention d'investissement au compte de résultat s'effectue proportionnellement au montant des dotations aux amortissements des immobilisations acquises ou créées au moyen de la subvention.

- des réserves d'investissement :

Elles correspondent aux fonds privés reçus des donateurs et des sections française, américaine et suisse de Médecins Sans Frontières pour l'agrandissement du site de MSF Logistique de 2003. Elles ont donc comme contre partie des immobilisations corporelles. Elles sont mouvementées par affectation du résultat en fin d'exercice à hauteur des dotations aux amortissements calculées sur la quote-part des actifs financés.

2.3.10 FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC. Lorsque des legs ou des dons sont affectés par les donateurs à des projets définis (crise particulière, pays spécifique), la partie des ressources non utilisée en fin d'exercice est inscrite en charges sous la rubrique "Engagements à réaliser sur ressources affectées", afin de constater

l'engagement pris par le groupe MSF-France de poursuivre la réalisation desdites volontés, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique "Fonds dédiés". Le montant des fonds dédiés est repris, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, par la contrepartie du compte "Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs", inscrit au compte de résultat.

2.3.11 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Depuis le 1er janvier 2002, le groupe MSF-France applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une

charge dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Ainsi une provision est comptabilisée à la clôture si les entités du groupe MSF-France ont une obligation légale, contractuelle ou implicite à

l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources. Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation de la sortie de ressource qui sera nécessaire pour éteindre les

obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs chances de réalisation.

2.3.12 DETTES

Les dettes se composent principalement des facturations et refacturations par les autres sections du mouvement MSF. A celles-ci s'ajoutent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les indemnités des volontaires restant à payer et les autres dettes.

Les dettes en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice. Les écarts de conversion sont constatés. En cas de perte latente, une provision pour perte de change est enregistrée.

COMPTE DE RESULTAT

2.3.13 PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par le groupe MSF-France est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des

associations. Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés au groupe MSF-France.

2.3.14 DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions du groupe MSF-France sont engagées soit :

- ✓ par les sièges des entités combinées, pour le compte des missions,
- ✓ par les missions elles-mêmes.

Les dépenses engagées par les sièges des entités combinées sont prises en compte lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation de service. Les

dépenses effectuées par les missions (achats de matériels, salaires des employés nationaux, transports locaux...) sont comptabilisées à la date de leur paiement.

2.3.15 PRODUITS DES DONNS, LEGS ET SUBVENTIONS

Les legs et donations qui ne sont pas constitués d'immobilisation dont le groupe MSF-France conserve l'usage pour ses besoins de fonctionnement sont comptabilisés en résultat. A la clôture de l'exercice, les legs et dons affectés par les légataires et donateurs à un projet défini et qui n'ont pas fait l'objet d'une utilisation au cours de l'exercice, font l'objet

d'une inscription en "Fonds dédiés". (Voir également 2.3.10 "Fonds dédiés"). Les ressources issue des dons, legs et subventions sont comptabilisés en produits d'exploitation et constatées conformément aux règles de césures précisées au point 2.3.5 "Financements, dons et legs à recevoir ou perçus d'avance".

2.3.16 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier sur les valeurs mobilières de placement est comptabilisé conformément aux règles relatives à la détermination des plus ou moins values réalisées et des moins values latentes précisées au point 2.3.7 "Valeurs mobilières de placement". Le résultat financier sur les écarts de conversion de devises est

comptabilisé à la clôture conformément aux règles relatives à la détermination des pertes de change latentes précisées aux points 2.3.6 et 2.3.12. En cours d'exercice les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

2.3.17 RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DE L'EXERCICE ET CONSOMMATION DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS.

Les sommes inscrites sous la rubrique "Ressources affectées non utilisées de l'exercice" correspondent à l'augmentation du poste "fonds dédiés" au bilan. Elles sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des

engagements, par le crédit du compte "Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs" générant la diminution du poste de bilan "fonds dédiés". (Voir également 2.3.10 "Fonds dédiés").

2.3.18 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Il s'agit de contributions réalisées par une personne physique ou morale apportant au groupe MSF-France un travail, des biens ou services à titre gratuit nécessaires à la réalisation de l'objet des entités du groupe. Les principales contributions volontaires dont bénéficie le groupe MSF-France correspondent à :

- ✓ Des médicaments et équipements médicaux ;
- ✓ Des équipements logistiques ;

✓ Du bénévolat.

Compte tenu des difficultés rencontrées pour obtenir l'exhaustivité et l'homogénéité des contributions concernées, le groupe MSF-France ne comptabilise pas ces informations dans ses comptes. Néanmoins, par voie déclarative, les terrains remontent en fin d'exercice l'ensemble des biens et/ou

prestations de services dont ils ont bénéficié au cours de l'exercice à titre gratuit. Ces renseignements quantitatifs, lorsqu'ils sont suffisamment fiables, sont donnés à titre informatif dans l'annexe des comptes (voir 7.1 et 7.2).

3 DETAIL DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2012

3.1 DETAIL DE L'ACTIF IMMOBILISE

Rubriques et postes	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS & PROVISIONS					IMMOBILISATIONS	
	Valeurs brutes en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Valeurs brutes en fin d'exercice	Cumulés en l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Reclassements	Cumulés en fin d'exercice	Valeur nette en fin d'exercice
Films produits	2 728 264	25 192	82 927		2 670 529		25 192	82 927		2 670 529	0
Concessions/Licences	2 015 411	94 525	27 914		2 082 022		315 244	23 308		1 760 170	321 852
Immobilisations en cours	16 799	21 781	3 948		34 632						34 632
Immobilisations incorporelles	4 760 474	141 498	114 789		4 787 183		340 436	106 234		4 430 699	356 484
Terrains	4 500 891	662 936	835		5 162 992						5 162 992
Constructions	8 164 231	4 150 742	89 441	-399 440	11 826 091		403 650	89 441	-125 979	5 541 381	6 284 710
Installations diverses, Agencements	4 237 809	1 761 167	263 602	472 773	6 208 147		405 899	263 602	154 059	3 287 512	2 920 635
Matériel de bureau	230 587	1 468	10 642	-5 309	216 115		3 160	9 797	-2 418	210 745	5 370
Mobilier de bureau	488 828	42 129	47 784	-2 418	480 754		64 089	47 783	-2 418	367 955	112 799
Matériel informatique	1 540 208	207 465	178 587	-43 785	1 525 300		232 369	173 778	1 467	1 175 113	350 187
Matériel, mobilier, informatique	2 259 633	251 062	237 013	-51 512	2 222 169		299 618	231 358	-6 260	1 753 813	468 356
Matériel promotion et communication	1 012 927	96 953	8 149	-21 821	1 079 911		115 301	8 731	-21 821	919 586	160 325
Matériel de transport	117 090	14 146			131 236		16 193			103 147	28 089
Autres immobilisations	1 130 017	111 099	8 149	-21 821	1 211 147		131 493	8 731	-21 821	1 022 734	188 413
Immobilisations en cours	2 872 798	5 393 586	6 229 417		2 036 967						2 036 967
Immobilisations corporelles	23 165 378	12 330 592	6 828 457	0	28 667 513		1 240 660	593 133	0	11 605 440	17 062 073
Autres Titres Immobilisés											
Prêts	6 700		6 700					6 700			668 363
Dépôts & cautionnements (1)	597 231	74 194	3 062		668 363						668 363
Immobilisations Financières	603 931	74 194	9 762		668 363			6 700			668 363
TOTAUX	28 529 782	12 546 284	6 953 008	0	34 123 059		1 581 096	706 068	0	16 036 139	18 086 920

(1): Les dépôts & cautionnements sont essentiellement à plus d'un an

Les immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels acquis, de licences et de films. Au 31 décembre 2012, la valeur nette comptable des films immobilisés est nulle.

Les immobilisations corporelles

Les terrains, comptablement enregistrés pour 5.162.992 euros, comprennent :

- ✓ les terrains du site de MSF Logistique pour 3.081.999 euros,
- ✓ le terrain du siège social de l'association MSF pour 2.080.993 euros.

Les constructions (11.826.091 euros) et les installations divers et agencements (6.208.147 euros) du groupe MSF-France se composent, pour une valeur brute totale de 18.034.238 euros :

- ✓ de deux entrepôts, de bâtiments annexes (garage, logement du gardien) et du siège de MSF Logistique pour 9.654.685 euros dont 6.134.570 euros mis en service au cours de l'exercice 2012,
- ✓ du siège social de l'association MSF pour 4.427.692 euros,
- ✓ des installations techniques et agencements effectués par MSF et MSF Logistique sur les bâtiments loués pour 2.565.362 euros,
- ✓ de l'immeuble situé 4, rue Saint Sabin (annexe du siège social) pour 1.386.499 euros dont la valeur inclut l'écart d'acquisition mentionné au paragraphe 2.3.2 Immobilisations corporelles.

Les immobilisations en cours (2.036.967 euros) au 31 décembre 2012 comprennent :

- ✓ les travaux d'agrandissement du site de MSF Logistique non encore mis en service pour un montant de 1.566.346 euros ;
- ✓ les dépenses de développement du projet Unifield, progiciel de gestion financière et logistique à destination des activités de terrain pour un montant de 470.621 euros.

Les immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les cautions versées sur les missions MSF.

3.2 DETAIL DE L'ACTIF CIRCULANT

3.2.1 STOCKS

LIBELLE	Total Brut	Provision	Total Net
Stock Guidelines	58 041		58 041
Stock logistique/médical	384 210		384 210
Autres stocks	1 211		1 211
STOCKS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	443 462		443 462
Stock médical	10 599 152	500 370	10 098 782
Stock logistique	7 290 862	187 546	7 103 316
STOCKS DE MARCHANDISES	17 890 014	687 916	17 202 098
TOTAL	18 333 476	687 916	17 645 560

3.2.2 FINANCEMENTS A RECEVOIR

Types de Financements	MSF association	Epicentre	total combiné
Financements à recevoir UE	1 009 562		1 009 562
Financements à recevoir Gouvernements	301 311		301 311
Financements à recevoir OMS		33 187	33 187
Financements à recevoir autres	120 021	192 071	312 092
TOTAL	1 430 894	225 258	1 656 153

3.2.3 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES FINANCEMENTS A RECEVOIR

LIBELLE	Montant en début d'exercice	Provision	Reprise	Montant en fin d'exercice
Financements à recevoir UE				
Financements à recevoir Gouvernements		14 117		14 117
Financements à recevoir OMS			33 075	
Financements à recevoir autres	115 348			82 273
TOTAL	115 348	14 117	33 075	96 390

3.2.4 DONS A RECEVOIR

LIBELLE	Montant Brut	Amort. & Prov.	Montant Net
Dons privés donateurs particuliers	1 810 267		1 810 267
Legs à encaisser	548 024		548 024
TOTAL	2 358 290		2 358 290

L'intégralité des dons et legs à recevoir au 31 décembre 2012 a bien été reçue début 2013.

3.2.5 CREANCES SUR AUTRES SECTIONS MSF

LIBELLES	Total Brut	Provision	Total net
MSF Allemagne	8 000		8 000
MSF Australie	387 029		387 029
MSF Belgique	713 290		713 290
Bureau International	607 895		607 895
MSF Canada	46 434		46 434
MSF Danemark	3 351		3 351
MSF Espagne	2 221 674		2 221 674
MSF Grèce	58 208		58 208
MSF Hollande	1 260 398		1 260 398
MSF Hong-Kong	403		403
MSF Japon	1 232 286		1 232 286
MSF Norvège	38 760		38 760
MSF Suède	9 325		9 325
MSF Suisse	1 816 264		1 816 264
MSF Supply	143 442		143 442
MSF USA	1 252		1 252
Factures à établir	886 360		886 360
TOTAL	9 434 372		9 434 372

L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

3.2.6 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ils sont composés de :

- ✓ 295.288 euros de créances de MSF Logistique vis-à-vis d'organismes humanitaires ou des Nations Unies,
- ✓ 75.979 euros d'avances sur commandes de MSF Logistique vis-à-vis de fournisseurs logistiques et médicaux,
- ✓ 60.471 euros de créances de MSF Assistance vis-à-vis de banques et sociétés privés dans le cadre de partenariats solidaires,
- ✓ et 38.690 euros de créances diverses.

3.2.7 AUTRES CREANCES

LIBELLES	Montant brut	Provision	Montant net
Fournisseurs - Avances & avoirs à recevoir	482 926		482 926
Avances et prêts au personnel	149 376	3 798	145 578
Tickets restaurants/ services	2 984		2 984
Organismes sociaux	166 839		166 839
Etat, Impôts & Taxes Assimilées	501		501
Avances terrains diverses	2 061		2 061
Produits à recevoir	18 497		18 497
Débiteurs divers	597 074		597 074
TOTAL	1 420 258	3 798	1 416 460

3.2.8 TITRES DE PLACEMENTS ET DISPONIBILITES

Les titres de placements sont composés de SICAV monétaires de bons à moyen terme négociables ainsi que, de bons de caisse. Les

SICAV sont enregistrées pour leurs valeurs liquidatives au 31 décembre 2012.

Titres	Nombre de parts	valeur comptable	Plus ou moins value latente
SICAV - euros	415	16 418 585	
SICAV - dollars	369	4 597 912	
Bons à moyen terme Négociables	3	3 000 000	30 119
Bons de caisse	22	20 000 000	
TOTAL	809	44 016 497	30 119

3.2.9 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

LIBELLES	Montant Brut
Achats de marchandises, facturées non livrées	1 411 548
Charges de fonctionnement (location, entretien, maintenance, assurance,...)	1 019 195
Frais de fabrication marketing sous-traités (information-publication)	28 884
TOTAL	2 459 627

Les achats non stockés destinés aux missions et expédiés à la fin de l'exercice sont enregistrés en charges constatées d'avance pour leur coût d'acquisition. Le montant de ces achats s'élève ainsi à 926.948 euros au 31 décembre 2012. Les achats de marchandises de MSF Logistique, facturés par ses fournisseurs en 2012 mais livrés en 2013, s'élèvent à 484.600 euros. Les

autres charges constatées d'avance concernent deux années de loyers des bureaux et logements de la coordination de Juba au Soudan du Sud (666.037 euros), des dépenses de fonctionnement pour 353.158 euros, et de marketing pour 28.884 euros.

3.3 DETAIL DU PASSIF

3.3.1 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES COMBINES

FONDS PROPRES	2011 avant affectation du résultat 2011	Affectation résultat 2011	Subventions 2012	Reprise d'investissement	Reclassement subvention 2011	Autres reclassements	Résultat 2012	2012 avant affectation du résultat 2012
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme			250 000		250 000			500 000
Fonds Générosité Publique	79 826 705	-11 178 830						68 647 875
Fonds de réserve	22 759 485	1 933 315				-37 158		24 655 642
Fonds disponibles	102 586 190	-9 245 515				-37 158		93 303 517
Subventions et réserves d'investissement	1 094 039	-64 525		-61 033	-250 000	37 158		755 639
Résultat	-9 310 040	9 310 040					6 038 473	6 038 473
TOTAL FONDS PROPRES	94 370 189	-	250 000	- 61 033	-	-	6 038 473	100 597 629

3.3.2 VARIATION DES FONDS DEDIES

FONDS DEDIES	Montant en début d'exercice	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U des exercices antérieurs (2)	Montant en fin d'exercice
Fonds dédiés crise somalienne	464 782		464 782	0
Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285			58 285
Fonds dédiés Algérie	18 580			18 580
Fonds dédiés Autres	9 231	549		9 781
TOTAL	550 879	549	464 782	86 647

(1) R.A.N.U. : Ressources Affectées Non Utilisées, en charges dans le compte de résultat

(2) En produits dans le compte de résultat

Durant l'exercice 2012, les fonds dédiés à la crise somalienne ont été totalement dépensés.

3.3.3 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice Utilisées	Reprises de l'exercice Non Utilisées	Montant en fin d'exercice
Provision pour risque Kenya	654 217			654 217	
Provision pour divers litiges	332 909	746 866	28 575	238 981	812 219
Provision pour pertes de change	305 536	36 176	293 080		48 632
Autre provision pour charges	53 178	354 981	61 956		346 203
TOTAL	1 345 840	1 138 023	383 611	893 198	1 207 054

Un montant de 1.207.054 euros est inscrit au bilan. Il correspond principalement à des provisions pour litiges et charges pour 1.158.842 euros. Suite à l'abandon par l'état Kenyan des poursuites relatives au litige sur

taxes, la provision de 654.217 euros a été reprise. Les dotations de l'exercice couvrent principalement des fermetures de projets en cours ainsi que d'autres litiges.

3.3.4 DETTES AUTRES SECTIONS MSF

Libellés	Financements à reverser	Autres dettes	Total
MSF Allemagne		124 051	124 051
MSF Australie		96 361	96 361
MSF Autriche		49 732	49 732
MSF Belgique	1 091 651	239 805	1 331 456
Bureau International	193 275	101 591	294 866
MSF Brésil		4 846	4 846
MSF Canada		77 159	77 159
MSF Danemark		44 661	44 661
MSF Espagne	1 350	237 747	239 097
MSF Grèce		16 448	16 448
MSF Hollande		15 295	15 295
MSF Hong-Kong		3 324	3 324
MSF Irlande		3 184	3 184
MSF Italie		125 731	125 731
MSF Japon		252 384	252 384
MSF Norvège		15 036	15 036
MSF Suède		141 345	141 345
MSF Suisse		1 042 850	1 042 850
MSF Supply		13 217	13 217
MSF UK		40 930	40 930
MSF USA		910 577	910 577
TOTAL	1 286 276	3 556 274	4 842 550

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

3.3.5 DETTES FOURNISSEURS

Sur les 11.741.561 euros de dettes fournisseurs, 2.585.952 euros financent des stocks d'urgence dédiés à MSF Suisse et Médecins du Monde.

3.3.6 DETTES FISCALES ET SOCIALES

Libellés	Montant
Dettes auprès du personnel permanent	94 687
Provision pour congés payés	2 735 560
Charges sociales sur provision pour congés payés	913 713
Provision pour Compte Epargne Temps (CET)	1 238 412
Charges sociales sur Provision pour C.E.T.	486 702
Organismes sociaux	3 809 765
Impôts & Taxes & Versements Assimilés	616 398
TOTAL	9 895 236

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an et inclut la provision pour congés payés du personnel national.

3.3.7 AUTRES DETTES

Libellés	Montant
Note de frais des salariés permanents	5 520
Provisions Honoraires, fonctionnements	68 361
Charges à Payer et Crédoiteurs divers	118 529
TOTAL	192 409

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

3.3.8 FINANCEMENTS CONSTATES D'AVANCE

Pays ou Projet	Montant	Bailleurs
Financement UE	36 365	ECHO
Financements Gouvernements	78 742	SIDA
TOTAL COMBINE	115 108	

Les financements reçus d'avance correspondent principalement à des subventions versées en 2012 au titre de 2013.

3.4 DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2012

3.4.1 CHARGES EXCEPTIONNELLES

Libellé	Montant
Charges exceptionnelles réalisées sur les missions terrains	55 117
Divers charges exceptionnelles	85 422
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	454 429
TOTAL	594 968

3.4.2 PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellé	Montant
Produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains (1)	69 901
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	241 832
Divers produits exceptionnels	81 697
TOTAL	393 430

(1) Les produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains sont principalement constitués du produit de la vente de véhicules et de matériels divers.

3.5 FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Financier	2012	2011	Variation
UE ECHO	3 804 933	2 142 007	
UE Autres	697 466	620 135	
Total Union européenne	4 502 399	2 762 142	63%
Conseils Municipaux autres collectivités locales	188 178	273 868	
Total Collectivités locales France	188 178	273 868	-31%
Gouvernement Canada		171 064	
Gouvernement Danemark	196 814	36 596	
Gouvernement Norvège	937 144	257 209	
Gouvernement Suède	2 016 836	1 099 626	
Gouvernement Allemagne	400 000		
Total Coopérations étrangères	3 550 794	1 564 495	127%
UNICEF		2 291	
Divers Nations Unies	24 045	259 354	
Total Nations Unies	24 045	261 645	-91%
Total Autres financements	3 763 017	2 100 008	79%
TOTAL FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS	8 265 416	4 862 150	70%

3.6 OPERATIONS LIEES AU CHANGE

Pour le groupe MSF-France, les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 1.169 .592 euros et les gains de change à 752.190 euros.

3.7 ENGAGEMENTS HORS BILAN

DONNES	Exercice	Exercice précédent
Bail commercial Crozatier	2 915 000	3 381 400
Engagement en matière de pensions et de retraites	487 947	206 581
Financement de projets soutenus par des bailleurs institutionnels	1 846 624	n.c.
TOTAL	5 249 571	3 587 981

RECUS	Exercice	Exercice précédent
Legs et donations autorisés par un organisme de tutelle	6 568 240	} 7 117 206
Legs et donations acceptés par les organes statutairement compétents	1 532 017	
Financements octroyés par des bailleurs institutionnels pour la réalisation de projets	1 846 624	n.c.
TOTAL	9 946 881	7 117 206

Bail commercial du siège situé au 53-55 rue Crozatier à Paris:

L'association MSF a signé un contrat de bail avec la SCI Le Bristol XII d'une durée de neuf ans commencé le 1er avril 2010 et se terminant le 31 mars 2019, avec possibilité de résiliation à

l'expiration de chaque période triennale. Le loyer annuel de base (non indexé) hors taxes et hors charges en principal s'élève à 466.400 euros.

Indemnités de fin de carrière:

Les indemnités de fin de carrière estimées au 31 décembre 2012 ne représentent pas un montant significatif.

Les hypothèses retenues pour valoriser les engagements sont les suivantes :

- ✓ âge de départ à la retraite : 65 ans
- ✓ taux d'inflation : 2% (soit 2% d'évolution annuelle des salaires)

- ✓ taux d'actualisation : 1.98 %
- ✓ taux moyen de rotation du personnel : 16% pour MSF association, 4% pour MSF Logistique, 1% pour la Fondation MSF, 0% pour EUP, 12% pour Epicentre.

Aucune provision pour indemnités de départ à la retraite n'est comptabilisée dans les comptes du groupe MSF-France.

Financements bailleurs institutionnels:

Il s'agit des engagements obtenus de bailleurs institutionnels, non encore encaissés et conditionnés à la réalisation d'actions justifiées par un montant équivalent de dépenses

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 HONORAIRES CAC

Entité	Montant
Médecins Sans Frontières	120 292
Médecins Sans Frontières Logistique	28 823
Epicentre	7 380
Fondation	5 621
TOTAL	162 116

4.2 EFFECTIFS

Les effectifs moyens mentionnés ci-après correspondent au personnel travaillant de manière effective pour le groupe MSF-France. Ils intègrent ainsi le personnel mis à disposition par les autres sections du mouvement MSF aux activités du groupe MSF-France, et ne comprennent pas le personnel sous contrat avec le groupe MSF-

France et travaillant pour le compte d'autres sections. Ces effectifs sont passés au 31 décembre 2012 à 6.837 personnes (457 permanents dans les sièges, 586 expatriés, et 5.794 employés nationaux) contre 6.573 personnes en 2011 (409 permanents dans les sièges, 601 expatriés, et 5.563 employés nationaux).

4.3 DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L933-1 à L933-6 du code du travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures). Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein du groupe MSF-France, le volume

d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est d'environ 30.864 heures au 31 décembre 2012. 1.860 heures ont fait l'objet d'une demande de la part de salariés. Des actions de formation ont été prises dans le cadre du DIF courant année 2012. 38 personnes ont accédé à la formation par le biais du DIF. Le nombre d'heures globales restant à prendre sur l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2012 est de 29.004 heures.

4.4 CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil d'administration de l'association Médecins Sans Frontières est rémunérée. Les autres membres des conseils

d'administration des différentes entités du groupe MSF-France ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur.

4.5 PARTIES LIEES

Le groupe MSF-France a développé un partenariat privilégié avec certaines sections non opérationnelles du mouvement MSF. Il s'agit de MSF Australie, MSF Japon et MSF USA. Ces sections sont juridiquement de droit national, présentent des comptes annuels

indépendants, et ne font pas partie du périmètre de combinaison, leurs conseils d'administration n'étant pas contrôlés par celui de l'association Médecins Sans Frontières.

5 LES REMUNERATIONS

5.1 LES DIX PREMIERES REMUNERATIONS VERSEES EN 2012

Les dix premières rémunérations versées en 2012 sur l'ensemble des entités combinées se sont élevées à 773.957 euros en cumul annuel. Ces rémunérations contiennent les salaires et,

le cas échéant, les congés payés et indemnités versés dans le cadre des départs. Elles correspondent à des postes de mandataire social ou de salariés du groupe MSF-France.

Source : D.A.D.S. (Déclaration Annuelle Des Salaires)

5.2 LES REMUNERATIONS DES SEPT PLUS HAUTS CADRES VERSEES EN 2012

Marie-Pierre ALLIE	Présidente	6 491 €
Filipe RIBEIRO	Directeur Général MSF Association	6 241 €
Emmanuel BARON	Directeur Général Epicentre	6 395 €
Gérald MASSIS	Directeur Général MSF Logistique	5 102 €
Xavier AUDEON	Directeur Général Adjoint MSF Association	5 740 €
Marie Noëlle RODRIGUE	Directrice des Opérations MSF association	5 607 €
Jean RIGAL	Directeur Médical MSF Association	5 433 €

Ces cadres ne perçoivent que des revenus salariaux. Ils ne bénéficient d'aucune autre rémunération accessoire (prime, avantage en nature). Leur rémunération est versée sur 13 mois. La politique d'ancienneté qui leur est appliquée permet une augmentation de 4% après deux ans passés dans la même fonction

puis une seconde augmentation de 6% après deux autres années dans la même fonction. Les rémunérations présentées en 5.1 ne comprennent pas, comme c'est le cas en 5.2., les congés payés et indemnités versés dans le cadre d'éventuels départs.

6 LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

EMPLOIS	Emplois de 2012	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées en 2012	RESSOURCES	Ressources collectées en 2012	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2012
	205 366 628	128 867 209	Report des Ressources Collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		68 647 875
1- MISSIONS SOCIALES			1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	158 672 508	158 672 508
1.1 Réalisées en France	1 771 059	1 355 668	1.1 Dons et legs collectés	54 394 069	
Actions réalisées directement	80 000	73 632	Dons manuels non affectés	671 300	
Versements à d'autres organismes agissant en France			Dons manuels affectés	14 201 123	
1.1 Réalisées à l'étranger	200 986 783	125 468 803	Legs et autres libéralités non affectés		
Actions réalisées directement	2 528 786	1 969 107	Legs et autres libéralités affectés		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	89 406 016	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	12 627 090	11 473 973			
2-1 Frais d'appel à la générosité publique	11 842 985	10 854 627	2- AUTRES FONDS PRIVES	22 553 840	
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	675 729	619 345	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	8 265 416	
2-3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	108 376	-	4. AUTRES PRODUITS	47 388 567	
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	13 219 668	10 449 217			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	231 213 386		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	236 880 332	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 838 638		II - REPRISES DES PROVISIONS	1 745 930	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	599		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	464 832	
			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		464 233
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	6 038 473		V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
V - TOTAL GENERAL	239 091 096	150 790 399	VI - TOTAL GENERAL	239 091 096	227 784 616
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		5 116 703			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	155 907 103		VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 907 103
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		71 877 513

6.1 PRINCIPES, REGLES ET METHODES RETENUES

6.1.1 GENERALITES

Par application de l'ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005, le compte d'emploi des ressources (CER) est intégré dans l'annexe aux états financiers, accompagné des informations relatives à son élaboration. Les entités intégrées dans la combinaison du compte d'emploi des ressources, de même que les méthodes de combinaison retenues, sont celles citées dans la première partie du présent document.

Le CER rend compte, pour une année donnée, de la composition des dépenses et de l'origine des ressources, des ressources issues de la générosité publique et de leur "utilisation" pour financer les dépenses et les investissements. Côté emplois, le CER regroupe les charges dans cinq rubriques distinctes : dépenses de missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement, dotations aux provisions et ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.).

Les ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.) se composent des dons privés affectés, collectés dans l'année, qui n'ont pas été utilisés pendant l'exercice. Le CER présente distinctement les dépenses de missions sociales entre celles réalisées en France, celles réalisées à l'étranger, et les versements à d'autres organismes (par opposition aux actions directement mises en œuvre par le groupe MSF-France). Une colonne est dédiée à la présentation de l'affectation par type d'emploi des ressources collectées auprès du public, celles-ci pouvant

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2008, qui complète la réglementation applicable en matière de présentation des comptes des associations, (loi n° 91-772 du 7 août 1991 et arrêté du 30 juillet 1993), le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes édictés par le règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable (CRC).

être affectées aux charges de l'exercice mais également aux investissements. Côté ressources, le CER regroupe les produits dans six rubriques distinctes : les ressources collectées auprès du public, les autres fonds privés, les subventions et autres concours publics, les autres produits, les reprises de provision et le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs. Les ressources collectées auprès du public s'entendent de l'ensemble des dons et legs reçus des particuliers en France et à l'étranger (par les sections MSF et les Emirats). Seules deux entités de l'ensemble combiné reçoivent des dons des particuliers : l'association MSF et la Fondation MSF.

Le report (ou consommation) des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se compose des ressources privées affectées qui n'avaient pas été utilisées les années précédentes et qui ont été consommées dans l'exercice.

Les ressources collectées auprès du public sont suivies sur une colonne particulière. Celle-ci permet de faire le lien entre :

- ✓ le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en début d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en début d'exercice),
- ✓ les ressources collectées auprès du public sur l'exercice,
- ✓ l'utilisation sur l'exercice des ressources collectées auprès du public,
- ✓ et le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en fin d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en fin d'exercice).

Les tableaux de passage présentés ci-après permettent de faire le lien entre le compte de résultat et le compte d'emploi des ressources.

6.2 TABLEAUX DE PASSAGE DU CER COMBINE AU COMPTE DE RESULTAT COMBINE ET CER CONTRIBUTIF

6.2.1 TABLEAU DE PASSAGE DES EMPLOIS AUX CHARGES

COMPTES	COMPTES DE RESULTAT					TOTAL EMPLOIS
COMPTES D'EMPLOI DES RESSOURCES	Charges de personnel	Autres charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles	Ressources affectées non utilisées de l'exercice	TOTAL EMPLOIS
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	73 994 184	68 905 495	92 725	113 918	-	143 106 322
Support des opérations	13 686 807	5 546 756	854 944	12 192	-	20 100 699
Information et sensibilisation du public	2 013 395	624 295	-	8 569	-	2 646 258
Autres activités liées à la mission sociale	4 803 700	33 555 872	156 714	55 875	-	38 572 160
Versements à d'autres organismes	-	941 187	-	-	-	941 187
Missions sociales	94 498 085	109 573 604	1 104 384	190 555	-	205 366 627
Coûts directs d'appel à la générosité publique	1 486 176	10 348 059	-	8 750	-	11 842 985
Coûts de recherche des autres ressources privées	208 610	467 068	-	51	-	675 729
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	90 092	18 268	-	16	-	108 376
Frais de recherche de fonds	1 784 878	10 833 394	-	8 818	-	12 627 090
Frais de fonctionnement	6 289 978	6 468 712	65 379	395 597	-	13 219 667
TOTAL EMPLOIS	102 572 942	126 875 710	1 169 763	594 970	-	231 213 384
Dotations aux provisions	-	1 802 462	36 176	-	-	1 838 638
Ressources affectées non utilisées	-	-	-	-	599	599
TOTAL CHARGES	102 572 942	128 678 171	1 205 939	594 970	599	233 052 621

6.2.2 TABLEAU DE PASSAGE DES RESSOURCES AUX PRODUITS

COMPTE DE RESULTAT	Dons privés	Ventes de marchandises, fret et prestations de services	Vente de produits	Subventions institutionnelles	Autres produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels	Reprises sur ressources affectées non utilisées	TOTAL RESSOURCES
COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES									
Ressources collectées auprès du public	158 672 508								158 672 508
Autres fonds privés	21 920 115		633 555						22 553 838
Ressources privées issues de la recherche de fonds	180 592 623		633 555						181 226 346
Subventions et autres concours publics				8 265 416					8 265 416
Ressources issues de la recherche de fonds	180 592 623		633 555	8 265 416					189 491 762
Ressources issues des activités liées à la mission sociale		36 234 721	72 219		6 123 419				42 430 359
Autres ressources		138 256	6 662		2 853 115	1 581 749	378 430		4 958 212
Autres produits		36 372 977	78 881		8 976 534	1 581 749	378 430		47 388 571
TOTAL RESSOURCES	180 592 623	36 372 977	712 604	8 265 416	8 976 534	1 581 749	378 430		236 880 333
Report des ressources affectées non utilisées								464 832	464 832
Reprises de provisions					1 425 395	305 535	15 000		1 745 930
TOTAL PRODUITS	180 592 623	36 372 977	712 604	8 265 416	10 401 929	1 887 284	393 430	464 832	239 091 096

6.2.3 CER CONTRIBUTIF PAR ENTITE - LES EMPLOIS

	MSF	MSF Logistique	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCI MSF	SCI Sabin	TOTAL	Eliminations	Retraitements	TOTAL EMPLOIS
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	144 123 515	20 330 189	6 235 904						170 689 608	-27 667 541	84 255	143 106 322
Support des opérations	20 000 246	48 945	520 391	374 264		34 600	340 616	2 135	21 321 196	-1 229 924	9 427	20 100 699
Information et sensibilisation du public	2 626 854			625 033		73 522	31 288	9 629	3 366 327	-729 362	9 294	2 646 258
Autres activités liées à la mission sociale	435 426	35 302 777	3 021 936			4 437	1 826		38 766 402	-194 242		38 572 160
Versements à d'autres organismes	3 941 187			684 569					4 625 756	-3 684 569		941 187
Missions sociales	171 127 228	55 681 911	9 778 231	1 683 866		112 558	373 731	11 764	238 769 289	-33 505 638	102 976	205 366 627
Coûts directs d'appel à la générosité publique	11 525 584			238 666	83 296	4 235	2 067	35 178	11 889 026	-66 613	20 573	11 842 985
Coûts de recherche des autres ressources privées	653 826			681	15 473		48	4 162	674 190	-9 156	10 695	675 729
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	108 628						2 115		110 742	-2 366		108 376
Frais de recherche de fonds	12 288 038			239 348	98 769	4 235	4 229	39 339	12 673 958	-78 135	31 267	12 627 090
Frais de fonctionnement	10 850 232	2 260 705	1 193 893	132 694	35 254	234 651	127 285	9 470	14 844 183	-1 630 172	5 655	13 219 667
TOTAL EMPLOIS	194 265 498	57 942 616	10 972 124	2 055 908	134 023	351 444	505 245	60 573	266 287 431	-35 213 945	139 899	231 213 384
Dotations aux provisions	1 135 875	687 916	14 846						1 838 638			1 838 638
Ressources affectées non utilisées de l'exercice	599								599			599
TOTAL CHARGES	195 401 973	58 630 532	10 986 970	2 055 908	134 023	351 444	505 245	60 573	268 126 668	-35 213 945	139 899	233 052 621

6.2.4 CER CONTRIBUTIF PAR ENTITE - LES RESSOURCES

	MSF	MSF Logistique	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCI MSF	SCI Sabin	TOTAL	Eliminations	Retraitements	TOTAL RESSOURCES COMBINEES
Ressources collectées auprès du public	157 366 171			4 189 074					161 555 245	-2 882 736		158 672 508
Autres fonds privés	21 389 551		883 367	1 014 933	103 755				23 391 607	-837 769		22 553 838
Ressources privées issues de la recherche de fonds	178 755 722		883 367	5 204 007	103 755				184 946 851	-3 720 505		181 226 346
Subventions et autres concours publics	8 180 338		24 045						8 204 383		61 033	8 265 416
Ressources issues de la recherche de fonds	186 936 059		907 413	5 204 007	103 755				193 151 234	-3 720 505	61 033	189 491 762
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	6 620 314	55 356 680	4 912 167	697 906		351 444	523 224	84 859	67 587 067	-25 142 562	-14 146	42 430 359
Autres ressources	4 343 090	1 125 512	4 668 495	229 085	30 267				11 355 976	-6 350 878	-46 887	4 958 211
Autres produits	10 963 404	56 482 192	9 580 662	926 992	30 267	351 444	523 224	84 859	78 943 044	-31 493 440	-61 033	47 388 570
TOTAL RESSOURCES	197 899 463	56 482 192	10 488 075	6 130 998	134 023	351 444	523 224	84 859	272 094 278	-35 213 945		236 880 333
Reprises de provisions	1 198 664	504 460	42 806						1 745 930			1 745 930
Report des ressources affectées non utilisées	464 832								464 832			464 832
TOTAL PRODUITS	199 562 960	56 986 652	10 530 880	6 130 998	134 023	351 444	523 224	84 859	274 305 040	-35 213 945		239 091 096

6.3 DETAIL DES EMPLOIS

6.3.1 REPRESENTATION COMPTABLE DES EMPLOIS DE L'ENSEMBLE COMBINE

Dans le compte d'emploi des ressources, les emplois sont présentés en coût complet. Le compte d'emploi des ressources est monté directement à partir de la comptabilité analytique des entités combinées. Celle-ci reflète, au travers de centres de coûts distincts, les dépenses des différents services et activités de l'ensemble combiné. La très grande majorité des dépenses est affectée directement

à l'une des rubriques d'emplois du CER. Néanmoins certaines dépenses sont liées à des activités se rattachant à plusieurs rubriques. Elles sont alors ventilées entre les différents emplois concernés en fonction de clés de répartition. Les clés de répartition utilisées sont différentes selon la nature des dépenses à répartir.

Les principales clés utilisées pour ventiler les activités des entités combinées par rubrique d'emplois sont les suivantes :

- ✓ temps passés par personne pour le travail des équipes de communication, de collecte et de partenariat, de gestion des missions financières terrain, des antennes régionales, de gestion du site web et de gestion de la photothèque, ainsi que pour l'activité des épidémiologistes d'Epicentre
- ✓ nature des documents produits pour la fabrication des supports de témoignage et de collecte de fonds.
- ✓ pourcentage de chiffre d'affaires réalisé avec l'association MSF et celui réalisé avec d'autres organisations, pour répartir au sein de la mission sociale les dépenses d'activité de MSF Logistique et d'Epicentre entre dépenses d'opérations et autres activités à vocation humanitaire.

D'autre part, afin de présenter les activités en coût complet, les dépenses des services généraux et du support informatique sont réparties en fin d'année entre les différentes rubriques du compte d'emploi des ressources en fonction : de la surface occupée par le personnel dédié à chaque activité pour les coûts de loyers, les coûts informatiques et les

charges générales, et des consommations téléphoniques réelles pour les télécommunications. Les frais généraux de MSF Logistique dérogent à cette règle en raison de l'activité particulière de l'entité, et sont répartis en fonction du nombre de personnes affectées aux activités des emplois concernés.

6.3.2 VENTILATION DES DEPENSES DE MISSIONS SOCIALES

Le CER impose une présentation des dépenses de missions sociales ventilées entre trois catégories : " actions réalisées en France ", " actions réalisées à l'étranger " et " versements à d'autres organismes ". Les actions menées dans les pays d'intervention sont directement rattachables à l'une ou l'autre de ces catégories. Les activités de support et d'information menées par le siège ne sont pas directement rattachables à ces catégories puisqu'elles concernent l'ensemble des pays d'intervention. Elles sont ainsi réparties entre "

actions réalisées en France " et "actions réalisées à l'étranger" en fonction de la part des actions menées dans les pays d'intervention dans chacune de ces catégories. En 2012, le total des coûts de support aux opérations, d'information et de sensibilisation du public et des autres activités liées aux missions sociales est ainsi de 61.319.121 euros ventilé à hauteur de 568.416 euros dans la catégorie " actions réalisées en France " et de 60.750.705 euros dans la catégorie " actions réalisées à l'étranger".

6.3.3 DETAIL DES EMPLOIS DE MISSIONS SOCIALES

Les emplois affectés aux missions sociales s'élèvent en 2012 à 205.366.630 euros. Ils regroupent les dépenses engagées par l'ensemble combiné au titre de ses activités:

- ✓ Assistance aux populations et formation, information, sensibilisation, recherche et développement dans le domaine médical par l'association MSF ;
- ✓ Approvisionnement médical et logistique des missions de l'association MSF ; d'autres sections MSF ou d'autres acteurs par MSF Logistique ;
- ✓ Activités de recherche, consultations et formations pour l'association MSF, d'autres sections MSF ou d'autres acteurs par Epicentre ;
- ✓ Centre de recherche (CRASH), publications, octroi de bourses d'étude, gestion immobilière des entrepôts et bureaux de MSF Logistique, gestion du centre de formation de l'association MSF à Mérignac par la Fondation ;
- ✓ Réalisation de films et mise à disposition d'images par EUP ;
- ✓ Gestion immobilière des sites du siège parisien par les SCI MSF et Sabin.

	2012	2011
Opérations conduites par MSF-France	136 543 895	137 094 680
Versements à d'autres organismes	1 667 599	1 334 939
Opérations pour le compte d'autres sections	4 894 828	5 016 129
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	143 106 322	143 445 748
Support des opérations	20 100 702	17 852 806
Information et sensibilisation du public	2 646 258	2 593 349
Autres activités liées à la mission sociale	38 572 160	41 422 366
Versements à d'autres organismes	941 187	793 058
Missions sociales de MSF et de ses satellites	205 366 630	206 107 326

Ces emplois comprennent ainsi :

- ✓ Les dépenses directes d'opérations (équipes nationales et internationales en poste sur les terrains, approvisionnements médicaux et logistiques, soutiens administratifs locaux) menées uniquement par MSF Association ou conjointement avec d'autres sections MSF (136.543.895 euros) ou menées uniquement pour le compte d'autres sections MSF.
- ✓ Les versements à d'autres organismes dans le cadre des opérations. Ils s'élèvent en 2012 à 1.667.599 euros et comprennent les contributions suivantes :
 - Projets menés au Niger conjointement avec Forsani, ONG médicale locale (1.252.012 euros),
 - Fonds International pour l'Innovation (279.631 euros),
 - Comité Médical pour les Exilés (Comede) de l'Hôpital de Bicêtre (80.000 euros),
 - L'intervention à Marere en Somalie menée par la section hollandaise de MSF (55.956 euros).
- ✓ Le support aux missions, qui correspond au pilotage, à la coordination et à l'évaluation des programmes, à l'appui technique fourni aux missions dans les domaines médical, logistique, financier et ressources humaines (y compris recrutement, gestion administrative et formation). Ce support est déployé depuis le siège parisien, complété des équipes basées aux Emirats, New-York, Tokyo et Bordeaux. Ces coûts, puisqu'ils sont engagés pour l'ensemble des activités déployées dans les pays d'intervention, sont ventilés entre les actions réalisées en France et celles réalisées à l'étranger au prorata des dépenses directes d'opérations conduite par l'association MSF. (voir également 6.3.2 "Ventilation des dépenses de missions sociales).
- ✓ Les actions d'information et de sensibilisation du public, qui se composent d'événements de communication externe à des fins de témoignage : montage d'expositions, communiqués et dossiers de presse, rédaction de livres, production de films, etc. Elles sont ventilées de la même manière que les coûts des supports aux missions. (voir également 6.3.2 "Ventilation des dépenses de missions sociales).
- ✓ Les versements à d'autres organismes en marge des activités purement opérationnelles du groupe (941.187 euros) comprennent le soutien de plusieurs initiatives du mouvement MSF :
 - Activités de la Drugs for Neglected Diseases Initiative (663.400 euros),
 - Campagne d'Accès aux Médicaments Essentiels (277.787 euros).
- ✓ Et les autres activités liées aux missions sociales qui regroupent les activités effectuées par les satellites (MSF Logistique et Epicentre principalement) à destination d'autres sections ou autres organisations. Elles sont affectées directement aux missions réalisées à l'étranger.

Au sein des emplois de missions sociales, les opérations réalisées directement en France représentent, coûts de support compris, 1.771.059 euros, et celles réalisées à l'étranger 200.986.783 euros. Les emplois des opérations réalisées à l'étranger comprennent les

dépenses d'opérations engagées pour le compte d'autres sections MSF à hauteur de 4.894.828 euros. Ces dépenses correspondent principalement à des coûts de personnel refacturés aux sections concernées.

6.3.4 DETAIL DES EMPLOIS DE RECHERCHE DE FONDS

Les frais de recherche de fonds distinguent les coûts associés à l'appel à la générosité publique, les coûts associés à la recherche d'autres fonds privés, et les coûts relatifs à la recherche de subventions ou concours publics auprès des agences d'Etat d'aide humanitaire (également appelés financements institutionnels). Les coûts d'appel à la générosité publique s'élèvent en 2012 à

11.842.985 euros. Ils comprennent les frais associés aux actions mises en œuvre par le groupe en France et aux Emirats-Arabes-Unis pour solliciter auprès des particuliers les dons nécessaires à la mise en œuvre des missions sociales, les frais de traitement des dons (traitements manuels, informatiques et bancaires), ainsi que la gestion des biens qui lui sont légués.

	2012	2011
Frais de collecte France	9 621 194	7 492 110
Frais de traitement des dons	1 755 104	1 707 046
Frais de collecte Emirats	121 578	154 251
Gestion des legs	345 109	495 933
Frais d'appel à la générosité publique	11 842 985	9 849 341
Frais de recherche des autres fonds privés	675 729	591 696
Coûts de recherche des fonds publics institutionnels	108 376	86 839
Frais de recherche de fonds	12 627 090	10 527 875

Les frais de recherche des autres fonds privés sont principalement constitués des activités de recherche de financements d'entreprises et de partenariats en France et aux Emirats-Arabes-

Unis pour 237.588 euros et des dépenses liées à la diffusion de produits de type cartes de vœux, t-shirts, etc. à hauteur de 438.141 euros.

6.3.5 DETAIL DES EMPLOIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES

	2012	2011
Coût des services de fonctionnement	12 807 532	12 092 104
Coût des services de fonctionnement Emirats	386 216	413 899
Dépenses liées aux activités marchandes diverses	25 870	12 078
Frais de fonctionnement	13 219 618	12 518 081

L'administration et le fonctionnement général du groupe MSF-France sont assurés depuis les sièges des différentes entités par les directions générales, les directions des ressources humaines sièges, les directions financières, et les services de fonctionnement interne. Les emplois de fonctionnement de l'ensemble

combiné comprennent les coûts de la gouvernance associative de l'association MSF et de ses satellites, ainsi que la participation de l'association au fonctionnement du Bureau International MSF à Genève, qui s'élève en 2012 à 643.408 euros.

6.3.6 ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES

Les ressources affectées non utilisées s'élèvent à 599 euros et correspondent à des dons

affectés à des interventions au Soudan où MSF n'a pas eu de projet en 2012.

6.4 DETAIL DES RESSOURCES

6.4.1 DEFINITION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

Les ressources collectées auprès du public (dites ressources de générosité publique) sont définies comme regroupant les dons manuels, les legs et autres libéralités effectués par des donateurs particuliers aux sections MSF et bureaux étrangers, et servant à la mise en œuvre du projet opérationnel. Cette approche internationale des ressources de générosité publique est soutenue par la volonté de rendre compte de la réalité économique et politique de la mise en œuvre du plan opérationnel développé par le groupe MSF-France. Ainsi, ce

projet opérationnel est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources humaines et financières nécessaires à sa réalisation. Par ailleurs, compte tenu de l'importante origine publique des ressources collectées par le mouvement MSF, cette définition internationale de la générosité publique a été étendue à l'ensemble des ressources reçues des sections MSF. Les ressources collectées auprès du public reçues des autres sections de MSF

sont déclarées par les sections ou à défaut, évaluées à partir du pourcentage de ces

ressources dans le total des ressources privées non affectées observé dans leurs comptes 2012.

6.4.2 DETAIL DES RESSOURCES

	2012	2011
Dons et legs des particuliers collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	69 266 492	56 622 675
Dons des particuliers collectés par MSF-Australie, MSF-Japon, MSF-USA et autres sections MSF	89 406 016	88 016 296
Autres fonds privés collectés par les sections MSF	20 373 303	17 130 860
Autres fonds privés collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	2 180 535	2 247 865
Ressources privées issues de la recherche de fonds	181 226 346	164 017 696
Subventions et autres concours publics	8 265 416	4 862 150
Ressources issues de la recherche de fonds	189 491 762	168 879 846
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	42 430 359	46 432 741
Autres ressources	4 958 211	5 277 016
Autres produits	47 388 570	51 709 757
TOTAL RESSOURCES	236 880 333	220 589 603
Report des ressources affectées non utilisées	464 832	
Reprises de provisions	1 745 930	620 980
TOTAL PRODUITS	239 091 096	221 210 583

En 2012, les ressources privées issues de la recherche de fonds s'élèvent à 181.226.346 euros. Parmi celles-ci:

- ✓ 71.447.027 euros ont été collectés en France et aux Emirats comprenant :
 - 69.266.492 euros de ressources de générosité publique (dont des legs réalisés sur l'association MSF et la Fondation pour 14.201.123 euros, et des dons manuels collectés par l'association MSF pour 53.962.222 euros, par la Fondation MSF pour 802.961 euros, et par le bureau des Emirats pour 300.185 euros) ;
 - 2.180.535 euros d'autres fonds privés (dont 1.501.008 euros de mécénat d'entreprises, 39.142 euros d'adhésions des membres de l'association MSF et 640.385 euros des recettes générées par les ventes de cartes de vœux ou autres produits).
- ✓ 109.779.319 euros ont été collectés par les sections du mouvement MSF comprenant :
 - 89.406.017 euros de ressources de générosité publique (dont 47.444.814 euros collectés par la section américaine, 21.510.100 euros par la section australienne, 19.296.661 euros par la section japonaise, 790.000 euros par la section suisse et 364.442 euros par d'autres sections du mouvement MSF).

- 20.373.303 euros d'autres fonds privés (dont 13.487.587 euros collectés par la section américaine, 3.811.928 euros par la section australienne, 2.174.499 euros par la section japonaise, 899.288 euros par d'autres sections du mouvement MSF)

Au total, les ressources provenant de la générosité publique de l'ensemble combiné s'élèvent à 158.672.508 euros, dont 44% collectées en France et aux Emirats.

L'accroissement de 10% de la générosité publique collectée sur l'année s'explique principalement par un legs exceptionnel que l'association MSF a reçu en 2012 et réalisé pour 10.287.840 euros et par un accroissement de la collecte de la Fondation de 1.187.946 euros (790.000 euros reçus de MSF Suisse au titre du financement de l'extension de la plateforme logistique de Bordeaux et 397.946 euros de legs).

Les subventions et autres concours publics (également appelés financements institutionnels) correspondent aux financements obtenus auprès des agences d'aide internationales et gouvernementales, ainsi que des collectivités locales.

En 2012, le total de ces ressources s'élève à 8.265.416 euros, dont 4.502.399 euros reçus de l'Union Européenne, 2.016.836 euros du gouvernement suédois, 937.144 euros du gouvernement norvégien, 400.000 euros du gouvernement allemand, 196.814 euros du gouvernement danois, 188.178 euros des collectivités locales françaises et 24.045 euros du PAM.

Les autres produits de 47.388.570 euros recouvrent des ressources issues des activités liées aux missions sociales à hauteur de 42.430.359 euros et d'autres ressources pour 4.958.211 euros :

- ✓ les ressources issues des activités liées aux missions sociales correspondent principalement aux produits des activités des deux principaux satellites (34.852.524 euros de ventes de médicaments, de matériel médical et logistique générés par MSF Logistique et 1.382.196 euros de prestations de consultation, recherche et formation d'Epicentre pour d'autres acteurs) et aux produits de refacturation des dépenses engagées par la section française de MSF dans le cadre des missions menées en collaboration avec d'autres sections ou engagées par le siège (6.014.115 euros).
- ✓ les autres ressources comprennent des autres produits d'exploitation pour 2.998.033 euros générés principalement par la refacturation d'activités externes d'Epicentre, des produits financiers incluant les intérêts et plus-values générés par les placements (829.659 euros), les gains de change (752.089 euros), et les produits exceptionnels (378.430 euros).

Les 464.832 euros inscrits en report de ressources correspondent à des fonds affectés en 2011 liés à la crise somalienne et non utilisés. La continuité sur l'année 2012 des activités initiées en 2011 s'est traduite par l'emploi de l'intégralité des fonds dédiés à cette urgence.

6.4.3 SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

6.4.3.1 MODE DE FINANCEMENT DES EMPLOIS ET IMMOBILISATIONS ET AFFECTATION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

L'ensemble des ressources de l'ensemble combiné a vocation à financer l'ensemble de ses emplois et de ses investissements. Les affectations prioritaires de ressources sont régies par les quatre principes suivants :

- a. Dans le respect de la volonté des donateurs, les ressources affectées sont intégralement allouées aux dépenses concernées (par exemple : dons dédiés à une urgence ou à une thématique particulière).
- b. Dans le respect des engagements contractuels, les ressources sont allouées aux dépenses concernées conformément aux clauses contractuelles (par exemple : financements institutionnels).
- c. Les dépenses engagées pour le compte d'autres acteurs (sections ou ONG) sont financées par les ressources générées par ces activités (par exemple : refacturations aux satellites et sections MSF).
- d. La marge dégagée par les activités externes des satellites finance en priorité les frais de fonctionnement de ces satellites

Les ressources de générosité publique non encore utilisées après application de ces différents principes, sont allouées aux emplois restant à financer (y compris les acquisitions d'immobilisation de l'année) à hauteur de ce que représentent dans le total des ressources non encore utilisées, les seules ressources collectées auprès du public.

6.4.3.2 UTILISATION DE LA GENEROSITE PUBLIQUE PAR CATEGORIE D'EMPLOI

Selon les principes décrits précédemment, l'ensemble combiné a utilisé 155.907.103 euros de ressources de générosité publique sur l'exercice 2012, ce qui représente 98% des ressources collectées auprès du public sur l'année augmentées de la variation des fonds dédiés. Les 2% résiduels, soit 3.229.638 euros s'ajoutent aux réserves de générosité publique qui augmentent mécaniquement de 5% par rapport aux réserves disponibles à l'ouverture de l'exercice. Au 31 décembre 2012, le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice s'élève ainsi à 71.877.513 euros. La générosité

publique a financé pour 5.116.703 euros les acquisitions des biens corporels et incorporels nets des encours de l'année. Le financement des investissements de l'année mobilise 3% des dons effectués par les particuliers en 2012. Pour des raisons de clarté et de simplicité, les dotations aux amortissements de l'année ont été en totalité déduites des emplois finançables, plutôt que d'annuler dans la rubrique " Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées " le montant de générosité publique qui aurait été affecté au " financement " de dotations aux amortissements.

Les ressources collectées auprès du public sont ainsi affectées aux différentes catégories d'emplois du CER comme suit :

- ✓ 128.867.209 euros au financement des missions sociales (soit 83% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année).
- ✓ 11.473.973 euros au financement des frais de recherche de fonds (soit 7% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- ✓ 10.449.217 euros au financement des frais de fonctionnement (soit 7% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année).
- ✓ 5.116.703 euros au financement des acquisitions d'immobilisations.

Les missions sociales sont financées à hauteur de 63 % par les ressources collectées auprès du public, les frais de recherche de fonds à hauteur de 91% et les frais de fonctionnement à hauteur de 79%.

7 LES RESSOURCES EN NATURE

7.1 VALORISATION EN EUROS DES RESSOURCES EN NATURE

Activités	2012	2011
Arménie	30	6 607
Burkina Faso	18 850	8 883
Colombie	49 364	3 470
Congo RDC	18 299	22 203
Congo Brazzaville	24 078	14 904
Côte d'Ivoire	2 064	209 432
Ethiopie	139 321	7 195
Haïti	87 172	474 097
Japon		39 609
Kenya	6 549	338 968
Madagascar	7 123	1 688
Mali	39 414	165 132
Malawi	2 560 899	3 463 545
Niger	14 031	140 597
Nigéria		6 097
Ouganda	76 703	56 047
Pakistan		1 686
Papouasie- Nouvelle Guinée	1 017	285
République Centrafricaine	27 268	140 608
Sud Soudan	64 471	75 453
Sri Lanka	60 693	
Tchad	1 869	8 230
Yémen	41 537	
Missions sociales	3 240 752	5 184 737
Frais de collecte MSF France	231 368	170 256
Frais de collecte MSF Emirats-Arabes-Unis	76 170	54 086
Recherche de fonds	307 538	224 342
Fonctionnement	0	0
TOTAL	3 548 290	5 409 079

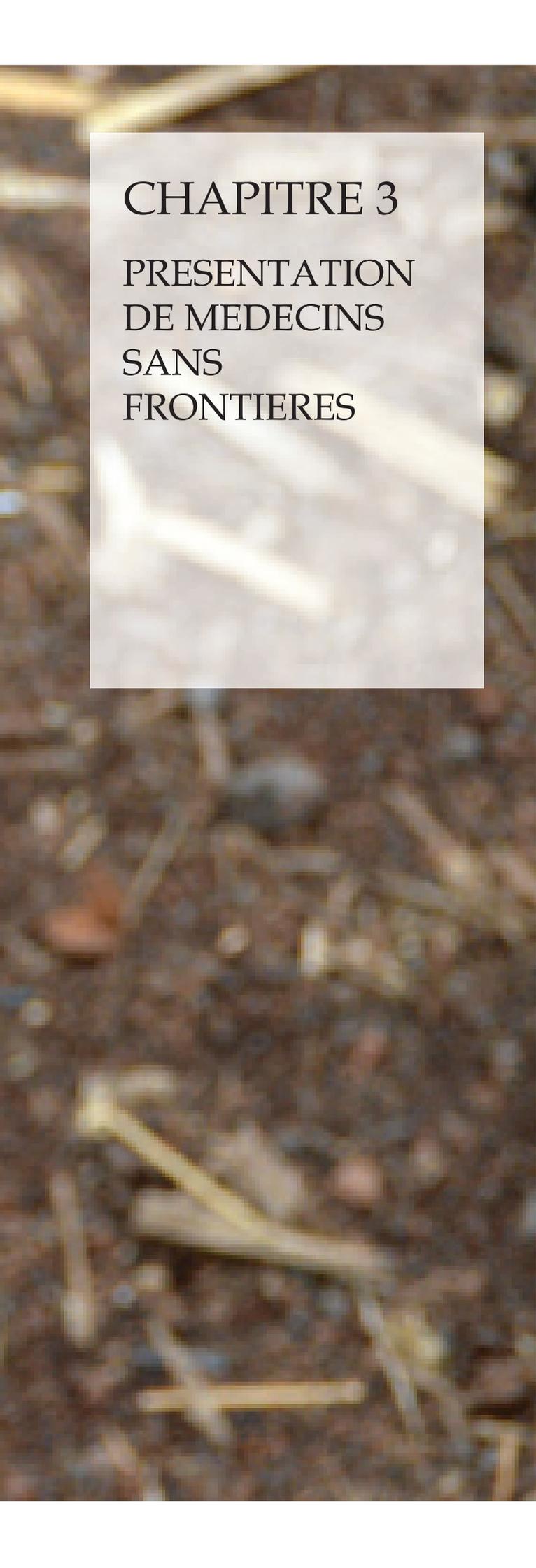
Ces dons n'ont pas été enregistrés en comptabilité. Ils concernent exclusivement l'association MSF.

7.2 ETAT DES EFFECTIFS BENEVOLES

Activités	2012	2011
	Nombre de bénévoles en ETP	
Missions sociales	3,4	3,9
Recherche de fonds	4,0	3,5
Fonctionnement	2,4	1,5
TOTAL	9,8	8,9

Cet état considère un nombre global de bénévoles réguliers, au siège de l'association et dans les régions exprimé en nombre de personnes et en équivalent temps plein (ETP). Il comprend les bénévoles des antennes régionales (73 en 2012 et 68 en 2011) répartis en

fonction de leurs activités (40 % en "support des missions", 10 % en "expositions", 10% en "opérations de presse", 40 % en "services de fonctionnement"). Ces contributions volontaires en nature ne sont pas comptabilisées.



CHAPITRE 3
PRESENTATION
DE MEDECINS
SANS
FRONTIERES

ORGANISATION DE MSF ET
GOUVERNANCE 87

LE MOUVEMENT MEDECINS SANS
FRONTIERES 87

LE GROUPE MSF FRANCE 90

ORGANISATION DE MSF ET GOUVERNANCE

1 LE MOUVEMENT MEDECINS SANS FRONTIERES

1.1 PRESENTATION DU MOUVEMENT

Médecins Sans Frontières est une association médicale humanitaire internationale, créée en 1971 à Paris par des médecins et des journalistes. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoins. Réunies autour d'une même charte, les équipes de MSF sont composées de personnel médical, logistique et administratif de dizaines de nationalités différentes, expatriés ou employés localement. Elles apportent leurs secours dans le respect des principes de l'action humanitaire et de l'éthique médicale.

Aujourd'hui, le mouvement international MSF compte dix-neuf sections dont cinq centres opérationnels, ainsi que plusieurs bureaux de représentation et entités spécialisées appelées satellites. Les sections MSF sont toutes des associations nationales juridiquement indépendantes réunies autour d'une seule et même

charte. Sur le terrain, chaque section mène ses propres projets de manière indépendante, tout en assurant un échange d'information dans un souci de cohérence. Lors d'urgences de très grande ampleur, les différentes sections qui interviennent s'efforcent de se répartir la tâche pour déployer des secours plus efficaces.

Depuis l'adoption des nouveaux statuts en juin 2011, le Bureau International change de nom, pour s'appeler MSF-International. Cette association installée à Genève, a pour objectif de faciliter la coordination et la circulation de l'information entre les sections MSF, ainsi que de représenter le mouvement MSF auprès des institutions internationales. Jusqu'à présent, ses membres de droit étaient les dix-neuf associations nationales représentées par leurs présidents, depuis l'adoption des nouveaux statuts, les individus aussi (hors cadre institutionnel) peuvent devenir membres de MSF International.

Les principaux organes de gouvernance du mouvement sont les suivants:

- ✓ l'Assemblée Générale Internationale (AGI): chargée de préserver la mission sociale médico-humanitaire de MSF, l'AGI est composée du président international, du trésorier,

de deux représentants par association nationale et de deux représentants de l'ensemble des membres individuels. L'AGI prend la décision finale sur les questions clés relatives à la gouvernance associative et donne des orientations stratégiques au mouvement MSF.

- ✓ Le Conseil d'Administration International (CAI) est composé du président international, du trésorier, d'un représentant de chaque section opérationnelle ainsi que des personnes élues par l'AGI. Le CAI désigne le secrétaire général international. Le CAI est notamment mandaté pour résoudre les problèmes au sein du mouvement MSF, ouvrir et fermer des entités exécutives, émettre des recommandations pour l'Assemblée Générale Internationale.

Le CAI, seule instance associative à donner des directives à l'exécutif supervise l'Excom. Formation regroupant les directeurs généraux des sections, l'Excom est responsable devant le CAI de la mise en œuvre des politiques définies et constitue un espace de réflexion et de conseil sur des questions opérationnelles stratégiques.

- ✓ Se réunissent, selon les sujets à l'ordre du jour, le Full Excom (composé de tous les directeurs généraux des sections MSF, du secrétaire général et des directeurs d'autres bureaux exécutifs de MSF), ou le Core Excom (composé des directeurs généraux des cinq sections opérationnelles, du secrétaire médical international, de deux autres directeurs généraux et du secrétaire général International).

Les quatorze sections non opérationnelles poursuivent des activités de collecte de fonds, de communication et de recrutement. Elles participent également à la définition et à la mise en œuvre des opérations sous la responsabilité d'un des cinq centres opérationnels au sein de partenariats privilégiés. Ainsi le projet opérationnel mis en œuvre par le centre opérationnel parisien est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les

ressources humaines, financières ou techniques nécessaires à sa réalisation. Les liens entre ces quatre sections, partenaires du groupe opérationnel de Paris (OCP), ont été formalisés en 2011 par un accord entre leurs conseils d'administration et par la création d'un Comité de Groupe (« Group Committee ») dans lequel chacun d'entre eux est représenté. Ce comité est en charge de la validation et du suivi des plans stratégique et annuel de la mission sociale du groupe.

Les échanges entre les sections (projets internationaux, ressources humaines, collecte de fonds...) occasionnent de nombreux flux financiers qui biaisent la lecture des comptes nationaux. Depuis de nombreuses années déjà, alors qu'aucun texte de loi ne l'exige, les comptes internationaux de Médecins Sans Frontières sont combinés, certifiés et présentés chaque année dans le rapport d'activité international. Cette

combinaison, établie selon des standards internationaux dérivés des IFRS et adaptés à une organisation sans but lucratif, a le même objectif de présentation d'une image fidèle de l'emploi des fonds, après élimination des flux financiers internes. Le rapport financier international est disponible sur le site internet du Bureau International (www.msf.org).

Le mouvement international MSF en chiffres au 31 décembre 2011

(Données de l'exercice 2012 non disponible à l'émission de ce rapport)

En millions d'euros	2011		2010	
Fonds privés	791,6	89,4%	858,9	91,1%
Fonds institutionnels	75,2	8,5%	69,3	7,3%
Autres recettes	18,7	2,1%	15,1	1,6%
Total des recettes	885,5	100%	943,3	100%
Opérations	702,1	78,0%	634,0	78,0%
Témoignage	27,4	3,1%	26,4	3,2%
Autres activités humanitaires	7,0	0,8%	5,7	0,7%
Total Mission Sociale	736,1	81,9%	666,1	81,9%
Recherche de fonds	110,9	12,3%	103,7	12,8%
Fonctionnement	52,4	5,8%	43,1	5,3%
Total des dépenses	899,9	100%	812,9	100,0%
Profits et pertes nets sur change	-1,6		2,1	
Excédent	-16,0		132,5	

En millions d'euros	2011	2010
Actifs long terme	49,6	43,2
Actifs court terme	84,4	71,0
Trésorerie et valeurs assimilables	572,9	600,9
Total Actif	706,9	715,2
Fonds affectés pour investissement	2,5	2,5
Fonds non affectés	592,3	608,2
Autres fonds propres	16,1	8,7
Total Fonds propres	610,9	619,3
Passif long terme	6,4	5,6
Passif court terme	88,3	88,7
Fonds affectés non dépensés	1,3	1,7
Total Passif	706,9	715,2

1.2 LES AUTRES ACTIVITES HUMANITAIRES DU MOUVEMENT

Médecins Sans Frontières a lancé en 1999 la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (CAME). Son but est d'améliorer l'accès à des traitements, à des outils diagnostics et des vaccins de qualité répondant aux besoins des patients sur ses terrains d'intervention. Elle encourage d'autres formes de financement de la recherche médicale

dont les objectifs seraient définis en fonction des besoins les plus importants et non plus en fonction d'une logique de marché. Conjuguée à d'autres organisations internationales, son action a rendu possible la baisse des prix et l'importation de molécules génériques. La CAME est financée par l'ensemble des sections du mouvement MSF.

Poursuivant le même objectif d'amélioration de l'accès aux traitements, Médecins Sans Frontières a lancé en 2002, avec l'appui de partenaires internationaux¹, une nouvelle initiative visant à favoriser la recherche et le développement de nouveaux médicaments permettant de traiter les patients atteints par les maladies les plus négligées.

¹ L'Institut Pasteur, Médecins Sans Frontières et quatre instituts de recherche du secteur public des pays à forte prévalence endémique : la Fondation Oswaldo Cruz/Farmanguinhos au Brésil, ICMR (Indian Council for Medical Research) en Inde, KEMRI (Kenya Medical Research Institute) au Kenya, le Ministère de la Santé de Malaisie, avec le soutien du programme spécial UNICEF/PNUD/Banque mondiale/OMS de recherche et de formation concernant les maladies tropicales (TDR).

Cette initiative a donné lieu à la création d'une fondation de droit suisse, DNDi («Drugs for Neglected Diseases initiative»). Le mouvement MSF est l'un des membres du conseil d'administration de DNDi et supporte financièrement le développement de cette initiative.

2 LE « GROUPE » MSF FRANCE

Le « groupe » MSF France est constitué de l'association MSF et de ses satellites. Afin d'améliorer son efficacité et son expertise, l'association s'est entourée de satellites spécialisés auxquels sont confiées des missions qui intègrent et complètent son activité. Les équipes de support en charge de certains projets et pays sont décentralisées dans les sections partenaires du groupe MSF France à New

York, Tokyo Sydney sous la responsabilité de la direction des opérations ou de la direction médicale de MSF France. Ces unités décentralisées ont également pour objectif de garantir une meilleure cohérence autour du projet opérationnel, au sein des sections MSF partenaires de MSF France, et de leur permettre une meilleure proximité avec les opérations.

2.1 L'ASSOCIATION MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF FRANCE)

L'association regroupe les missions de terrain, le siège parisien, des antennes régionales en France et un bureau aux Emirats-Arabis-Unis. Le rôle des antennes et du bureau est de relayer les

messages de témoignage, de recruter des volontaires et de collecter des fonds. Les statuts de l'association sont publiés sur son site internet (www.msf.fr).

Les principaux organes de gouvernance sont représentés par :

- ✓ L'Assemblée Générale des membres de l'association ;
- ✓ Le Conseil d'Administration qui se réunit mensuellement et dont la composition est communiquée sur le site internet de l'association (www.msf.fr) ;
- ✓ Le Comité de Direction, qui réunit chacun des directeurs de départements (direction générale, opérations, ressources humaines, médicale, logistique, finance, communication, collecte de fonds, juridique et systèmes d'information) ainsi que les directions générales des principaux satellites que sont MSF Logistique et Epicentre (cf. ci-dessous).

2.2 LES SATELLITES

	<i>Statut juridique</i>	<i>Activités</i>
MSF Logistique	Association	Achats, conditionnement, stockage et affrètement des médicaments et du matériel, médical ou non médical, destinés aux missions
Epicentre	Association	Recherche épidémiologique, études médicales, support informatique, et formation du personnel médical
Fondation MSF	Fondation	Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires en France et à l'étranger (reconnue d'utilité publique en mars 91) Propriétaire du siège de MSF Logistique et du centre de formation logistique de l'association MSF à Bordeaux
Etat d'Urgence Production	SARL	Activité audiovisuelle : réalisation de films institutionnels, de témoignage et d'information sur les missions
MSF Assistance	Association	Activités de recherche de fonds auprès des entreprises
SCI MSF et SCI Sabin	SCI	Propriétaires et gérants des locaux du siège parisien de MSF Association

Les conseils d'administration des associations satellites et de la fondation sont principalement composés d'administrateurs de MSF Association, et

la gérance des sociétés satellites est assurée par les dirigeants de MSF Association.

2.3 REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES SOCIAUX

La Présidente du conseil d'administration de l'association Médecins Sans Frontières est rémunérée par l'association. Les autres membres du conseil d'administration de l'association MSF, les membres des conseils d'administration des associations

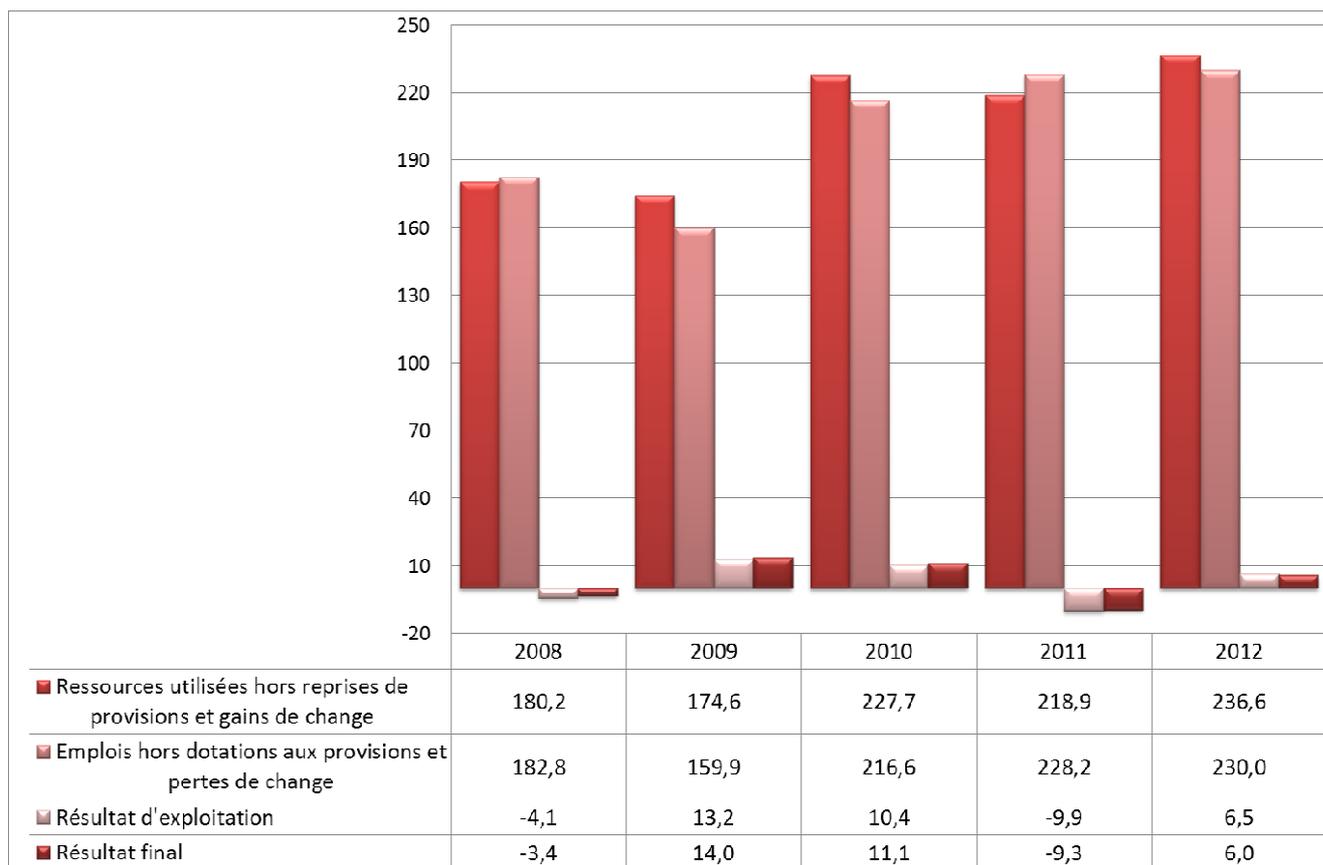
satellites et de la fondation, ainsi que les personnes assurant la gérance des sociétés satellites ne sont pas rémunérés par celles-ci pour leur fonction d'administrateur ou de mandataire social.

2.4 PRINCIPAUX INDICATEURS

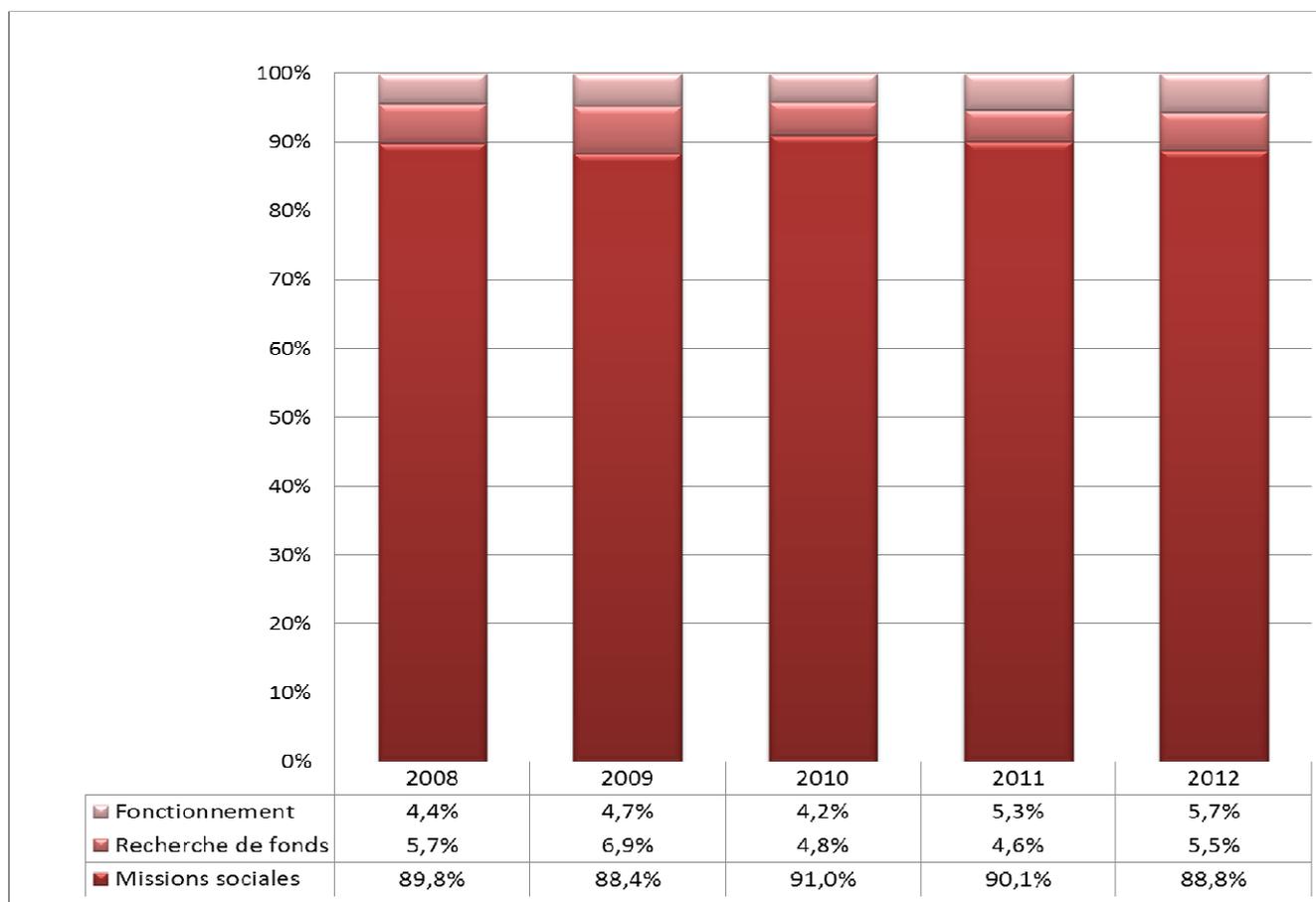
Afin de fournir une information et des indicateurs comparables d'une année sur l'autre :

- ✓ Les ressources sont exprimées hors gains de change et hors reprises de provision et incluent la variation nette des ressources affectées non utilisées ;
- ✓ Les emplois sont exprimés hors pertes de change et hors dotations aux provisions afin de fournir des indicateurs comparables d'une année sur l'autre.

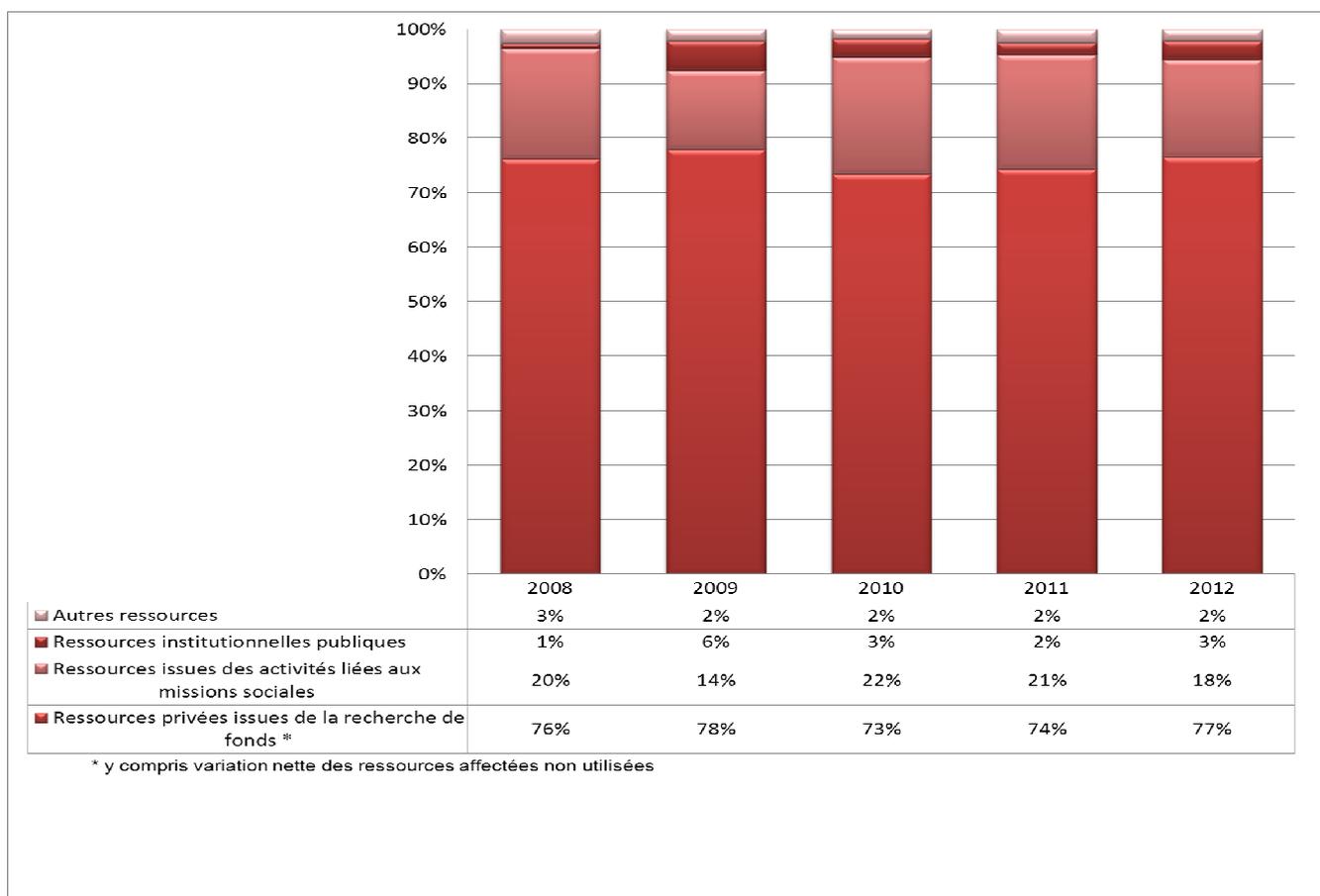
RESSOURCES, EMPLOIS ET RESULTATS COMBINES



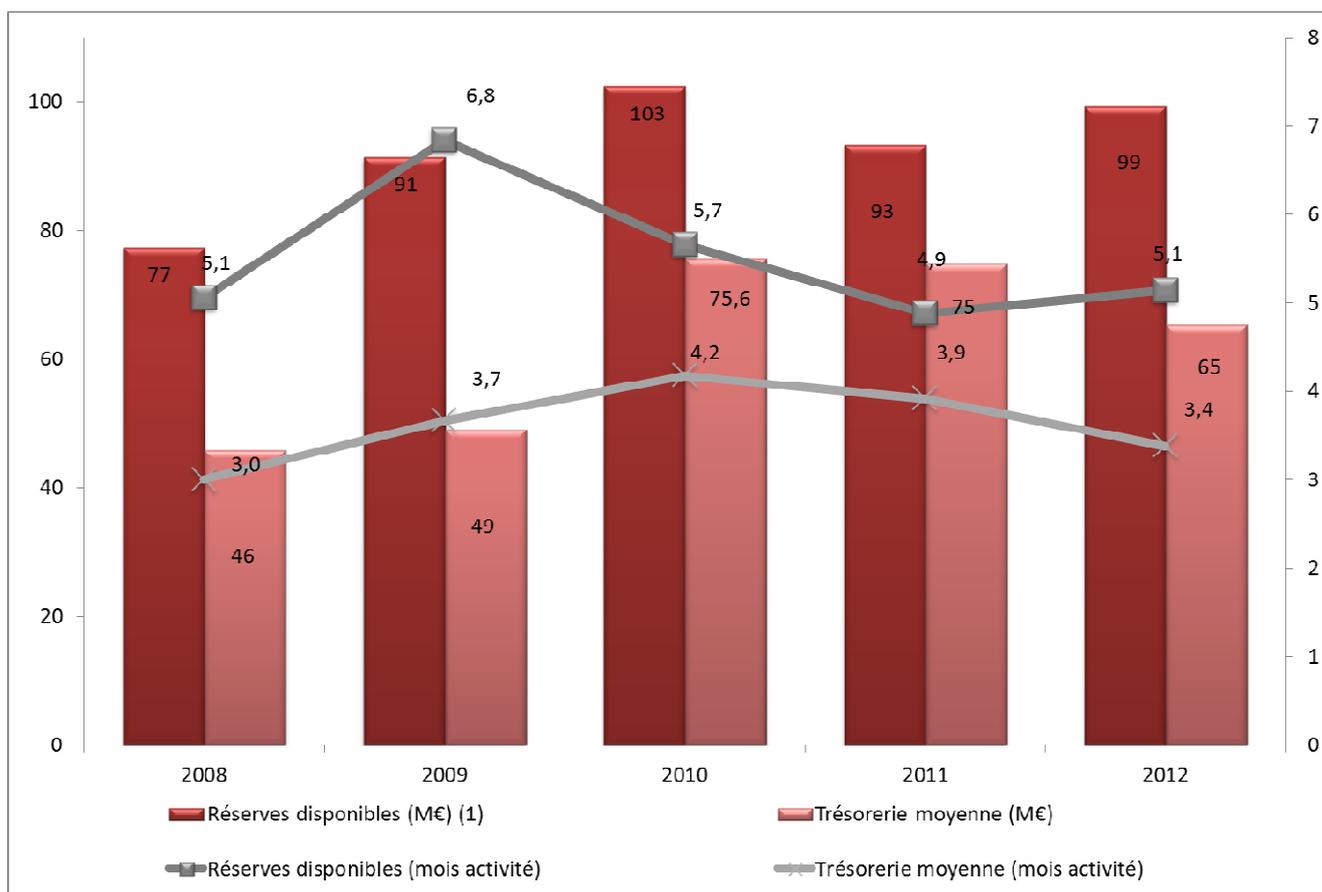
COMPOSITION DES EMPLOIS COMBINES



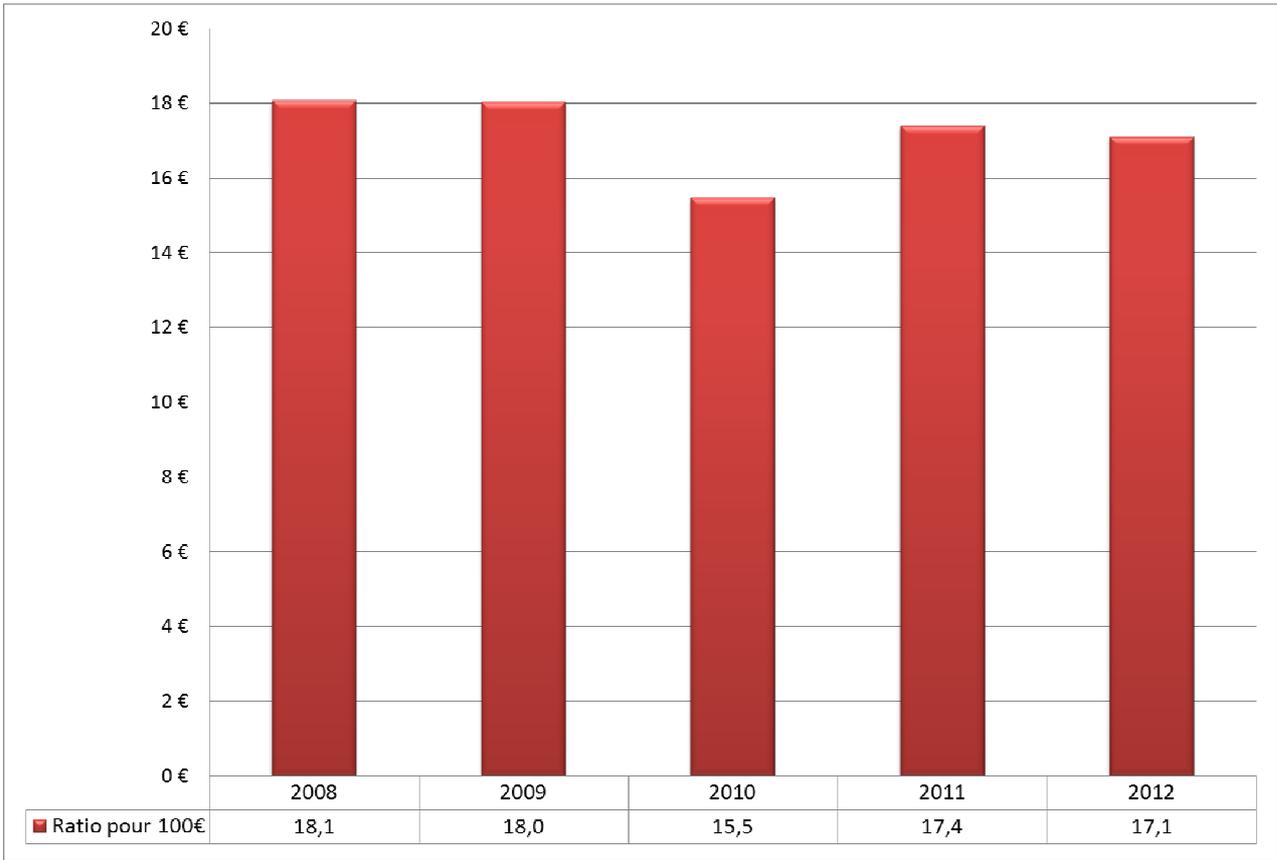
ORIGINE DES RESSOURCES COMBINEES



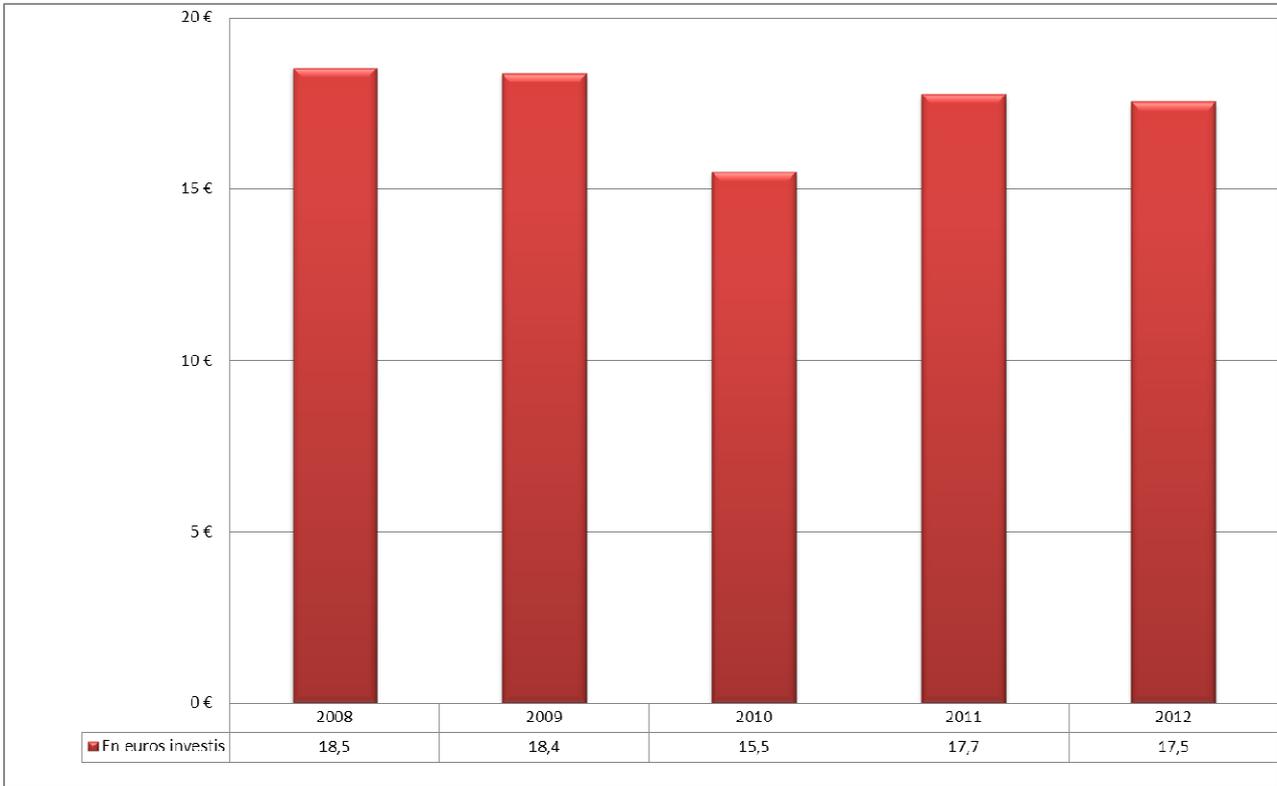
RESERVES DISPONIBLES ET TRESORERIE MOYENNE

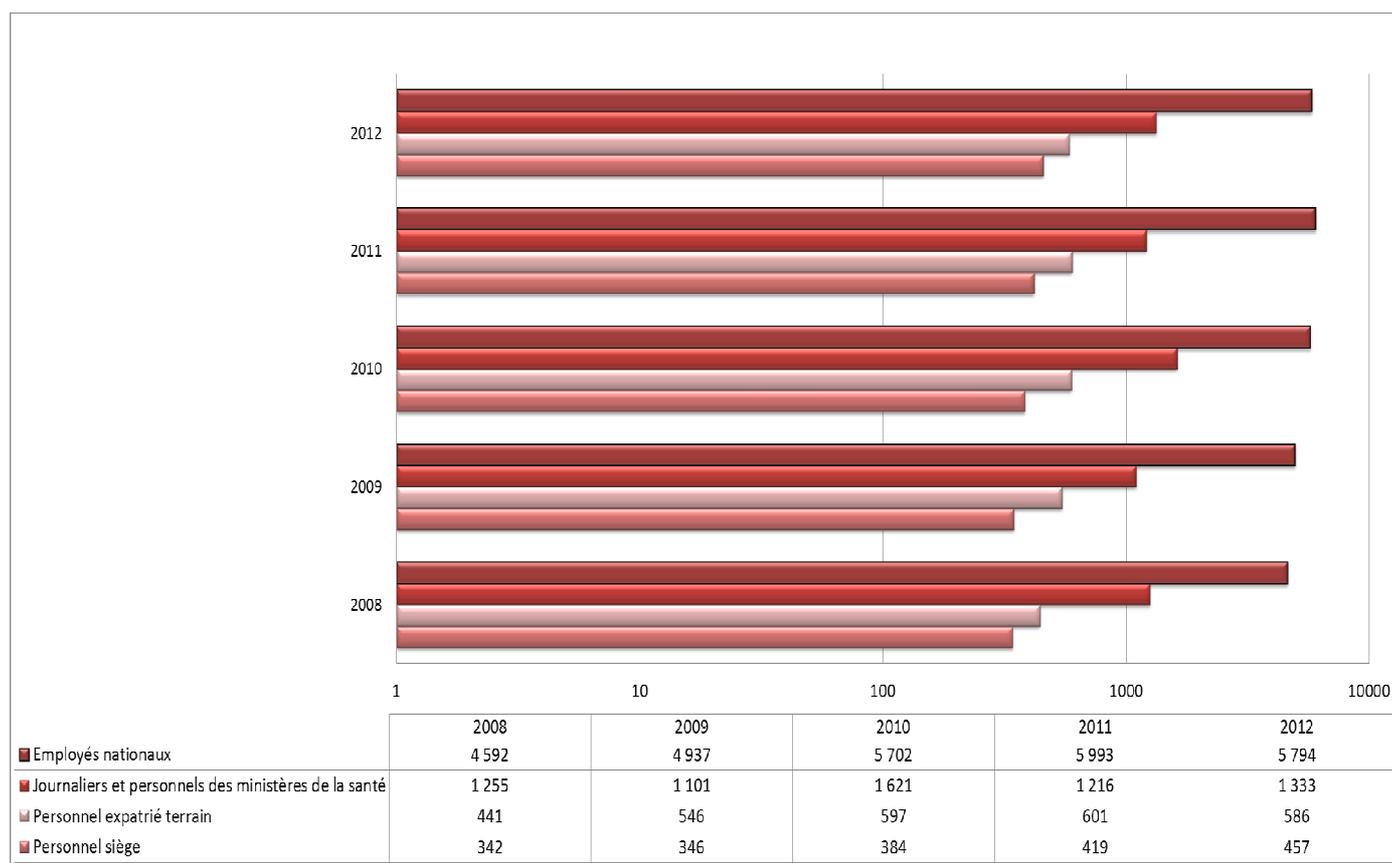


COUT DE L'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC



COUT DE LA RECHERCHE DE FONDS PRIVES





2.5 LES COMPTES SOCIAUX DES ENTITES DU « GROUPE » MSF FRANCE

Les comptes des entités françaises (association MSF et satellites) sont combinés pour refléter dans une unité économique distincte, l'ensemble des flux financiers des entités contrôlées par le conseil d'administration de l'association. La combinaison consiste à intégrer l'ensemble des comptes des entités après avoir neutralisé les flux inter-entités et

réalisé les retraitements nécessaires. Elle a pour objectif de garantir à nos donateurs la transparence de nos comptes. Les comptes de résultat et les bilans de chaque entité ainsi que les comptes d'emploi des ressources intégrés aux annexes des comptes annuels de l'association MSF et de la Fondation MSF sont présentés ci-après.

Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 6.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre association constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 2.11 et 3.4.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen de la situation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 22 mai 2013

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN MSF ASSOCIATION AU 31.12.2012

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Concessions / Licences	1 135 723	883 480	252 243	354 765	Fonds de générosité publique	57 662 792	68 589 143
Immobilisations incorporelles	1 135 723	883 480	252 243	354 765	Fonds de réserve	24 145 512	23 248 239
Installations et divers aménagements	1 062 225	549 974	512 251	683 261	Fonds disponibles	81 808 304	91 837 382
Matériels, mobilier, informatique	1 446 299	1 174 851	271 448	358 485			
Autres immobilisations	1 046 886	887 665	159 221	177 143			
Immobilisations en cours	470 621	-	470 621	16 530	Résultat	4 160 987	- 10 029 078
Immobilisations corporelles	4 026 030	2 612 490	1 413 540	1 235 419			
Titres de participation	1 003 758	-	1 003 758	1 003 758	TOTAL FONDS PROPRES	85 969 290	81 808 304
Créances sur participations	19 494 488	-	19 494 488	18 238 463	Fonds dédiés crise somalienne	-	464 782
et associations rattachées Groupe MSF France					Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285	58 285
Prêts	-	-	-	-	Fonds dédiés ALGERIE	18 580	18 580
Dépôts et cautionnements	587 895	-	587 895	519 376	Autres fonds dédiés	9 780	9 231
Immobilisations financières	21 086 141	-	21 086 141	19 761 597			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	26 247 894	3 495 970	22 751 924	21 351 781	TOTAL FONDS DEDIES	86 646	550 878
Stock de matières et autres approvisionnements	442 251	-	442 251	638 752			
Stock de marchandises	-	-	-	-	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	1 206 325	1 267 695
Financements à recevoir	1 430 893	-	1 430 893	1 182 693	Soldes créditeurs de banque	32 245	140 801
Dons à recevoir	2 342 608	-	2 342 608	1 767 863	Dettes Groupe MSF	2 862 915	4 290 453
Créances Clients Groupe MSF	257 619	-	257 619	1 780	Dettes autres sections MSF	4 356 639	5 056 454
Créances sur autres sections MSF	3 428 158	-	3 428 158	8 304 938	Dettes fournisseurs	2 714 986	2 471 056
Clients et comptes rattachés	-	-	-	40 627	Dettes fiscales et sociales	7 673 405	7 268 869
Autres créances	1 299 723	3 798	1 295 924	1 098 310	Indemnités à payer	466 010	431 719
Créances brutes	8 759 000	3 798	8 755 202	12 396 210	Autres dettes	118 266	133 043
Valeurs mobilières de placement et créances assimilées	43 337 175	-	43 337 175	37 680 406	Dettes	18 224 466	19 792 395
Banques et CCP	22 748 473	-	22 748 473	25 354 761	Financements perçus d'avance	115 108	2 000 000
Soldes trésorerie missions	5 420 860	-	5 420 860	5 728 165	Ecart de conversion passif	62 546	22 403
Caisse	186 545	-	186 545	169 709	Comptes de régularisation	177 654	2 022 403
Disponibilités	28 355 878	-	28 355 878	31 252 635			
Ecart de conversion actif	17 777	-	17 777	232 941			
Charges constatées d'avance	2 004 174	-	2 004 174	1 888 951	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	18 402 120	21 814 798
Comptes de régularisation	2 021 951	-	2 021 951	2 121 892	TOTAL PASSIF	105 664 381	105 441 675
TOTAL ACTIF CIRCULANT	82 916 255	3 798	82 912 456	84 089 894			
TOTAL ACTIF	109 164 149	3 499 769	105 664 381	105 441 675			

Engagements reçus * 8 741 985

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

Engagements donnés *

4 664 296

COMPTE DE RESULTAT MSF ASSOCIATION AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Médicaments et matériel médical	25 807 474	27 703 601	Dons privés	54 251 898	53 000 017
Nourriture	2 956 453	3 025 669	Dons organismes privés	109 411 032	106 424 812
Matériel logistique et sanitation	5 536 884	7 936 358	Cotisations	39 142	26 881
Equipement et matériel	3 206 923	4 025 816	Legs	13 803 177	3 498 668
Matières, fournitures et petit matériel	2 187 348	2 331 433	Dons privés	177 505 249	162 950 378
Etudes et prestations incorporées	7 806 592	6 542 386	Cartes de voeux	536 461	328 703
Achats pour revente	25 656	143 683	Livres	1 154	2 281
Variation de stocks de matières & autres appros	196 501	445 113	Guide-lines	93 323	319 901
Achats de matières & autres appros	47 723 832	51 263 834	Autres	6 662	1 908
Prestations de services diverses	6 314 017	5 996 852	Ventes de produits	637 600	652 793
Loyers et charges locatives	7 948 737	7 151 981	Extérieur	2 340	8 640
Entretien, maintenance et réparations	1 024 456	899 129	Prestations de services	2 340	8 640
Assurances	248 915	231 754	Financements Union Européenne	4 502 399	2 762 142
Documentation	287 782	290 845	Autres financements	3 677 939	1 776 329
Honoraires	1 532 319	1 317 151	Subventions institutionnelles	8 180 338	4 538 471
Information/publications	2 879 982	2 171 876	Financements et Subventions d'exploitation	714 011	292 283
Transports	7 871 020	10 583 581	Produits des activités annexes	8 219	24 359
Déplacements et frais de mission	11 973 426	11 787 275	Autres produits de gestion courante	9 211 044	8 148 246
Frais de représentation	369 578	405 430	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	956 274	67 213
Frais postaux et de télécommunication	4 126 445	3 826 910	Autres produits d'exploitation	10 889 548	8 532 101
Frais bancaires et assimilés	465 952	478 303			
Subventions d'exploitation	6 674 066	3 024 161			
Services extérieurs	51 716 693	48 165 247			
Achats et services extérieurs	99 440 525	99 429 081			
Impôts, taxes et versements assimilés	2 468 193	2 340 740			
Salaires	20 779 679	19 062 958			
Indemnités	5 595 188	5 512 908			
Charges sociales et assurances	10 673 279	10 864 569			
Charges de personnel France	37 048 146	35 440 434			
Charges de personnel national	46 246 063	43 197 405			
Salaires et charges refacturées	7 020 883	6 187 042			
Autres charges de personnel	7 020 883	6 187 042			
Charges de personnel	90 315 092	84 824 881			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	1 784 690	749 921			
CHARGES D'EXPLOITATION	194 008 500	187 344 623	PRODUITS D'EXPLOITATION	197 215 075	176 682 383
Agios	173	136	Produits des créances	11 336	30 087
Pertes de change	864 757	610 235	Produits des placements	743 811	641 702
Dotations amortis/prov. - financières	35 447	242 390	Intérêts des comptes rémunérés	72 848	42 631
Charges / cessions VMP	-	-	Produits de change	640 173	928 480
			Reprise s/amortis et prov. financières	242 391	96 573
CHARGES FINANCIERES	900 377	852 761	PRODUITS FINANCIERS	1 710 559	1 739 473
Charges exceptionnelles	492 303	245 601	Produits exceptionnels	172 493	470 422
Dotations amortis/prov. - except.	194	10 841			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	492 497	256 442	PRODUITS EXCEPTIONNELS	172 493	470 422
TOTAL CHARGES	195 401 374	188 453 825	TOTAL PRODUITS	199 098 127	178 892 278
Ressources affectées non utilisées de l'exercice	599	467 531	Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	464 832	-
RESULTAT POSITIF	4 160 987	-	RESULTAT NEGATIF	-	10 029 078
TOTAL GENERAL	199 562 960	188 921 357	TOTAL GENERAL	199 562 960	188 921 357

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES MSF ASSOCIATION
(en euros)

EMPLOIS	Emplois de 2012	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2012	RESSOURCES	Ressources collectées en 2012	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2012
1- MISSIONS SOCIALES	171 127 228	132 705 589	REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		57 662 791
1.1 Réalisées en France	1 396 795	1 310 488	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	157 366 171	157 366 171
Versements à d'autres organismes agissant en France	3 080 000	2 273 241	1.1 Dons et legs collectés	54 337 157	
1.2 Réalisées à l'étranger	164 121 647	127 114 202	Dons manuels non affectés	609 820	
Actions réalisées directement	2 528 786	2 007 657	Dons et autres libéralités non affectés	13 803 177	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes			Legs et autres libéralités affectés	-	
			1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	88 616 016	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	12 288 038	11 388 502	2- AUTRES FONDS PRIVES	21 389 551	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	11 525 584	10 777 195	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	8 180 338	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	653 826	611 307	4- AUTRES PRODUITS	10 963 404	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	108 628	-			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	10 850 232	7 658 513			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	194 265 498		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	197 899 463	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 135 875		II - REPRISES DES PROVISIONS	1 198 664	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	599		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	464 832	
			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		464 233
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	4 160 987		V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
V - TOTAL GENERAL	199 562 960	151 752 603	VI - TOTAL GENERAL	199 562 960	157 830 404
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public	1 960 139				
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	153 712 742		VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		153 712 742
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		61 780 453

Fondation Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le comité de direction, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Fondation Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 5.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 22 mai 2013

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN FONDATION AU 31.12.2012

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Concessions / Licences	32 087	23 186	8 901	17 971	Dotation initiale	806 584	806 584
Immobilisations en cours					Dotation statutaire	39 099	39 099
Immobilisations incorporelles	32 087	23 186	8 901	17 971	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	500 000	
Terrains	3 081 999		3 081 999	2 419 898	Autres réserves	371 129	371 129
Constructions	8 026 045	2 802 522	5 223 523	1 352 654	Fonds disponibles	371 129	371 129
Installations et divers aménagements	1 628 640	301 984	1 326 656	22 936	Subventions et réserves d'investissement	1 458 109	1 931 115
Matériels, mobilier, informatique	8 129	5 990	2 139	2 841 624	Résultat	4 075 090	-161 973
Autres immobilisations	1 566 346	3 110 496	1 566 346	6 637 112	TOTAL FONDS PROPRES	7 250 011	2 985 954
Immobilisations corporelles	14 311 159	3 110 496	11 200 663	6 637 112			
Immobilisations financières							
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	14 343 246	3 133 682	11 209 564	6 655 083			
Stock de matières et autres approvisionnements					TOTAL PROVISION POUR RISQUES		
Stock de marchandises					Emprunts et dettes assimilés	4 968 763	
Financements à recevoir	15 682		15 682	3 500	Soldes créditeurs de banque	15 624	3 552 598
Dons à recevoir	703 353		703 353	3 712	Dettes Groupe MSF		175
Créances Clients Groupe MSF	11 472		11 472	2 996	Dettes autres sections MSF	461 411	1 128 902
Créances sur autres sections MSF	1 113		1 113	10 208	Dettes fournisseurs	193 654	234 358
Clients et comptes rattachés	731 620		731 620	676 357	Dettes fiscales et sociales		4 751
Autres créances	679 322		679 322	447 840	Indemnités à payer	5 639 452	4 920 784
Créances brutes	679 322		679 322	447 840	Dettes		
Valeurs mobilières de placement	163 596		163 596	447 840	Financements perçus d'avance		
Banques et CCP	163 596		163 596	117 946	Dons perçus d'avance		
Sol des trésoreries missions				117 945	Ecart de conversion passif		697
Caisse	163 596		163 596	117 945	Produits constatés d'avance		697
Disponibilités	163 596		163 596	117 945	Comptes de régularisation		
Ecart de conversion actif	105 360		105 360				
Charges constatées d'avance	105 360		105 360				
Comptes de régularisation							
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 679 898	3 133 682	1 679 898	1 252 352	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	5 639 452	4 921 481
TOTAL ACTIF	16 023 144	3 133 682	12 889 462	7 907 435	TOTAL PASSIF	12 889 462	7 907 435

COMPTE DE RESULTAT FONDATION AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Matières, fournitures et petit matériel	1 101	1 430	Dons privés	802 961	248 147
Achats de matières & autres appros	1 101	1 430	Dons organismes privés	4 003 100	50 912
Prestations de services diverses	42 516	41 062	Legs	397 946	-
Loyers et charges locatives	15 570	15 166	Dons privés	5 204 007	299 059
Assurances	12 060	9 346	Groupe MSF	748 670	902 812
Documentation	831	508	Prestations de services	748 670	902 812
Honoraires	21 564	53 103	Produits des activités annexes	4 180	4 180
Information/publications	74 366	33 834	Autres produits de gestion courante	109 308	71 388
Transports	290	954	Autres produits exploitation	113 488	75 569
Déplacements et frais de mission	25 599	15 481			
Frais de représentation	23 687	11 577			
Frais postaux et de télécommunication	370	234			
Frais bancaires et assimilés					
Subventions d'exploitation	724 569	288 512			
Services extérieurs	941 422	469 776			
Achats et services extérieurs	942 523	473 707			
Impôts, taxes et versements assimilés	79 917	70 315			
Salaires	417 377	464 844			
Charges sociales et assurances	188 145	211 543			
Charges de personnel France	605 522	676 387			
Salaires et charges refacturées	119 062	54 876			
Autres charges de personnel	119 062	54 876			
Charges de personnel	724 584	731 263			
Dotations amorts/prov. - exploitation	308 124	232 338			
CHARGES D'EXPLOITATION	2 055 149	1 507 622	PRODUITS D'EXPLOITATION	6 066 165	1 277 440
Pertes de change			Intérêts des comptes rémunérés	2 965	6 756
			Produits de change	688	0
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	3 653	6 756
Charges exceptionnelles	47	76	Produits exceptionnels	147	-
			Reprise sur subv / investissements	61 033	62 034
CHARGES EXCEPTIONNELLES	712	505	PRODUITS EXCEPTIONNELS	61 180	62 034
TOTAL CHARGES	2 055 908	1 508 203	TOTAL PRODUITS	6 130 998	1 346 230
RESULTAT POSITIF	4 075 090	-	RESULTAT NEGATIF	-	161 973
TOTAL GENERAL	6 130 998	1 508 203	TOTAL GENERAL	6 130 998	1 508 203

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES FONDATION MSF

EMPLOIS	Emplois de 2012	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2012	RESSOURCES	Ressources collectées en 2012	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2012
1- MISSIONS SOCIALES	1 683 866	686 715	REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		-
1.1 Réalisées en France Actions réalisées directement Versements à d'autres organismes agissant en France	999 297 684 569	2 146 684 569	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	4 189 074	4 189 074
1.2 Réalisées à l'étranger Actions réalisées directement Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1.1 Dons et legs collectés Dons manuels non affectés Dons manuels affectés Legs et autres libéralités non affectés Legs et autres libéralités affectés	741 481 61 480 397 946	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	239 348	235 818	2- AUTRES FONDS PRIVES	1 014 933	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	238 666	235 136	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	-	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	681	681	4- AUTRES PRODUITS	926 992	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	132 694	132 694			
1- TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	2 055 908		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	6 130 998	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS			II - REPRIS DES PROVISIONS	-	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES			III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	-	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	4 075 090		IV - VARIATION DES FONDS DEBIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		
V - TOTAL GENERAL	6 130 998	1 055 227	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		2 991 482	VI - TOTAL GENERAL	6 130 998	4 189 074
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		4 046 709	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		4 046 709
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		142 365

Médecins Sans Frontières Logistique

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières Logistique, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des dépréciations des stocks selon les modalités décrites dans la note D « Stocks de marchandises » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue, décrite dans la note D « Stocks de marchandises » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 23 mai 2013

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN MSF LOGISTIQUE AU 31.12.2012
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Concessions / Licences	829 094	780 144	48 950	158 195	Fonds associatif	630 195	630 195
Immobilisations en cours	14 394		14 394	12 851	Autres réserves	8 426 514	8 096 584
Immobilisations incorporelles	843 488	780 144	63 344	171 046	Fonds disponibles	8 426 514	8 096 584
Installations et divers aménagements	1 501 798	901 888	599 910	334 721			
Matériels, mobilier, informatique	583 787	425 309	158 478	125 175			
Autres immobilisations	92 863	78 064	14 799	30 135			
Immobilisations corporelles	2 178 448	1 405 261	773 187	490 031			
Dépôts et cautionnements	75 566	-	75 566	74 145			
Immobilisations financières	75 566	-	75 566	74 145	Résultat	-	329 931
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 097 502	2 185 405	912 097	735 222	TOTAL FONDS PROPRES	7 412 829	9 056 710
Stock de marchandises	17 890 014	687 916	17 202 098	15 873 035	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	68 414
Créances Clients Groupe MSF	259 924		259 924	1 885 099	Dettes Groupe MSF	9 776 149	9 768 843
Créances sur autres sections MSF	5 105 581		5 105 581	3 889 054	Dettes autres sections MSF	295 598	2 447 114
Clients et comptes rattachés	374 259	2 992	371 267	95 648	Dettes fournisseurs	8 356 889	6 007 697
Autres créances	95 865		95 865	83 863	Dettes fiscales et sociales	1 110 838	1 025 659
Créances brutes	5 835 628	2 992	5 832 636	5 953 664	Autres dettes	68 552	63 787
Banques	2 572 568		2 572 568	5 624 925	Dettes	19 608 026	19 313 100
Caisses	1 311		1 311	2 740	Financements perçus d'avance	-	312 969
Disponibilités	2 573 879	-	2 573 879	5 627 665	Ecart de conversion passif	54 000	-
Ecart de conversion actif	7		7	53 414	Produits constatés d'avance	-	415
Charges constatées d'avance	554 137		554 137	508 607	Comptes de régularisation	54 000	313 384
Comptes de régularisation	554 145	-	554 145	562 021	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	19 662 026	19 626 484
TOTAL ACTIF CIRCULANT	26 853 666	690 908	26 162 757	28 016 385	TOTAL PASSIF	27 074 854	28 751 607
TOTAL ACTIF	29 951 167	2 876 313	27 074 854	28 751 607			

COMPTE DE RESULTAT MSF LOGISTIQUE AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Médicaments et matériel médical	28 410 109	31 371 790	Groupe MSF	16 755 280	20 949 021
Nourriture	2 071 088	6 142 581	Autres MSF	23 451 707	28 483 454
Matériel logistique et sanitation	2 894 960	3 862 840	Extérieur	1 094 671	831 549
Équipement et matériel	2 574 827	3 585 887	Ventes de marchandises	41 301 658	50 264 024
Matières, fournitures et petit matériel	478 499	535 246			
Documentation	12 550	17 057	Groupe MSF	3 748 876	4 089 498
Transport sur achats	1 098 395	1 194 850	Autres MSF	10 185 276	9 155 631
Achats de marchandises	37 540 428	46 710 250	Extérieur	120 871	123 965
			Ventes de FRET	14 055 023	13 369 094
Variation de stocks de marchandises	- 1 580 934	- 3 180 051			
Achats de fret	13 115 110	12 466 221	Groupe MSF	124 309	107 380
			Autres MSF	55 944	67 406
Achats stockés de marchandises	49 074 605	55 996 420	Extérieur	19 900	20 440
			Prestations de services	200 153	195 226
Équipement et matériel	60 299	30 520	Financements et subventions d'exploitation	-	-
Matières, fournitures et petit matériel	215 515	147 449	Autres produits de gestion courante	642 721	459 801
Achats de matières & autres appros	275 814	177 970	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	436 045	333 774
			Autres produits d'exploitation	1 078 766	793 575
Prestations de services diverses	409 701	385 576			
Loyers et charges locatives	516 712	411 246			
Location de matériel	144 668	89 243			
Entretien, maintenance et réparations	287 917	238 301			
Assurances	103 697	98 449			
Documentation	8 089	4 418			
Honoraires	138 986	41 051			
Information/publications	1 216	1 412			
Transports	605	2 933			
Déplacements et frais de mission	121 635	83 993			
Frais de représentation	21 607	27 459			
Frais postaux et de télécommunication	89 962	79 614			
Frais bancaires et assimilés	9 959	10 510			
Services extérieurs	1 854 755	1 474 207			
Achats et services extérieurs	2 130 569	1 652 177			
Impôts, taxes et versements assimilés	1 791 202	1 732 349			
Salaires	3 798 538	3 671 866			
Charges sociales et assurances	1 791 202	1 732 349			
Charges de personnel	5 589 740	5 404 214			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	985 434	698 896			
CHARGES D'EXPLOITATION	58 336 096	64 288 249	PRODUITS D'EXPLOITATION	56 635 599	64 621 919
Agios	11 336	30 087	Produits des placements	9 639	-
Pertes de change	280 190	294 596	Intérêts des comptes rémunérés	-	22 855
Dotations amortis/prov. - financières	-	53 414	Produits de change	104 766	242 414
	-	-	Escomptes obtenus	377	829
			Reprise s/amortis et prov. financières	53 414	71 825
CHARGES FINANCIERES	291 526	378 098	PRODUITS FINANCIERS	158 558	337 924
Charges exceptionnelles	2 910	12 919	Produits exceptionnels	167 858	29 352
Dotations amortis/prov. - exceptionnelles	-	-	Reprise/amortis/prov. et transf. chges except.	15 000	20 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 910	12 919	PRODUITS EXCEPTIONNELS	182 858	49 352
TOTAL CHARGES	58 630 533	64 679 265	TOTAL PRODUITS	56 986 654	65 009 196
RESULTAT POSITIF	-	329 931	RESULTAT NEGATIF	1 643 879	-
TOTAL GENERAL	58 630 533	65 009 196	TOTAL GENERAL	58 630 533	65 009 196

Epicentre

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Epicentre, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 13 mai 2013

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Isabelle Tracq-Sengeissen', written over a faint circular stamp.

Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN EPICENTRE AU 31.12.2012

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Concessions / Licences	82 267	70 510	11 757	15 305			
Immobilisations incorporelles	82 267	70 510	11 757	15 305	Autres réserves	863 971	198 381
Installations et divers aménagements	1 592	1 592	-	-	Fonds disponibles	863 971	198 381
Matériels, mobilier, informatique	132 096	114 142	17 954	26 260			
Autres immobilisations	18 202	4 913	13 290	-			
Immobilisations corporelles	151 890	120 647	31 243	26 260			
Titres de participation	496		496	496			
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF France							
Dépôts et cautionnements	4 902		4 902	3 710			
Immobilisations financières	5 398	-	5 398	4 206	Résultat	-	665 590
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	239 556	191 157	48 399	45 771	TOTAL FONDS PROPRES	407 881	198 381
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	729	9 731
Financements à recevoir	225 260	96 390	128 870	240 336	Dettes Groupe MSF	2 134 978	1 871 020
Créances Clients Groupe MSF	1 889 791		1 889 791	2 292 866	Dettes autres sections MSF	190 313	460 688
Créances sur autres sections MSF	889 162		889 162	1 174 447	Dettes fournisseurs	183 709	120 994
Clients et comptes rattachés	33 486		33 486	85 808	Dettes fiscales et sociales	792 185	813 129
Autres créances	21 114		21 114	11 450	Autres dettes	5 591	8 602
Créances brutes	3 058 813	96 390	2 962 423	3 804 908	Dettes	3 306 775	3 274 432
Banques	547 247		547 247	106 753			
Soldes trésorerie missions	133 681		133 681	177 753	Financements perçus d'avance	-	-
Caisses	1 973		1 973	2 494	Ecart de conversion passif	3 786	566
Disponibilités	682 901	-	682 901	286 999	Comptes de régularisation	3 786	566
Ecart de conversion actif	444		444	9 456			
Charges constatées d'avance	25 005		25 005	1 565			
Comptes de régularisation	25 448	-	25 448	11 021			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 767 163	96 390	3 670 773	4 102 929	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	3 310 561	3 274 998
TOTAL ACTIF	4 006 718	287 547	3 719 171	4 148 699	TOTAL PASSIF	3 719 171	4 148 699

COMPTE DE RESULTAT EPICENTRE AU 31.12.2011

(en euros)

(en euros)	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Médicaments et matériel médical	743 453	356 376	Dons organismes privés	883 367	318 668
Nourriture	257	401	Dons privés	883 367	318 668
Matériel logistique et sanitation	198 101	139 224	Groupe MSF	3 529 971	3 689 526
Equipement et matériel	233 134	204 301	Autres MSF	1 341 531	1 799 321
Matières, fournitures et petit matériel	196 857	149 307	Extérieur	40 666	217 699
Etudes et prestations incorporées	273 439	350 726	Prestations de services	4 912 167	5 706 546
Achats pour revente	675	1 173	Financements Union Européenne	-	-
Achats de matières & autres appros	1 645 917	1 201 508	Autres financements	24 045	261 645
Prestations de services diverses	169 376	153 827	Subventions institutionnelles	24 045	261 645
Loyers et charges locatives	743 901	535 829	Autres produits de gestion courante	4 639 234	3 283 327
Location de matériel	18 134	-	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	33 075	27 000
Entretien, maintenance et réparations	155 476	120 115	Autres produits d'exploitation	4 672 309	3 310 327
Assurances	48 401	16 621			
Documentation	38 356	25 653			
Honoraires	44 401	37 558			
Information/publications	19 674	25 687			
Transports	313 821	250 763			
Déplacements et frais de mission	559 525	582 817			
Frais de représentation	47 909	37 180			
Frais postaux et de télécommunication	108 141	84 848			
Frais bancaires et assimilés	4 191	3 195			
Subventions d'exploitation	1 153	56			
Services extérieurs	2 272 460	1 874 149			
Achats et services extérieurs	3 918 377	3 075 656			
Impôts, taxes et versements assimilés	356 785	323 710			
Salaires	2 371 145	2 255 255			
Indemnités	-	179 170			
Charges sociales et assurances	1 175 200	1 059 340			
Charges de personnel France	3 546 345	3 493 766			
Charges de personnel national	1 667 587	1 040 426			
Salaires et charges refacturées	1 339 519	921 513			
Autres charges de personnel	1 339 519	921 513			
Charges de personnel	6 553 450	5 455 704			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	45 053	41 819			
CHARGES D'EXPLOITATION	10 873 664	8 896 889	PRODUITS D'EXPLOITATION	10 491 889	9 597 185
Agios	-	-	Intérêts des comptes rémunérés	19	-
Pertes de change	24 565	14 424	Produits de change	6 563	12 060
Dotations amortis/prov. - financières	729	9 731	Reprise s/ amortis et prov. financières	9 731	4 595
CHARGES FINANCIERES	25 294	24 155	PRODUITS FINANCIERS	16 313	16 655
Charges exceptionnelles	88 012	28 215	Produits exceptionnels	22 678	1 009
			Reprise s/ amortis & prov. et transf. chges except.	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	88 012	28 215	PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 678	1 009
TOTAL CHARGES	10 986 970	8 949 259	TOTAL PRODUITS	10 530 880	9 614 849
RESULTAT POSITIF	-	665 590	RESULTAT NEGATIF	456 089	-
TOTAL GENERAL	10 986 970	9 614 849	TOTAL GENERAL	10 986 970	9 614 849

BILAN MSF ASSISTANCE AU 31.12.2012
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	Autres réserves	50 000	50 000
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	Fonds disponibles	50 000	50 000
Immobilisations financières	-	-	-	-	Résultat	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	-	-	-	-	TOTAL FONDS PROPRES	50 000	50 000
Créances sur autres sections MSF	-	-	-	-	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Clients et comptes rattachés	60 470	-	60 470	68 257	Dettes Groupe MSF	9 418	24 155
Autres créances	-	-	-	10 000	Dettes fournisseurs	1 088	441
Créances brutes	60 470	-	60 470	78 257	Dettes fiscales et sociales	11 032	12 390
Banques	11 067	-	11 067	8 669	Autres dettes	-	-
Disponibilités	11 067	-	11 067	8 669	Dettes	21 538	36 985
Comptes de régularisation	-	-	-	59	Comptes de régularisation	-	-
TOTAL ACTIF CIRCULANT	71 538	-	71 538	86 985	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	21 538	36 985
TOTAL ACTIF	71 538	-	71 538	86 985	TOTAL PASSIF	71 538	86 985

COMPTE DE RESULTAT MSF ASSISTANCE AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Prestations de services diverses	72 486	64 672	Cartes de vœux	-	2 137
Loyers et charges locatives	-	1 153	Partenariats	103 755	120 409
Location de matériel	-	71	Ventes de produits	103 755	122 546
Information/publications	-	1 550	Produits des activités annexes	30 264	37 123
Frais bancaires et assimilés	118	115	Autres produits de gestion courante	3	2
Subventions d'exploitation	29 442	62 221	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation		
Services extérieurs	102 046	129 782	Autres produits d'exploitation	30 267	37 125
Achats et services extérieurs	102 046	129 782			
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-			
Salaires et charges refacturés	31 974	29 887			
Charges de personnel	31 974	29 887			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	-	-			
CHARGES D'EXPLOITATION	134 020	159 669	PRODUITS D'EXPLOITATION	134 023	159 671
Pertes de change	2	2	Produits de change		
CHARGES FINANCIERES	2	2	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles			Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	134 023	159 671	TOTAL PRODUITS	134 023	159 671
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	134 023	159 671	TOTAL GENERAL	134 023	159 671

BILAN EUP AU 31.12.2012

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Films produits	2 670 529	2 670 529	-	-	Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences	2 850	2 850	-	942	Report à nouveau	253	253
Immobilisations en cours	20 238	20 238	20 238	3 948	Réserve légale	800	800
Immobilisations incorporelles	2 693 617	2 673 379	20 238	4 890	Réserves disponibles	1 053	1 053
Matériels, mobilier, informatique	54 635	36 298	18 337	12 645			
Autres immobilisations	50 420	49 315	1 104	947			
Immobilisations en cours	-	-	-	-			
Immobilisations corporelles	105 055	85 613	19 441	13 592	Résultat	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 798 672	2 758 993	39 679	18 482	TOTAL FONDS PROPRES	9 053	9 053
Stock de matières et autres approvisionnements	1 211	-	1 211	1 000	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Stock de marchandises	-	-	-	-	Dettes Groupe MSF	43 395	93 104
Créances Clients Groupe MSF	75 904	-	75 904	199 566	Dettes fournisseurs	1 875	8 692
Créances sur autres sections MSF	-	-	-	5 700	Dettes fiscales et sociales	112 806	120 426
Clients et comptes rattachés	2 213	-	2 213	-	Autres dettes	-	-
Autres créances	2 444	-	2 444	1 810	Dettes	158 077	222 222
Créances brutes	80 561	-	80 561	207 076	Ecart de conversion passif	17	-
Banques	45 696	-	45 696	2 365	Comptes de régularisation	17	-
Disponibilités	45 696	-	45 696	2 365			
Ecart de conversion actif	-	-	-	2 352			
Charges constatées d'avance	-	-	-	2 352			
Comptes de régularisation	-	-	-	2 352			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	127 468	-	127 468	212 793	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	158 094	222 222
TOTAL ACTIF	2 926 140	2 758 993	167 147	231 275	TOTAL PASSIF	167 147	231 275

COMPTE DE RESULTAT EUP AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Matériel logistique et sanitation	14	-	Groupe MSF	198 082	282 168
Equipement et matériel	1 902	4 613	Autres MSF	2 210	7 445
Matières, fournitures et petit matériel	3 209	2 545	Extérieur	43 717	2 642
Variation de stocks de matières & autres appros	211	287	Prestations de services	244 009	292 255
Achats de matières & autres appros	4 915	7 445	Financements et subventions d'exploitation	39 208	43 155
Prestations de services diverses	10 533	10 228	Production immobilisée	25 192	17 306
Loyers et charges locatives	22 224	21 647	Production en cours	16 290	3 948
Location de matériel	-	-	Produits des activités annexes	169	439
Entretien, maintenance et réparations	2 541	1 800	Autres produits de gestion courante	8 576	9 445
Assurances	2 351	2 351	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	2 746	-
Documentation	11	250	Autres produits d'exploitation	92 181	74 292
Honoraires	5 641	9 940			
Information/publications	-	-			
Transports	81	-			
Déplacements et frais de mission	5 143	11 743			
Frais de représentation	-	-			
Frais postaux et de télécommunication	1 242	1 371			
Frais bancaires et assimilés	200	116			
Services extérieurs	49 969	59 445			
Achats et services extérieurs	54 884	66 891			
Impôts, taxes et versements assimilés	3 957	4 708			
Salaires	146 072	159 442			
Charges sociales et assurances	74 258	78 738			
Charges de personnel France	220 330	238 181			
Salaires et charges refacturés	23 586	23 612			
Autres charges de personnel	23 586	23 612			
Charges de personnel	243 916	261 793			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	38 086	29 563			
CHARGES D'EXPLOITATION	340 843	362 954	PRODUITS D'EXPLOITATION	336 190	366 547
Pertes de change	30	43	Produits de change	-	24
CHARGES FINANCIERES	30	43	PRODUITS FINANCIERS	-	24
Charges exceptionnelles	10 571	4 410	Produits exceptionnels	15 254	836
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 571	4 410	PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 254	836
TOTAL CHARGES	351 444	367 407	TOTAL PRODUITS	351 444	367 407
RESULTAT POSITIF	0	-	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	351 444	367 407	TOTAL GENERAL	351 444	367 407

BILAN SCI MSF AU 31.12.2012
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Frais de constitution	11 155	11 155	-	-	Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences					Autres réserves	548 438	525 876
Immobilisations incorporelles	11 155	11 155	-	-	Fonds disponibles	548 438	525 876
Terrains	2 080 993	-	2 080 993	2 080 993			
Constructions	2 504 409	1 576 751	927 659	1 276 152			
Installations et divers aménagements	1 923 030	1 448 951	474 079	186 490			
Matériels, mobilier, informatique	-	-	-	45 252			
Immobilisations en cours	-	-	-	14 643			
Immobilisations corporelles	6 508 432	3 025 702	3 482 731	3 603 531			
Titres de participation	9 982	-	9 982	9 982			
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-			
Immobilisations financières	9 982	-	9 982	9 982	Résultat	17 979	22 562
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 529 570	3 036 857	3 492 713	3 613 513	TOTAL FONDS PROPRES	574 417	556 438
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Créances Clients Groupe MSF	37 794	-	37 794	37 225	Dettes Groupe MSF	2 939 166	3 060 062
Autres créances	-	-	-	668	Dettes fournisseurs	19 067	40 910
Créances brutes	37 794	-	37 794	37 892	Dettes fiscales et sociales	412	412
Banques	121	-	121	3 920	Dettes	2 958 645	3 101 384
Disponibilités	121	-	121	3 920			
Charges constatées d'avance	2 434	-	2 434	2 496			
Comptes de régularisation	2 434	-	2 434	2 496			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	40 349	-	40 349	44 308	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	2 958 645	3 101 384
TOTAL ACTIF	6 569 918	3 036 857	3 533 062	3 657 822	TOTAL PASSIF	3 533 062	3 657 822

COMPTE DE RESULTAT SCI MSF AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Equipement et matériel	-	1 406			
Matières, fournitures et petit matériel	72 123	64 995	Groupe MSF	522 322	498 160
Achats de matières & autres appros	72 123	66 401	Prestations de services	522 322	498 160
			Autres produits de gestion courante	902	963
Entretien, maintenance et réparations	232 792	208 001	Autres produits d'exploitation	902	963
Honoraires	7 157	11 221			
Frais bancaires et assimilés	17	22			
Services extérieurs	239 966	219 243			
Achats et services extérieurs	312 090	285 645			
Impôts, taxes et versements assimilés	28 601	27 425			
Salaires et charges refacturées	5 633	5 454			
Charges de personnel	5 633	5 454			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	158 921	158 037			
CHARGES D'EXPLOITATION	505 245	476 561	PRODUITS D'EXPLOITATION	523 224	499 123
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Dotations amorts/prov. - exceptionnelles			Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	505 245	476 561	TOTAL PRODUITS	523 224	499 123
RESULTAT POSITIF	17 979	22 562	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	523 224	499 123	TOTAL GENERAL	523 224	499 123

BILAN SCI SABIN AU 31.12.2012
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2012	Net 2011	PASSIF	2012	2011
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	Capital	152	152
Constructions	215 975	190 913	25 062	18 164	Autres réserves	37 210	12 747
Installations et divers aménagements	90 863	83 124	7 739	19 244	Fonds disponibles	37 210	12 747
Immobilisations corporelles	306 837	274 036	32 801	37 409	Résultat	24 286	24 463
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	TOTAL FONDS PROPRES	61 648	37 362
Prêts	-	-	-	-	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	Dettes Groupe MSF	-	412
Immobilisations financières	-	-	-	-	Dettes fournisseurs	2 535	9 201
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	306 837	274 036	32 801	37 409	Dettes fiscales et sociales	905	519
Créances Clients Groupe MSF	31 536	-	31 536	5 646	Dettes	3 440	10 132
Autres créances	31 536	-	31 536	5 646	Comptes de régularisation	-	-
Créances brutes	31 536	-	31 536	5 646	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	3 440	10 132
Banques et CCP	506	-	506	3 959	TOTAL PASSIF	65 088	47 494
Disponibilités	506	-	506	3 959			
Charges constatées d'avance	245	-	245	480			
Comptes de régularisation	245	-	245	480			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	32 286	-	32 286	10 085			
TOTAL ACTIF	339 124	274 036	65 088	47 494			

COMPTE DE RESULTAT SCI SABIN AU 31.12.2012

(en euros)

CHARGES	2012	2011	PRODUITS	2012	2011
Matières, fournitures et petit matériel	13 518	12 010	Groupe MSF	84 859	80 231
Achats de matières & autres appros	13 518	12 010	Prestations de services	84 859	80 231
Entretien, maintenance et réparations	33 224	29 718			
Honoraires	73	1 812			
Frais bancaires et assimilés	8	7			
Services extérieurs	33 306	31 537			
Achats et services extérieurs	46 823	43 547			
Impôts, taxes et versements assimilés	4 109	3 667			
Salaires et charges refacturées	2 816	2 727			
Charges de personnel	2 816	2 727			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	6 558	5 827			
CHARGES D'EXPLOITATION	60 307	55 768	PRODUITS D'EXPLOITATION	84 859	80 231
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles	266		Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	266	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	60 573	55 768	TOTAL PRODUITS	84 859	80 231
RESULTAT POSITIF	24 286	24 463	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	84 859	80 231	TOTAL GENERAL	84 859	80 231

CHAPITRE 4

LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

PRINCIPES GENERAUX DE PRESENTATION	126
SYNTHESE FINANCIERE DES OPERATIONS	128
LES MISSIONS	130

LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

1. PRINCIPES GENERAUX DE PRESENTATION

1.1 DEPENSES D'OPERATIONS PAR PAYS

Les dépenses d'opérations de l'association MSF sont présentées dans le paragraphe 2.1 par pays d'intervention et selon les

principales natures de dépenses telles qu'explicitées ci-dessous.

- ✓ Dépenses de personnel : ce regroupement comprend tous les frais engagés par l'association liés aux acteurs de terrain expatriés ou locaux (éléments de rémunération, charges sociales et assurances, frais médicaux, frais de vie et de logement des équipes).
- ✓ Dépenses médicales et nutrition: ce poste recouvre les achats des missions en médicaments, vaccins et nourriture, en matériels et équipements médicaux et de laboratoire, ainsi que les dépenses liées aux structures médicales.
- ✓ Logistique et sanitation : sont compris sous cet intitulé les achats des missions en équipements et matériels logistiques et d'assainissement, en articles de secours non médicaux, ainsi que les travaux de construction et de réhabilitation entrepris.
- ✓ Transport et stockage : cette famille recense principalement les coûts liés à l'achat, la location et l'entretien des véhicules, au fret lié à l'approvisionnement des missions, et aux entrepôts de stockage.
- ✓ Frais de déplacement : ils comprennent les frais de déplacement des expatriés se rendant dans les pays d'intervention (transport, démarches administratives...), ainsi que les coûts du transport des équipes MSF sur les terrains.
- ✓ Frais administratifs et fonctionnement : cette catégorie recense les charges associées au fonctionnement général et administratif des missions, telles que les loyers, les équipements et dépenses de communication, les équipements et fournitures de bureaux, impositions diverses et frais financiers locaux, les charges exceptionnelles et les écarts de change constatés localement.
- ✓ Autres dépenses (formation, dons...) : la formation et l'appui local représentent les charges engagées pour l'organisation de formations, les dons en matériel, médicaments... accordés par MSF aux structures de santé sur le terrain.

Les dépenses d'opérations correspondant à l'activité épidémiologique d'Epicentre sur les missions de l'association sont isolées sur une ligne intitulée « Epicentre ». Une colonne met en évidence les versements à

d'autres organismes, une autre intègre les dépenses d'opérations engagées pour le compte d'autres sections donnant lieu à refacturation.

1.2 RESSOURCES AFFECTEES PAR PAYS

Les ressources affectées aux missions, présentées dans le paragraphe 2.2, proviennent des dons issus de la générosité publique affectés par les donateurs à des programmes particuliers, des financements affectés par des bailleurs institutionnels, des conventions de financement conclues avec les autres sections MSF et des autres ressources générées par les activités de terrain. Ces ressources sont présentées nettes de la part allouée au financement du support des missions fourni par le siège. Ce support opérationnel comprend la coordination des programmes, les services d'appui médical et logistique, l'activité du

service de gestion financière des missions et le service des ressources humaines terrain. Cette part est déterminée de manière contractuelle pour les financements publics institutionnels, et représente, pour les financements des sections jusqu'à 15% des contributions hors fonds affectés par leurs donateurs. Les fonds affectés par les donateurs et les autres ressources générées sur le terrain sont entièrement alloués aux opérations concernées. Pour chaque pays, les dépenses nettes représentent le montant des opérations qui est financé par des ressources non affectées d'origine privée.

1.3 DETAIL DES OPERATIONS PAR PAYS

Les missions de l'association sont présentées ci-après sous la forme de tableaux synthétiques par pays. Pour chacun des pays d'interventions de l'association ces tableaux indiquent le

volume financier des opérations engagées par projet en milliers d'euros (K€), identifient les bailleurs institutionnels et fournissent l'effectif moyen du personnel de terrain.

Ces tableaux sont constitués de trois parties :

- ✓ Une première partie présentant les dépenses d'opérations par projet ;
- ✓ Une deuxième partie détaillant pour le pays concerné le montant des financements octroyés par des bailleurs institutionnels (gouvernements, agences européennes et internationales) ainsi que la part que représente ces fonds dans le financement des projets ;
- ✓ Une troisième partie récapitulant l'effectif moyen en équivalent temps-plein, tous projets confondus à l'échelle du pays, des expatriés, du personnel local sous contrat MSF, des employés du ministère de la santé rémunérés par MSF au prorata de leur temps de travail avec l'association, et des journaliers.

2. SYNTHÈSE FINANCIÈRE DES OPÉRATIONS

2.1 DETAIL DES DEPENSES D'OPÉRATIONS (EN MILLIERS D'EUROS)

Pays	Personnel	Dépenses médicales et nutrition	Logistique et sanitation	Transport et stockage	Frais de déplacements	Frais administratifs et fonctionnement	Autres dépenses (formation, dons)	Total dépenses d'opérations réalisées en France et à l'étranger	Versements à d'autres organismes	Dépenses d'opérations pour le compte d'autres sections	Total
Arménie	1 340	247	38	77	93	115	12	1 922			1 922
Burkina Faso	1 513	250	112	291	74	103	2	2 346			2 346
Cambodge	1 009	351	136	76	93	67	36	1 768			1 768
Chine	424	102	97	17	49	31	0	719			719
Colombie	1 760	410	99	81	107	180	1	2 638			2 638
Congo (RDC)	6 234	1 565	237	1 129	508	491	50	10 215			10 215
Congo Brazzaville	1 516	510	187	342	220	148	3	2 925			2 925
Côte d'Ivoire	2 434	741	106	365	186	133	17	3 983			3 983
Ethiopie	1 233	216	76	407	127	123	1	2 183			2 183
Géorgie	553	109	17	59	22	81	21	862			862
Haiti	7 333	1 701	549	530	262	145	3	10 523			10 523
Iran	596	89	65	29	22	102	2	904			904
Jordanie	3 586	4 460	34	115	176	311	20	8 704			8 704
Kenya	3 968	1 216	207	177	241	275	36	6 121			6 121
Laos	203	0	8	173	43	35	0	462			462
Madagascar	607	169	41	197	150	67	4	1 235			1 235
Malawi	2 254	1 158	47	375	171	181	2	4 190			4 190
Mali	2 460	1 508	229	687	197	142	10	5 232			5 232
Mauritanie	332	82	31	126	64	15	0	649			649
Mission France	842	159	7	0	3	191	0	1 203			1 203
Mongolie	0	0	0	0	1	-12	39	28			28
Niger	422	773	123	337	82	41	5	1 784	1 252		3 036
Nigéria	5 005	1 719	409	553	477	313	4	8 480			8 480
Ouganda	1 359	1 044	55	253	129	83	24	2 948			2 948
Pakistan	2 207	628	137	219	270	158	0	3 619			3 619
Palestine	1 841	189	13	133	78	137	4	2 395			2 395
Papouasie Nouv. Guinée	775	216	161	224	202	107	5	1 690			1 690
Philippines	85	16	66	19	35	5	0	226			226
Rep. Centrafricaine	2 349	1 665	399	893	275	235	12	5 828			5 828
Russie	1 181	373	0	42	52	180	5	1 833			1 833
Sénégal	161	58	1	50	24	7	1	301			301
Somalie	2 238	827	191	620	164	155	59	4 256	56		4 256
Soudan du Sud	5 422	1 481	879	2 475	915	523	-53	11 642			11 698
Sri Lanka	557	12	10	31	37	7	5	658			658
Syrie	762	1 509	135	141	262	127	196	3 132			3 132
Tchad	1 997	761	272	850	204	253	9	4 346			4 346
Yémen	3 636	2 378	299	349	272	159	3	7 096			7 096
Epicentre	0	6 662	0	0	0	0	0	6 662			6 662
Missions diverses	1 220	217	8	32	199	176	2	1 853	360	4 895	7 108
Total	71 416	35 570	5 483	12 477	6 486	5 590	540	137 561	1 668	4 895	144 124

2.2 DETAIL DES RESSOURCES AFFECTEES PAR PAYS

Pays	Sources de financement										Autres sections MSF		Autres produits		Total financement des opérations		Rétaction opérations autres sections		Total	Dépenses nettes
	Donations privées affectées	France	Entreprises & autres organismes privés	Financements institutionnels et collectivités locales	MSF Emirats	Section MSF Australie	Section MSF Japon	Section MSF USA	Autres sections MSF	Autres produits	Total financement des opérations	Rétaction	opérations autres sections							
Arménie	0	0	0	0	0	690	539	0	0	26	1 254	0	1 254	668						
Burkina Faso	1	0	0	732	0	568	79	10	0	0	1 390	0	1 390	956						
Cambodge	0	0	0	0	0	1 042	2	0	0	54	1 098	0	1 098	670						
Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56	56	0	56	663						
Colombie	0	0	0	0	0	1 001	402	0	0	0	2 049	0	2 049	589						
Congo (RDC)	9	0	0	136	0	1 669	3 099	0	0	0	8 460	0	8 460	1 755						
Congo Brazzaville	0	0	9	3	0	534	393	0	0	0	2 229	0	2 229	696						
Côte d'Ivoire	0	0	0	14	0	0	3 212	0	0	0	3 226	0	3 226	757						
Ethiopie	0	0	0	275	0	0	714	0	0	0	990	0	990	1 193						
Géorgie	0	0	0	0	0	0	322	0	0	5	328	0	328	534						
Haiti	50	0	0	0	51	1 647	5 072	0	0	0	9 788	0	9 788	735						
Iran	0	0	0	0	0	410	0	0	0	0	410	0	410	494						
Jordanie	40	106	0	130	11	2 053	3 284	57	12	12	7 287	0	7 287	1 417						
Kenya	0	0	0	0	0	1 709	1 283	0	245	245	5 278	0	5 278	843						
Laos	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	126	0	126	335						
Madagascar	10	0	0	3	0	615	0	0	0	0	630	0	630	605						
Malawi	7	0	0	254	0	1 367	794	0	24	24	3 311	0	3 311	878						
Mali	71	43	0	935	2	984	635	0	0	0	3 707	0	3 707	1 524						
Mauritanie	0	0	0	183	0	0	3	0	0	0	187	0	187	463						
Mission France	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1 201						
Mongolie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28						
Niger	2	0	0	748	0	0	670	0	3	3	1 422	0	1 422	1 614						
Nigeria	2	0	0	723	0	956	1 237	8	21	21	7 514	0	7 514	966						
Ouganda	0	0	0	0	0	683	376	0	8	8	2 250	0	2 250	697						
Pakistan	1	0	0	0	0	1 024	1 903	4	1	1	2 933	0	2 933	686						
Palestine	2	0	0	0	0	0	1 712	8	11	11	1 732	0	1 732	662						
Papouasie Nouv. Guinée	0	0	0	0	0	0	715	0	0	0	1 014	0	1 014	676						
Philippines	0	0	0	0	0	0	0	185	0	0	185	0	185	41						
Rep. Centrafricaine	3	0	0	576	0	855	3 395	0	1	1	4 831	0	4 831	997						
Russie	1	0	0	0	0	0	1 003	0	17	17	1 560	0	1 560	273						
Sénégal	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	7	0	7	294						
Somalie	2	59	0	0	4	801	1 673	0	1	1	2 891	0	2 891	1 365						
Soudan du Sud	314	246	0	2 419	1	1 788	4 343	0	0	0	9 496	0	9 496	2 202						
Sri Lanka	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	7	0	7	651						
Syrie	20	1	0	0	3	1 013	957	46	0	0	2 041	0	2 041	1 091						
Tchad	2	0	0	707	2	546	1 389	0	17	17	3 279	0	3 279	1 067						
Yémen	0	0	0	0	0	1 872	3 868	0	315	315	6 205	0	6 205	891						
Epicentre	0	0	0	0	0	0	282	0	0	0	282	0	282	6 380						
Missions diverses	1	0	0	0	0	0	23	58	759	0	841	5 027	5 868	1 240						
Total	538	466	7 842	72	21 528	18 307	49 591	376	1 576	100 296	5 027	105 322	38 801							

ARMÉNIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Erevan	596
Erevan tuberculose multirésistante	806
Provinces du Nord tuberculose	495
Cohorte pédiatrique tuberculose multirésistante	26
TOTAL	1 922

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	11
Personnel Local sous contrat MSF	81
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	92

Commentaires :

BURKINA FASO

Par projet	Dépenses K€
Coordination Ouagadougou	745
Réfugiés Oudalan	474
Titao nutrition	1 128
TOTAL	2 346

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union Européenne)	732
TOTAL	732

Part des financeurs institutionnels : 31%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	161
Personnel sous incentive ou journalier	3
TOTAL	177

Commentaires :

Fermeture du projet Titao.
Projet d'urgence Oudalan (Déou) fermeture prévue mi 2013.

CAMBODGE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Phnom Penh	519
Kampong Cham	1 032
Phnom Penh prison	163
Infections à mycobactéries non tuberculeuses	53
TOTAL	1 767

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	88
Personnel sous incentive ou journalier	27
TOTAL	128

Commentaires :

CHINE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Pékin	392
Urgences	288
Hôpital Donglan	22
Guangzhou MST	17
TOTAL	719

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	4
Personnel Local sous contrat MSF	8
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	12

Commentaires :

COLOMBIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Bogota	650
Buenaventura Centre de santé	1 426
Vallée du Cauca Tuberculose	562
TOTAL	2 638

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	93
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	106

Commentaires :

REP. DEM. DU CONGO (RDC)

Par projet	Dépenses K€
Coordination Goma & Kinshasa	1 613
Rutshuru	3 981
Nyanzale	721
Déplacés Kanyaruchina	218
Kayna Pédiatrie urgence	96
Punk réponses aux urgences	327
Coordination Lubumbashi	886
Kalémie	1 050
Déplacés Mitwaba	318
Kabalo Paludisme	146
Choléra Lubumbashi	40
Puka réponses aux urgences	819
TOTAL	10 215

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Suède	136
TOTAL	136

Part des financeurs institutionnels : 1%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	36
Personnel Local sous contrat MSF	418
Personnel sous incentive ou journalier	190
TOTAL	644

Commentaires :

REPUBLIQUE DU CONGO (BRAZZA)

Par projet	Dépenses K€
Coordination Brazzaville	733
Betou urgence réfugiés	2 192
TOTAL	2 925

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Danemark	3
TOTAL	3

Part des financeurs institutionnels : 0.1%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	17
Personnel Local sous contrat MSF	169
Personnel sous incentive ou journalier	13
TOTAL	199

Commentaires :

COTE D'IVOIRE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Abidjan	963
Guiglo	896
Duekoue	2 124
TOTAL	3 982

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Danemark	14
TOTAL	14

Part des financeurs institutionnels : 0.3%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	20
Personnel Local sous contrat MSF	316
Personnel sous incentive ou journalier	60
TOTAL	396

Commentaires :

ETHIOPIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Addis Abeba	570
Gambella soins primaires	960
Bale Nutrition	72
Beni-Shangul	225
Bambassi urgence réfugiés	356
TOTAL	2 183

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union Europeenne)	275
TOTAL	275

Part des financeurs institutionnels : 13%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	18
Personnel Local sous contrat MSF	195
Personnel sous incentive ou journalier	55
TOTAL	268

Commentaires :

Fin des activités à Bale en mars 2012.
 Fin des activités d'urgence de santé primaire et secondaire dans la zone de Beni-Shangul en avril 2012.
 Ouverture en juin 2012 d'un programme nutrition dans le camp de Bambassi dans la région de Assossa.

GEORGIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Tbilissi	297
Abkhasie accès aux soins	80
Abkhasie tuberculose	436
Kala Azar	49
TOTAL	862

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	3
Personnel Local sous contrat MSF	31
Personnel sous incentive ou journalier	10
TOTAL	44

Commentaires :

HAITI

Par projet	Dépenses K€
Coordination Port au Prince	1 747
Drouillard Prise en charge choléra	249
Drouillard hôpital Chirurgical	8 328
Projet pilote hôpital	199
TOTAL	10 523

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	31
Personnel Local sous contrat MSF	633
Personnel sous incentive ou journalier	18
TOTAL	682

Commentaires :

Réponse aux troisième (Avril - juin) et quatrième (débuté en novembre 2012) pics épidémiques choléra à Port-au-Prince.

IRAN

Par projet	Dépenses K€
Coordination Téhéran	403
Clinique Sud Téhéran	501
TOTAL	904

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	2
Personnel Local sous contrat MSF	19
Personnel sous incentive ou journalier	63
TOTAL	84

Commentaires :

JORDANIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Amman	914
Hopital d'Amman - Chirurgie reconstructrice	6 622
Réseau régional	586
Unité de trauma patients syriens	581
TOTAL	8 704

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	15
Personnel Local sous contrat MSF	145
Personnel sous incentive ou journalier	15
TOTAL	175

Commentaires :

Augmentation du nombre de patients de toutes origines (Jordanie, Syrie, Yemen, Palestine). Nombreux patients syriens en réponse à la crise en Syrie avec ouverture d'une unité de trauma dans l'hôpital d'Amman dédiée aux patients syriens.

Développement du réseau régional dans les pays limitrophes (Jordanie, Yemen, Syrie).

KENYA

Par projet	Dépenses K€
Coordination Nairobi	1 053
Homa Bay Sida	2 281
Mathare Sida	2 788
TOTAL	6 121

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Mairie de Paris	120
Gouvernement Danemark	10
TOTAL	130

Part des financeurs institutionnels : 2%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	18
Personnel Local sous contrat MSF	225
Personnel sous incentive ou journalier	14
TOTAL	257

Commentaires :

LAOS

Par projet	Dépenses K€
Coordination Vientiane	228
Houaphan: soins femmes et enfants	234
TOTAL	462

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Danemark	3
TOTAL	3

Part des financeurs institutionnels : 1%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	3
Personnel Local sous contrat MSF	
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	3

Commentaires :

MADAGASCAR

Par projet	Dépenses K€
Coordination Tananarive	432
Bekili soins femmes et enfants	803
TOTAL	1 235

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Danemark	3
TOTAL	3

Part des financeurs institutionnels : 0.2%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	54
Personnel sous incentive ou journalier	8
TOTAL	75

Commentaires :

MALAWI

Par projet	Dépenses K€
Coordination Lilongwe	770
Chiradzulu Sida	915
Décentralisation Chiradzulu Sida	2 500
Laboratoires décentralisés CD4 et charge virale	5
TOTAL	4 190

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Norvège	254
TOTAL	254

Part des financeurs institutionnels : 6%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	21
Personnel Local sous contrat MSF	208
Personnel sous incentive ou journalier	272
TOTAL	501

Commentaires :

MALI

Par projet	Dépenses K€
Coordination Bamako	885
Koutiala médico-nutritionnel	2 137
Recherche opérationnelle en nutrition intégrée	526
Koutiala SMC (Seasonal Malaria Chimio-prevention)	479
Intervention nord Mali	1 205
TOTAL	5 232

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union européenne)	935
TOTAL	935

Part des financeurs institutionnels : 18%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	24
Personnel Local sous contrat MSF	337
Personnel sous incentive ou journalier	76
TOTAL	437

Commentaires :

Mise en place du traitement préventif du paludisme saisonnier à Koutiala.
Intervention dans le nord Mali avec prise en charge de l'hôpital régional de Tombouctou et support à des structures de santé de la région.

MAURITANIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Nouakchott	191
Brakna nutrition	429
Aghor réfugiés	30
TOTAL	649

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Suède	183
TOTAL	183

Part des financeurs institutionnels : 28%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	6
Personnel Local sous contrat MSF	11
Personnel sous incentive ou journalier	7
TOTAL	24

Commentaires :

MISSION FRANCE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Paris	86
Soins psychologiques aux réfugiés	1 117
TOTAL	1 203

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	13

Commentaires :

MONGOLIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Ulan Bator	28
TOTAL	28

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	
Personnel Local sous contrat MSF	
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	0

Commentaires :
Fermeture de la mission en 2011.

NIGER

Par projet	Dépenses K€
Coordination Niamey	248
Soutien Forsani nutrition	2 170
Abala réfugiés	618
TOTAL	3 036

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union européenne)	748
TOTAL	748

Part des financeurs institutionnels : 25%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	7
Personnel Local sous contrat MSF	19
Personnel sous incentive ou journalier	69
TOTAL	95

Commentaires :
Interventions réalisées en partenariat avec l'ONG nigérienne ForSaNi.

NIGERIA

Par projet	Dépenses K€
Coordination Abuja	1 413
Jigawa santé des femmes	2 272
Nord Nigéria nutrition	230
Port Harcourt chirurgie	4 516
Adamawa inondations	50
TOTAL	8 480

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Europeaid (Union européenne)	697
Gouvernement Danemark	26
TOTAL	723

Part des financeurs institutionnels : 9%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	35
Personnel Local sous contrat MSF	466
Personnel sous incentive ou journalier	96
TOTAL	597

Commentaires :

OUGANDA

Par projet	Dépenses K€
Coordination Kampala	742
Arua Sida	2 205
TOTAL	2 948

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	15
Personnel Local sous contrat MSF	159
Personnel sous incentive ou journalier	33
TOTAL	207

Commentaires :

PAKISTAN

Par projet	Dépenses K€
Coordination Islamabad	696
Hangu soins d'urgences hôpital	1 232
Peshawar soins gynéco-obstétriques	1 305
Kurram	386
TOTAL	3 619

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	23
Personnel Local sous contrat MSF	329
Personnel sous incentive ou journalier	27
TOTAL	379

Commentaires :

PALESTINE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Jérusalem	525
Gaza soins post-opératoires	93
Gaza chirurgie	1 239
Naplouse	536
TOTAL	2 395

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	9
Personnel Local sous contrat MSF	55
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	64

Commentaires :

Gaza : arrêt de l'activité soins psychologiques en 2012.

PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Port Moresby	412
Buin hôpital	1 278
TOTAL	1 690

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	14
Personnel Local sous contrat MSF	31
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	45

Commentaires :

PHILIPPINE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Legaspy/Manilla	9
Philippines mindanao inondations	58
Manila inondations	129
Bopha inondations	31
TOTAL	226

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	2
Personnel Local sous contrat MSF	
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	2

Commentaires :

En 2012, 3 interventions aux Philippines sur trois urgences différentes.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Bangui	1 173
Paoua	2 605
Carnot	2 050
TOTAL	5 828

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Suède	573
Gouvernement Danemark	3
TOTAL	576

Part des financeurs institutionnels : 10%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	34
Personnel Local sous contrat MSF	249
Personnel sous incentive ou journalier	89
TOTAL	372

Commentaires :

RUSSIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Moscou	490
Grozny cardiologie	276
Grozny gynéco-obstétrique et pédiatrie	1 067
TOTAL	1 833

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	3
Personnel Local sous contrat MSF	45
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	48

Commentaires :

SENEGAL

Par projet	Dépenses K€
Coordination Dakar	73
Djournal nutrition	228
TOTAL	301

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	2
Personnel Local sous contrat MSF	
Personnel sous incentive ou journalier	6
TOTAL	8

Commentaires :

SOMALIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Nairobi	734
Mogadiscio déplacés	2 640
Dayniile	882
TOTAL	4 256

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	9
Personnel Local sous contrat MSF	153
Personnel sous incentive ou journalier	138
TOTAL	300

Commentaires :

Activités médicales dans le camp de déplacés de Jaziira à Mogadiscio.

SOUDAN DU SUD

Par projet	Dépenses K€
Coordination Juba	1 835
Aweil gynéco-obstétrique	3 970
Coordination urgence	274
Support aux structures médicales	1 248
Yida	2 836
Renk	889
Avion	645
TOTAL	11 698

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union Européenne)	357
Gouvernement Suède	889
Gouvernement Norvège	638
Gouvernement Allemagne	400
Gouvernement Danemark	134
TOTAL	2 419

Part des financeurs institutionnels : 21%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	60
Personnel Local sous contrat MSF	406
Personnel sous incentive ou journalier	46
TOTAL	512

Commentaires :

Fermeture du programme de Renk en juin 2012.

SRI LANKA

Par projet	Dépenses K€
Coordination Colombo	255
Hôpital de Mullaitivu	403
TOTAL	658

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	7
Personnel Local sous contrat MSF	51
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	58

Commentaires :

Fermeture du pays en Octobre 2012.

SYRIE

Par projet	Dépenses K€
Coordination Syrie	1 439
Unité de traumatologie	950
Urgence Syrie hôpital	602
Support médical	140
TOTAL	3 132

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	10
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	23

Commentaires :

Ouverture du premier hôpital en Juin 2012 (Unité de traumatologie).

Ouverture puis fermeture d'une deuxième structure au cours du deuxième semestre 2012.

TCHAD

Par projet	Dépenses K€
Coordination Ndjamena	1 320
Moissala (paludisme)	1 521
Réponses aux urgences	153
Vaccination méningite préventive	477
Yao intervention nutritionnelle	628
Maro inondations	248
TOTAL	4 346

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union européenne)	510
Gouvernement Suède	198
TOTAL	707

Part des financeurs institutionnels : 16%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	19
Personnel Local sous contrat MSF	165
Personnel sous incentive ou journalier	27
TOTAL	211

Commentaires :

Intervention médico-nutritionnelle d'urgence dans la région du Batha à Yao (6 mois).

Intervention inondations des camps des réfugiés centrafricains de Yaroungou et Moula (démarrage du projet octobre 2012).

YEMEN

Par projet	Dépenses K€
Coordination Sanaa	753
Hôpital Al Tahl/Dayhan	46
Hôpital d'Amran	1 946
Unité chirurgicale Aden	3 824
Support hôpital Al Dhale	527
TOTAL	7 096

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	25
Personnel Local sous contrat MSF	142
Personnel sous incentive ou journalier	78
TOTAL	245

Commentaires :

Renforcement des activités dans le Nord du pays (province d'Amran) avec support au Ministère de la Santé (hôpital de Khameer) et activités externes (cliniques mobiles).

Ouverture d'une unité de traumatologie dans la ville d'Aden (chirurgie ortho et trauma) en réponse aux violences dans le Sud et l'Est du pays.

Augmentation des références de patients vers le programme de chirurgie reconstructrice à l'hôpital d'Amman (Jordanie).

